

LE MÉDIA DES COMBATS ÉCOLOGIQUES

N°2

# FRACAS

trimestriel

hiver  
2025

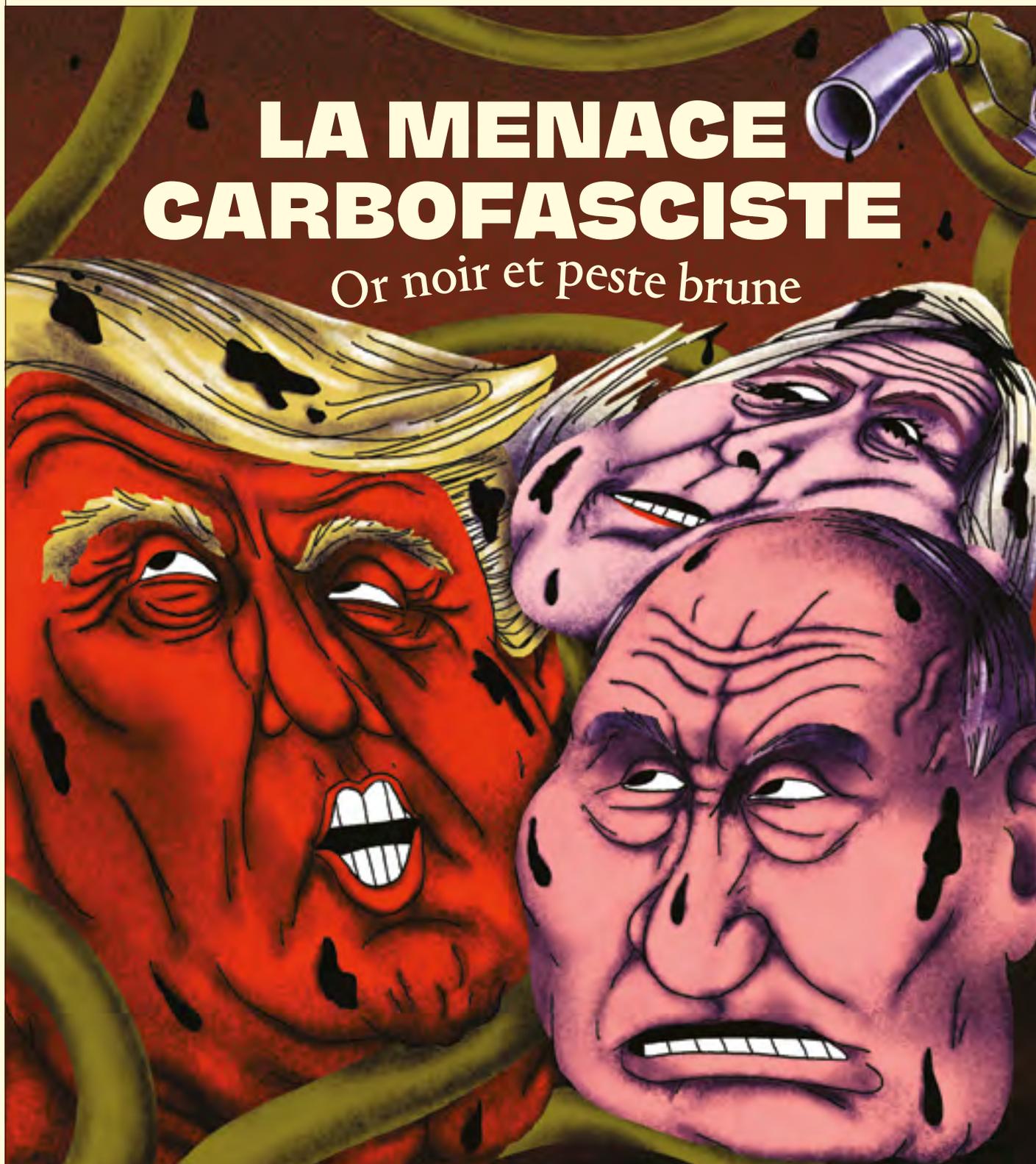
17,50€



Lobby fossile aux États-Unis • Pétromasculinité • Facho-anxiété • Pacte carbone • Antifascisme écologique

## LA MENACE CARBOFASCISTE

*Or noir et peste brune*



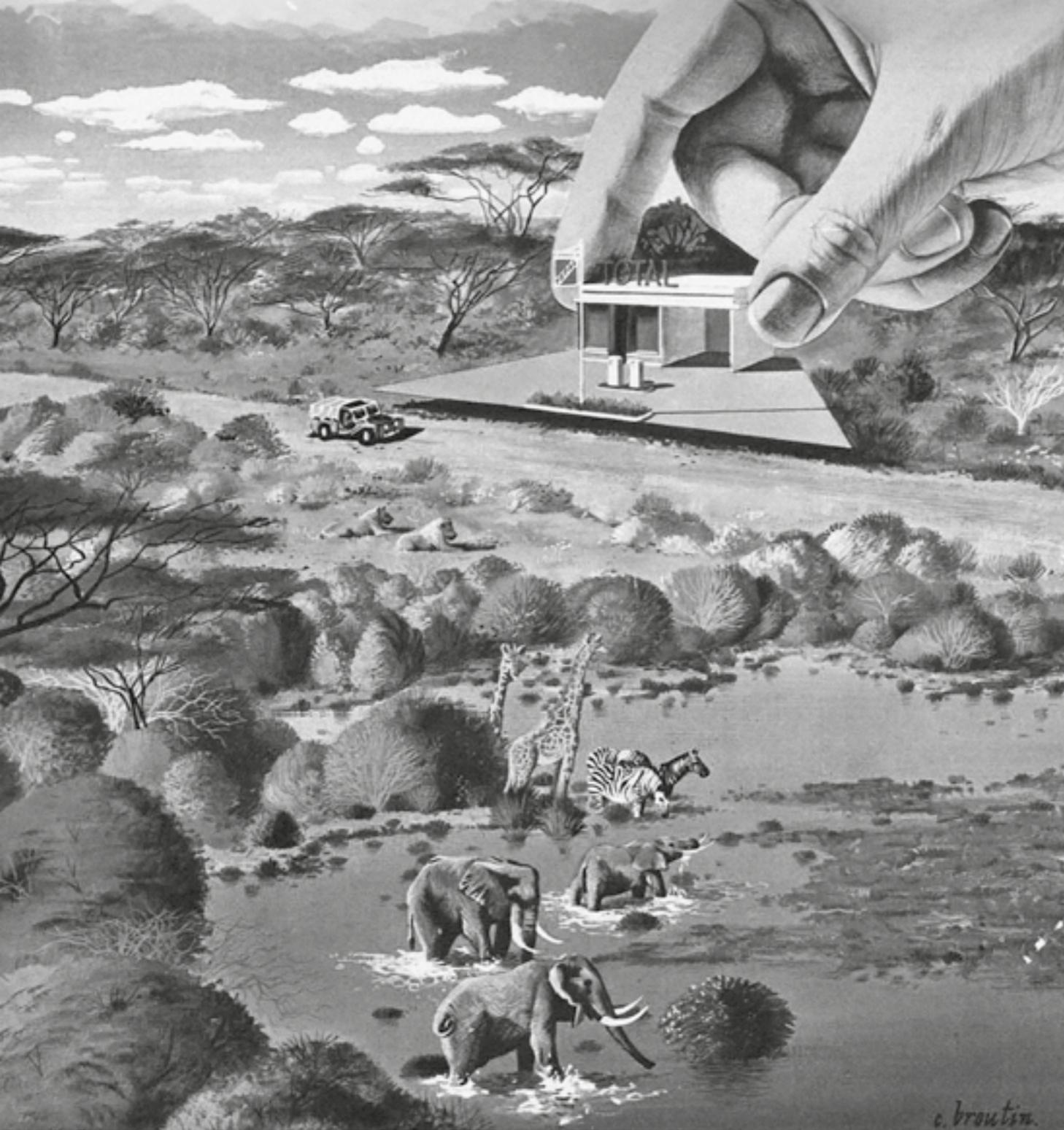
# ÉDITORIAL

directeur de la publication PHILIPPE VION-DURY

**D**roite extrême ou extrême droite? Néo-fascisme ou post-fascisme? Carbofascisme! Ce néologisme en pied de nez met en lumière la forme renouvelée d'un fascisme qui refuse toute prise en compte des alertes écologiques, entend bien pomper les stocks d'énergies fossiles jusqu'à la dernière goutte, redouble d'activités écocidaires pour asseoir sa domination, carbure à la désinformation, transforme les écolos en menaces existentielles pour la civilisation fantasmée et mortifère qu'il défend. Fascisme, oui: nous ne discuterons plus ici du sexe des anges. La réélection de Trump et la montée partout en Europe des partis d'extrême droite, quand ils ne sont pas déjà au pouvoir, confirme que nous n'avons pas affaire une parenthèse mais à une dynamique. Nous usons du mot fascisme ni comme d'une insulte, ni comme d'une facilité de langage, mais bien pour décrire la situation présente et la vague qui s'intensifie sous nos yeux.

Aujourd'hui comme il y a un siècle, le capitalisme se radicalise. Ivre de sa puissance et de la domination qu'il est parvenu à imposer sur le corps social, il refuse de contempler l'ampleur de la catastrophe qu'il a causée et la profondeur de la crise dans laquelle il est entré. Plutôt régner sur des ruines. Hier, il avait, pour assouvir sa soif d'accumulation, déstructuré les mondes sociaux, réfuté les traditions, aboli les communs, déplacé les êtres comme des marchandises en ne les traitant guère mieux que des choses. Il promettait le progrès, il a offert le nazisme, la guerre, Hiroshima. Une fois libéré des carcans du compromis social des « Trente glorieuses », enfin délivré de la peur du communisme, *dérégulé*, il accélère de nouveau et dénoue cette fois jusqu'aux liens qui nous font vivre, les liens écologiques. Face à cette destruction en règle, une réaction immunitaire survient. Et comme hier, elle est double: le communisme ou le fascisme. Socialisme ou barbarie. Ce besoin de faire corps accouche du même monstre fasciste qui prétend dans son délire unifier en purifiant le corps social. Il enfante le même espoir, aussi: rassembler par l'édification d'une communauté réellement politique et émancipée des dominations iniques.

Mais aujourd'hui n'est pas hier. Parmi les données nouvelles, il y a bien sûr l'écologie politique, qui nous sert d'aiguillon pour refuser le fatalisme et le naufrage planétaire, mais aussi de boussole pour que le projet d'émancipation humaine ne s'érige pas sur la destruction du monde vivant. Elle doit répondre à l'appel et venir en renfort dans cette bataille qui se livre entre carbofascisme et, disons, écosocialisme. Notre écologie est par nature antifasciste: en refusant l'extractivisme ici comme ailleurs, elle est anticoloniale; en rejetant la naturalisation et l'immuabilité de l'ordre social, elle est féministe et antiraciste; en s'érigeant contre l'accumulation productiviste, elle est anticapitaliste; en refusant le règne de la marchandise et l'horreur de la chaîne de production, elle est libertaire. Ne lui reste qu'une chose à faire: rompre définitivement avec la tentation d'une écologisation par le haut, une écologie des élites, une écologie qui parlerait taxes et exponentielles alors qu'elle doit parler la langue de celles et ceux qui ne demandent qu'à réécrire collectivement leur destin. **E**



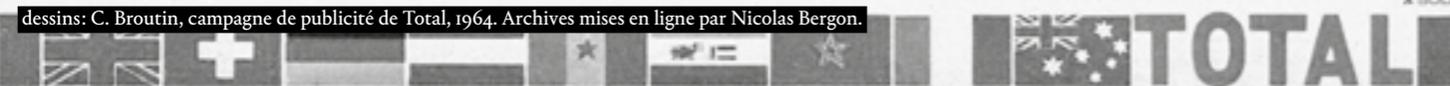
des routes de France ... aux routes d'Afrique du Sud

# TOTAL

- Né en France, TOTAL jalonne aujourd'hui les routes d'Afrique du Sud et de 46 autres pays dans le monde.
- dispose, pour le pétrole brut, de ressources en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord.
- raffine en Europe, en Afrique, en Asie.
- utilise une flotte de 30 navires sous pavillon français, totalisant plus de 900 000 tonnes de port en lourd.

dans les 5 continents ... TOTAL va de l'avant

dessins: C. Broutin, campagne de publicité de Total, 1964. Archives mises en ligne par Nicolas Bergon.



## Courrier des lecteur·ices

De: Patrick Date: 7 novembre 2024  
à: Fracas  
Objet: On verra

Bonjour,

Je comprends tout à fait votre préoccupation quant à la pérennité de votre revue.

Cependant, pour ma part, je ne m'abonnerai pas pour deux raisons : d'abord, je trouve essentiel une visibilité physique de votre présence en kiosques ; d'autre part, bien que très satisfait du n°1, je souhaite voir comment Fracas évolue.

Avec mon modeste soutien, et tous mes encouragements,

Patrick

De: Kelly Date: 8 octobre 2024  
à: Fracas  
Objet: Pierre Rabhi

Bonjour,

J'avais de recevoir le numéro, je souhaite recevoir le numéro s merci d'an mon abon

Un grand merci, j'ai bien reçu la carte et le numéro.  
Merci pour leur contenu, j'ai juste un bémol sur la carte et la présence de Pierre Rabhi et ses colibris chez les citoyenistes (bas gauche) mais un peu loin des idées réactionnaires malgré l'idéologie de Pierre Rabhi.  
Je vous remercie à nouveau,

De: Louna  
à: Fracas  
Objet: Aux armes!

Juste un petit message pour vous dire merci <3

J'ai reçu il y a quelques jours le premier numéro du magazine papier et merci pour la qualité des articles, merci pour le ton employé (dénonciateur, résolu et pédagogique) et surtout, merci d'appeler à cette révolution que nous sommes beaucoup à vouloir provoquer!

Louna

De: Mathieu  
à: Fracas  
Objet: écolo ou pas ?

Hello

Mais du coup, les vidéos c'est pas écolo non ?

Cordialement,

Mathieu

FRACAS,  
ON EN EST OÙ?

Ces derniers mois ont été intenses, comme on pouvait s'y attendre. Nous avons eu le plaisir de constater que vous, lectrices et lecteurs, étiez au rendez-vous. Si nous n'avons pas encore les chiffres de vente en kiosques et librairies à l'heure où nous écrivons ces lignes, les signaux sont bons, et nous avons surtout le bonheur de voir que nous avons progressé de presque 1 000 abonnés depuis la fin de notre campagne de lancement! C'est formidable, et excède légèrement notre hypothèse optimiste.

Dans la liste des bonnes nouvelles, nous venons également d'apprendre que nous avons décroché la bourse pour les entreprises de presse émergentes qui nous octroie 50 000 euros de subventions en deux fois: un bol d'air frais pour affronter sereinement les gros décalages de trésorerie, quasi rituels pour tout lancement de média papier. La Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) vient aussi de nous reconnaître comme entreprise de presse pour nos publications en ligne et notre newsletter (pour le papier, il faudra attendre encore un peu), et a surtout considéré que *Fracas* était bien un média service de presse d'Information politique et générale (IPG)! Une reconnaissance qui est parfois difficile à obtenir...

L'année qui s'annonce est clé. Notre lancement a certes été une réussite, mais de nombreuses étapes restent encore à franchir pour parvenir à l'équilibre économique, maintenir l'équipe salariée, et même nous développer. Tout ceci ne se fera pas sans vous, et le meilleur moyen de nous aider reste de vous abonner, et si c'est déjà fait, de faire découvrir la revue à vos proches!



## OURS

**Société éditrice**

Fracas  
ScopARL au capital social de 150 €  
11, rue Jean-Baptiste Clément,  
93310 Le Pré Saint-Gervais

fracas.media  
redaction@fracasmedia.fr  
985 050 897 R.C.S. Bobigny

Le capital de *Fracas* est exclusivement détenu par ses salariés fondateurs, et la gouvernance est exercée selon le principe un coopérateur = une voix.

**Directeur de la publication**

Philippe Vion-Dury

**Rédacteur en chef**

Clément Quintard

**Directrice artistique**

Marine Benz

**Responsable Marketing**

Maëlle Deguilhem

**Journalistes**

Isma Le Dantec

Lison Segue

**Assistante de direction**

Marianne Baulez

**Secrétaire de rédaction**

Isma Le Dantec

**Illustration de couverture**

Andrew Tseng

**Contributeur·ices**

Youness Bousenna  
Sophie Boutière-Damahi  
Sebastian Castelier  
Vincent Gautier  
Christelle Granja  
Damien Mestre  
Anne-Louise Nègre  
Christophe Osmont  
Irénee Régnauld  
Reprise de terres

**Cartographies**

Clément Quintard

**Illustrateur·ices**

María Jesús Contreras  
Asis Percales

**Photographes**

Sebastian Castelier  
Claude Clin  
Arnaud Finistre

**Bandes dessinées**

Bandes détournées  
Geoffrey Dorne  
Lumi  
tienstiens

**Impression**

Imprimé en France,  
à l'imprimerie Aubin  
à Ligugé,  
sur du papier PEFC

Provenance: Finlande  
fibres recyclées : 0 %  
certification 100 % PEFC  
Ptot 0.010 kg/T  
Distance entre Aubin  
et Inkeroinen: 2 337 km



Diffusion/Distribution  
Hobo/Makassar  
pour les librairies  
Messageries lyonnaises  
de presse pour les autres  
points de vente

Service abonnements  
bonjour@fracasmedia.fr

Commission paritaire  
en cours

ISSN: 3073-2190  
ISBN: 978-2-487599-01-7  
Dépôt légal: janvier 2025  
Publication trimestrielle  
N° 2 — hiver 2025

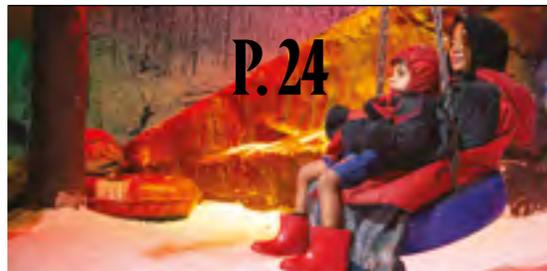


**P.9**

Lettre de démotivation

**P.10**La crème des futurs  
ministres de Trump**P.12**Charlotte Brives  
«*Les antibiotiques sont devenus  
un rouage  
des sociétés capitalistes*»**P.22**

Notices d'écosabotage

**P.24**Inde: comment Dubaï  
a climatisé les esprits**P.32****DOSSIER**  
La menace  
carbofasciste  
or noir et peste brune**P.34**Écofascisme:  
la menace fantôme?**P.38**

Carbofascistes de tous les pays...

**P.40**

L'art de manipuler les fiouls

**P.46**

Les pétroleurs du Texas

**P.48**

Le parti du grand soulagement

**P.52**

Pays du Golfe: le pacte carbone

**P.58**Cara New Daggett :  
turbofascisme  
recherche pétromascus**P.64**«*Les migrants,  
c'est comme les éoliennes...*»**P.68**

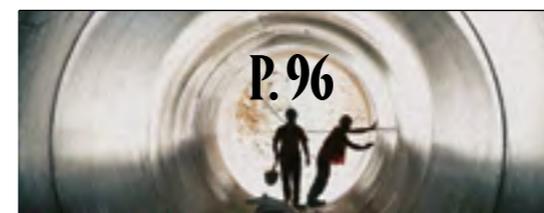
Malthus dans l'Anthropocène

**P.72**Extrême droite  
et grand capital: trois ripostes**P.77**

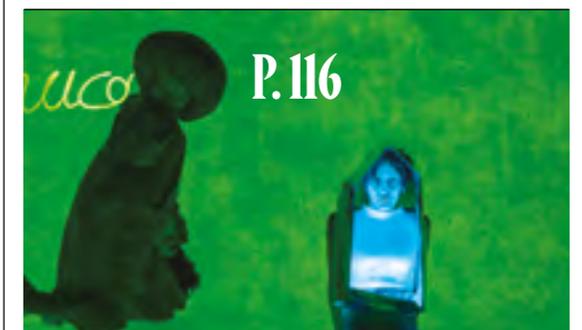
Soyez Greenz!

**P.78**Fermes solaires:  
une gueule de bois de l'espace**P.80**

Ski c'est passé

**P.86**ArcelorMittal:  
quand les ouvriers luttent  
pour la transition**P.94**La bio, un champ  
de ruines?**P.96**Réseaux d'eau:  
la fuite en avant**P.102**La salamandre, dompteur  
de feu et oriflamme  
des combats écologistes**P.105**L'Internationale  
Zoologiste**P.106**L'association  
des climato-réalistes**P.110**Synchroniser  
pour mieux gagner**P.114**

Le bail à domaine congéable

**P.116**Cornucopia:  
«*Sur le point de bascule*»**P.120**

Livres et sorties

# SIGNAL

LA NEWSLETTER  
QUINZOMADAIRE DE FRACAS

AU PROGRAMME

✈️ UN DÉBRIEF

📖 UN CONCEPT  
POLITIQUE EXPLIQUÉ

🔍 UNE VEILLE  
AUX PETITS OIGNONS

👁️👁️👁️ LES BONS POINTS  
ET MAUVAIS POINTS

📖 DES RECOS LIVRES

🎙️ UN ENTRETIEN  
EXCLUSIF

📧 ABONNEZ-VOUS  
À LA NEWSLETTER SUR NOTRE SITE!  
🔗 FRACAS.MEDIA



## L'AGRO-BUSINESS VEUT METTRE LES SYNDICATS AU PAIN SEC

Aliette Ricot  
5 rue Rosa Luxemburg  
44140 Montbert

Objet : Non-candidature

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire part de ma non-motivation pour le poste de « responsable de production industrielle » chez Neuhauser. En effet, je pense n'avoir aucune des compétences requises pour ce poste.

C'est ridicule, quand on y pense : avant de découvrir votre existence, je ne savais même pas qu'il était possible de produire des viennoiseries à la chaîne. Par naïveté ou déni, j'imaginai qu'il y avait une association de consommateurs, une Confrérie du croissant – comme pour l'andouillette ou le Reblochon –, ou même une guilde moyenâgeuse avec des boulangers en costume d'époque qui, s'ils avaient eu vent de la prétention de vos machines à vouloir les remplacer, auraient immédiatement pris les armes pour démanteler vos usines.

Mais voilà : aucun chevalier du levain n'est monté au créneau. Pour le seul site Neuhauser de Furst, en Moselle, une heure suffit à produire 10 000 baguettes et 50 000 croissants. Une bouffetance standardisée qui est destinée aux étals de la grande distribution, principalement ceux des magasins Lidl. Voici donc la vision du « savoir-faire boulanger français » que vous prétendez perpétuer. Comme si une caméra de vidéosurveillance se disait l'héritière du cinéma de la Nouvelle Vague. Il est en revanche d'autres traditions dans lesquelles vous approchez l'excellence et sur lesquelles vous vous gardez bien de communiquer. C'est dommage.

La première : le fondamentalisme marchand. Vous dépendez du groupe InVivo, géant de l'agro-business qui n'a de « coopératif » que le nom, et qui a enchaîné 300 000 agriculteurs à ses desiderata. Les activités de ce mastodonte regroupent des filiales de production de pesticides et d'engrais de synthèse, de négoce international et de spéculation sur le cours des céréales, mais aussi de lobbying, afin de promouvoir l'industrialisation de l'agriculture grâce à des solutions robotiques et génétiques. Le chiffre d'affaires du groupe s'élevait à 12,4 milliards d'euros en 2022-2023. Bref, pour vous citer : « le meilleur du blé ».

La deuxième : la répression syndicale. Depuis février 2024, la direction du groupe InVivo s'acharne contre le délégué CGT Christian Porta, aujourd'hui auréolé de la couronne des incroyables. Licencié sous le prétexte bidon de « harcèlement moral » envers ses patrons, Christian Porta a obtenu gain de cause après un bras de fer judiciaire de plusieurs mois, au terme duquel InVivo a été condamné à lui verser une indemnité de 525 000 euros et sommé de le réintégrer dans l'entreprise. Un combat immortalisé par le documentaire « S'ils touchent à l'un d'entre nous », réalisé par Carol Sibony.

En raison de tous ces éléments, j'espère vous avoir convaincu que je ne ferai jamais l'affaire pour ce poste. Je vous prie également de transmettre, à tous-tes les travailleur-euses qui ne font rien d'autre que défendre leurs droits, à tous-tes les paysan-es qui luttent contre votre monde, ma plus profonde solidarité et ma sincère affection.

Aliette Ricot



Publiée le 06/12/2024

Vous êtes chargé(e) de piloter, d'organiser et d'optimiser les processus de fabrication. Vous veillez à la sécurité des personnes, à la qualité des produits, à la performance des installations, à la maîtrise des dépenses, ainsi qu'au maintien d'un bon climat social. En tant que membre du comité de direction de l'usine, vous participez activement aux décisions stratégiques. Nourrir plus de 10 milliards d'humains d'ici 2050 tout en respectant la planète et les ressources naturelles, tel est le challenge que nous devons collectivement relever! [...] Neuhauser est fabricant de produits de boulangerie viennoiserie pâtisserie depuis 1906. [...] Nous contribuons à faire rayonner le savoir-faire boulanger français auprès de nos clients du secteur de la restauration commerciale et de la grande distribution en France, en Europe et dans le monde. Nous rejoindre, c'est contribuer avec conviction et passion à notre mission : transmettre le meilleur du blé pour une alimentation



## TIER LIST

LA CRÈME DES FUTURS  
MINISTRES DE TRUMP

Star du catch, agresseurs sexuels et mordus de flingues: c'est cette belle brochette de réacs que Donald Trump compte nommer à des postes clés de son gouvernement, une fois qu'il sera de nouveau investi président des États-Unis en janvier 2025. Évaluation de leur potentiel de nuisance, suivant un axe dangerosité-débilité.

textes CLÉMENT QUINTARD

**Fasciste**



**Crypto-fasciste**



**Pipou-fasciste**



**Faible d'esprit**



**ELON MUSK**  
33 ans,  
ministre  
de l'Efficacité  
gouvernementale

de son mari, ou apparaît «droguée» dans un fauteuil roulant pendant que ce dernier (le mari, pas le fauteuil roulant) embrasse une fausse maîtresse. Riche + réac' + glauque: pas besoin de vous faire un dessin.



**DAVID SACKS**  
52 ans,  
conseiller  
en intelligence  
artificielle

Elon Musk n'a pas dit que des conneries, il en a aussi envoyé dans l'espace. Dernier satellite mis sur orbite: Donald Trump, dont il a financé la campagne et au service duquel il a mis en ordre de bataille le réseau social X (ex-Twitter), dont il est propriétaire. Une vision millénariste de la planète et de l'espèce humaine, des projets tous plus flippants les uns que les autres (colonisation de Mars, puces dans le cerveau), de la thune à en crever et une brutalité assumée. Bref: nous avons là une solution hyper concentrée en agents fascistes.



**PETE HEGSETH**  
44 ans,  
ministre  
de la Défense

Alors Pete, comme ça même ta propre mère te qualifie d'«agresseur de femmes»? Il paraît que tu n'hésites pas à aller emmerder des strip-teaseuses quand t'es bourré, comme dans ce club en Louisiane? Qu'on t'a entendu beugler «tuez tous les musulmans» à la sortie de ce bar, dans l'Ohio? Mais qu'est-ce qu'on va faire de toi, Pete – à part te mettre dans la catégorie crypto-fasciste?



**MARJORIE TAYLOR GREENE**  
50 ans,  
pressentie comme  
ministre  
à la Sécurité  
intérieure

Parmi les porte-flingues fanatisés du trumpisme, certains sont du genre à se tenir postés à quelques rues du Reichstag avec une boîte d'allumettes et un bidon d'essence. Marjorie Taylor Greene est de ceux-là. Raciste, complotiste, elle se met en scène avec des fusils d'assaut dans des vidéos pour défier les «antifas» de mettre les pieds dans «sa» circonscription.



**DOUG BURGUM**  
67 ans,  
ministre  
de l'Intérieur

Voyons, voyons... Qu'est-ce qu'un gouverneur d'un État pétrolier comme le Dakota du Nord, qui est comme cul et chemise avec l'industrie fossile et que Trump a diligenté pour «superviser le chemin vers la domination énergétique des États-Unis», pourrait bien faire à la tête d'un ministère de l'Intérieur chargé de la gestion des terres fédérales? Réponse: prospection pétrolière, forages à gogo et répression des écolos. Presque banal, finalement.



**LINDA MCMAHON**  
76 ans,  
ministre  
de l'Éducation

Ancienne patronne de la fédération américaine de catch, la milliardaire Linda McMahon aura pour mission de désosser le système éducatif fédéral américain, beaucoup trop woke au goût de Donald Trump. Des vidéos d'avant-soirée catch ont été exhumées après l'annonce de sa nomination: on la voit sur un ring mettre en scène les infidélités

Viens, installe-toi à table avec nous, David. Oui oui, là. Juste à côté de ce mec qui fait des sculptures en allumettes. Allez vas-y, on t'écoute: parle-nous un peu de cryptomonnaies et d'intelligence artificielle... Bon ici, rien d'autre que les âneries habituelles: un libertarien, pote d'Elon Musk, gourou des cryptos et blindé de thunes.



**ROBERT F. KENNEDY JR.**  
70 ans,  
ministre  
de la Santé

Tout ne tourne pas très rond chez ce neveu de l'ancien président américain John Francis Kennedy, personnage fantasque à qui toute sa famille a tourné le dos. Selon un document médical dévoilé par le *New York Times*, les médecins lui auraient diagnostiqué un ver au cerveau qui en aurait «rongé une partie». Ce qui n'a sûrement rien à voir avec son complotisme invétéré, ou ses positions assimilant la vaccination contre le Covid-19 à l'autisme. 🦋



CHARLOTTE  
BRIVES

# « LES ANTIBIOS SONT DEVENUS UN ROUAGE DES SOCIÉTÉS CAPITALISTES »

La résistance aux antibiotiques est devenue un problème de santé publique majeur. L'anthropologue Charlotte Brives, autrice de *Face à l'antibiorésistance. Une écologie politique des microbes* (Amsterdam, 2022), questionne ce phénomène et ses liens avec la société capitaliste industrielle. À la recherche d'alternatives, elle appelle à repenser notre relation aux microbes.

**BIO  
GRAPHIE**

Charlotte Brives, anthropologue des sciences et de la médecine, est l'autrice de *Face à l'antibiorésistance. Une écologie politique des microbes* (Amsterdam, 2022) et de *Pluribiose. Travailler avec les microbes* (Quae, 2024). Elle y analyse le fléau sanitaire qu'est l'antibiorésistance comme une conséquence de la « mise au travail » massive des microbes pour la fabrication d'antibiotiques par le capitalisme industriel.

propos recueillis par  
PHILIPPE  
VION-DURY

photos  
CLAUDE  
CLIN



**La pandémie de Covid-19 a éclaté il y a tout juste cinq ans. Les pouvoirs publics et la plupart des médias avaient alors relayé un discours tissé de métaphores belliqueuses, ce qui avait été largement critiqué. Y a-t-il eu, depuis, une inflexion dans l'approche des questions épidémiologiques, une transformation des discours qui les encadrent?**

Dans le milieu spécialisé, davantage de place est faite à des recherches qui adoptent une approche écologique des maladies. Il me semble aussi que le grand public a aujourd'hui plus de savoir concernant les virus et les épidémies, mais je suis en même temps frappée du peu de mémoire que nous sommes susceptibles de conserver collectivement. Les moyens pour faire face à cette épidémie n'ont jamais été mis en place par le gouvernement. Concernant les discours, notamment l'allocution totalement ridicule d'Emmanuel Macron déclarant «la guerre» au virus, je pense que peu de choses ont changé. Mais en réalité, même dans le milieu de la recherche, il est très difficile d'échapper à des habitudes de langage: les virus continuent d'être présentés comme des «tueurs professionnels».

**Alors que ce qu'on sait peu, c'est que les virus peuvent difficilement être résumés à des «pathogènes»...**

Les sciences de la vie nous enseignent que les virus sont des «parasites obligatoires», c'est-à-dire des entités qui ont besoin d'un hôte pour vivre et se reproduire. Elles nous enseignent également que si certains virus nous rendent malades, et de façon différente en fonction des individus, comme on a pu le voir avec le Covid-19, des tas d'autres ne font que nous traverser sans dommage. Et pourtant, ces mêmes sciences présentent les choses ainsi: lorsque le virus se reproduit, il tue son hôte (la cellule par exemple). Mais c'est une manière de voir les choses, et il y en a d'autres ! Non seulement les virus ont d'autres modes d'interaction avec leurs hôtes, mais on pourrait par exemple plutôt qualifier, comme le font certains chercheurs, la cellule hôte

de «matrice», dont le virus se sert pour sa propre reproduction, quand bien même cette interaction se traduit par la mort *in fine*.

Notre vision du monde microbien est complètement biaisée, puisqu'on a tendance à ne s'intéresser qu'à ce qui nous fait du mal. Une grosse part des savoirs qu'on a acquis en virologie et en bactériologie concerne la dimension pathogène de ces microbes. Cela évolue un peu ces dernières années en ce qui concerne les bactéries, notamment avec les «bonnes» bactéries du microbiote intestinal. Pour les virus, ça reste plus compliqué. C'est pourtant une impasse: le discours de l'éradication ne nous mène nulle part. Il faut savoir qu'historiquement, on n'a jamais réussi à éradiquer un virus.

**Quelles sont ces autres interactions possibles des virus, leurs autres fonctions écologiques?**

Si on prend l'exemple des virus de bactérie, les *virus bactériophages*, ceux-ci ont plusieurs façons d'interagir. Parfois, comme c'est le cas avec les bactériophages *tempérés*, ils vont intégrer leur patrimoine génétique dans celui de la bactérie hôte, «fusionner» avec elle en quelque sorte, pour devenir une espèce de chimère. Les gènes conférés par le virus à la bactérie peuvent apporter à celle-ci des avantages évolutifs importants, des avantages pour survivre en milieu hostile: résistance à certains antibiotiques, acquisition d'une capacité à produire certaines protéines ou enzymes, etc. Un autre exemple, que je donne souvent, est celui des rétrovirus endogènes: il faut savoir que la placentation, la capacité à produire le placenta caractéristique des mammifères, nous vient d'un virus qui a intégré le patrimoine génétique d'un lointain ancêtre!

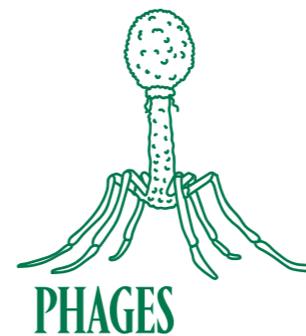
**Nous avons co-évolué avec les virus, et nous ne saurions pas comment les éradiquer... Devrions-nous maintenant accepter de «vivre avec eux»?**

L'expression «vivre avec le virus» a été dévoyée, notamment par le Premier ministre de l'époque, Édouard Philippe, car elle signifiait

**Anna Tsing (née en 1952) est professeure d'anthropologie à l'université de Californie. Elle est notamment l'autrice du *Champignon de la fin du monde* (La Découverte, 2017), où elle s'était intéressée au matsutake, un champignon prisé par les Japonais poussant dans les forêts détruites. Elle est, avec Donna Haraway, à l'origine du terme Plantationocène qui pointe le fait que la modernité occidentale et sa prospérité se sont bâties sur une exploitation généralisée de la nature, des êtres, des corps, propre au système colonial.**



ANNA TSING



PHAGES

**Les phages ou bactériophages sont des virus qui n'infectent que des bactéries. Ils pourraient être une alternative aux antibiotiques pour traiter les infections qui y sont devenues résistantes grâce à leurs propriétés biocides. Des essais cliniques ont eu lieu dans plusieurs pays depuis les années 1920, mais cette thérapie a été reléguée au second plan du fait de l'émergence des antibiotiques.**

pour lui quelque chose comme «débrouillez-vous». Mais la lutte contre le VIH montre pourtant qu'on peut mettre au point des traitements qui fonctionnent sans éradication – même si cela n'empêche pas qu'il faille faire de la prévention! Le «vivre avec» dont je parle, avec d'autres, est beaucoup plus exigeant: reconnaître ce que sont ces entités, comprendre comment elles fonctionnent, anticiper dans la mesure du possible le type de virus ou de bactéries qu'on pourrait voir émerger et se tenir prêt. C'est aussi penser des services publics qui peuvent nous permettre de faire face. Juste avant que la pandémie ne débute, on avait déjà 90 % de taux d'occupation des lits à l'hôpital. Et je ne parle pas de l'absence de masques et de l'épuisement des personnels soignants et d'entretien. Nous étions incapables de faire face, et ça n'est pas allé en s'arrangeant.

**Vous défendez dans votre ouvrage l'idée d'une «pluribiose», c'est-à-dire un rapport plus riche au monde microbien qui intègre les différentes interactions possibles... Pouvez-vous en dire davantage?**

Je suis partie du terme d'«amphibiose», inventé par Theodor Rosebury dans les années 1960, qui montrait qu'on n'entretient pas un seul type de relation avec un microbe donné: la relation varie dans le temps et l'espace. Variation dans l'espace: 30 % des personnes sur la planète sont porteuses du staphylocoque doré dans le nez et ça ne pose pas de problème, mais si, lors d'une opération, le staphylocoque passe dans une hanche ou un genou, il rend malade. Variation dans le temps: *helicobacter pylori* va être responsable d'ulcères de l'estomac à certains moments de la vie, mais pas tout le temps. L'amphibiose, c'est cette reconnaissance de relations fluctuantes dans le temps et dans l'espace entre deux entités.

Et quand j'ai commencé à travailler sur les virus bactériophages et que je regardais, justement, ces interactions fines entre les virus et les bactéries, je me suis rendue compte qu'il arrivait parfois

que le virus laisse une partie de lui-même en quittant la bactérie, ou au contraire qu'il emmène une petite partie de l'ADN de la bactérie avec lui. En plus de la nécessité de ne pas essentialiser les relations entre les différentes entités (amies ou ennemies par exemple), la «pluribiose» consiste à ajouter que ces entités elles-mêmes ne sont pas figées, et qu'elles ressortent transformées de et par ces relations. Une conséquence directe de la pluribiose, c'est que lorsqu'on veut utiliser des êtres vivants dans les projets des humains, il ne faut alors jamais perdre de vue que nous ne contrôlons pas totalement ces micro-organismes, parce qu'ils ont des relations pluribiotiques. La résistance des bactéries aux antibiotiques en est l'illustration parfaite.

**C'est d'ailleurs frappant, de se rendre compte de l'ampleur du phénomène de l'antibiorésistance (un million de morts directes par an dans le monde), comparable aux pires épidémies... sans avoir du tout la même couverture médiatique.**

Une enquête parue dans *The Lancet* donnait même le chiffre de 39 millions de morts cumulées d'ici 2050 directement imputables à une bactérie antibiorésistante, et 160 millions où l'antibiorésistance jouerait un rôle dans le décès des individus...<sup>1</sup> C'est un phénomène systémique et aggravé par d'autres problèmes systémiques, dont la malnutrition, la pollution, les guerres, etc. Mon hypothèse, concernant ce silence, est qu'il est d'abord le résultat d'un défaut dans la capacité d'identification des malades. Je m'explique: dans le cas du VIH ou du Covid-19, il y a un seul virus qui est responsable et qui rend malade tout le monde. Dans le cas des infections bactériennes, on va parler de plein d'espèces bactériennes différentes qui vont provoquer des tas d'infections différentes (pulmonaires, ostéo-articulaires, des otites...). Il y a une sorte de dilution du problème. Si les choses ont avancé sur le VIH, c'est en grande partie parce qu'il y a eu un très fort engagement de la société civile, des patients, des associations de malades, etc. Il n'y a pour le moment pas grand chose pour fédérer les victimes de l'antibiorésistance.



**Pour autant, l'antibiorésistance ne peut pas être considérée seulement comme un phénomène de santé publique, mais bien comme un phénomène systémique. Pourquoi?**

Il faut revenir rapidement sur l'histoire des antibiotiques. La production industrielle date du milieu des années 1940. Très rapidement, les antibiotiques deviennent la classe de médicaments la plus prescrite aux États-Unis, et on se met à les présenter comme un médicament miracle – et c'est vrai que c'est une avancée phénoménale dans l'histoire de la médecine. Les laboratoires pharmaceutiques vont se lancer dans une course à la découverte de nouveaux antibiotiques, commercialiser des associations de différents antibiotiques à doses fixes, les marketer. Les frontières entre médecins et industriels vont devenir plus floues, au point que les pouvoirs publics ont dû intervenir et tenter de réguler leur commercialisation en santé humaine en imposant la réalisation d'essais cliniques randomisés pour nouveau produit avant sa mise sur le marché.

Mais en parallèle de la santé humaine, on va les utiliser dans les élevages, à la fois pour les soigner, mais aussi comme promoteurs de croissance: on remarque que les animaux grossissent plus vite lorsqu'ils consomment des antibiotiques à faible dose. On se met aussi à les épandre dans les plantations, sur les arbres fruitiers, etc. Aujourd'hui, on estime qu'environ 80 % de la production mondiale d'antibiotiques n'est pas destinée à la santé humaine.

Dès les années 1960, on a des rapports de microbiologistes et de médecins qui commencent à s'alarmer de la montée en puissance de la résistance aux antibiotiques des bactéries, et remarquent qu'on n'a pas seulement du transfert de matériel génétique résistant d'une génération à l'autre (ce qu'on appelle la transmission verticale des gènes) mais aussi entre différentes espèces de bactéries et de microbes (ce qu'on appelle la transmission horizontale). Il va pourtant falloir attendre 40 ans pour que le problème soit pris au sérieux. L'usage d'antibios comme promoteurs de croissance n'a été banni en Europe

que dans les années 2000<sup>2</sup>, et perdue dans d'autres pays comme les États-Unis. Idem pour l'usage dans les cultures. Il faudrait donc réfléchir à des régulations internationales sur le sujet, mais quand on voit comment on avance sur le réchauffement climatique...

**Pourquoi l'antibiorésistance est-elle un phénomène spécifique à la société capitaliste industrielle?**

L'usage massif d'antibios est justifié, on vient de le voir, par leurs effets sur la santé humaine, sur la santé animale, végétale, et les gains de productivité qui sont recherchés, tant pour les animaux que pour les humains: ça permet par exemple de renvoyer les travailleurs plus vite au travail. Je me suis beaucoup inspiré des travaux d'Anna Tsing (lire p. 14) et de Jason Moore (lire ci-contre), qui font remonter, comme d'autres, la rupture fondamentale dans notre relation aux êtres vivants dans l'Occident du XVI<sup>e</sup> siècle et dans la transition du féodalisme au capitalisme. C'est le moment du grand partage entre nature et culture, où l'on «extériorise» la nature: tout ce qui n'est pas l'humanité est rejeté dans la nature, y compris les populations racisées, comme on le voit avec la colonisation et l'esclavage. Tout ce qui est ainsi exclu de l'humanité peut être plus facilement exploité.

Tsing comme Moore vont faire de la plantation une incarnation de ce nouveau rapport au monde. Anna Tsing parle même de Plantationocène, l'ère de la plantation, des écologies simplifiées. Pour elle, l'exemple paradigmatique de cette relation est la plantation de canne à sucre: l'exploitation systématique et ordonnée d'une espèce végétale par une population qui est généralement elle-même exploitée (car il n'y aurait pas eu de plantations sans esclavage). Ce système, pour être rentable, pour produire des actifs, va rapidement aboutir à des monocultures, à de la standardisation et de la sélection génétique, prenant les êtres complètement isolément des relations qui les font vivre, ou bien éradiquant toutes les relations qui sont considérées comme nuisibles à ce projet. Tsing considère qu'on peut étendre



**JASON MOORE**

**Jason Moore est professeur de sociologie à l'Université de Binghamton aux États-Unis. Chef de file du courant de «l'écologie-monde», un courant d'histoire environnementale et d'écologie politique. Son ambition est de comprendre le rôle constitutif du pillage de la nature dans le développement du capitalisme et dans la mise au jour de ses limites structurelles.**



la notion de plantation à tous les systèmes qui se basent sur une simplification outrancière des relations avec le vivant, une écologie ultra-simplifiée.

**Jason Moore parle lui plutôt de Capitalocène...**

Son constat, très proche de celui de Tsing, est que le capitalisme n'est pas simplement un système économique, mais un mode de relation spécifique des humains avec le monde biotique et abiotique. Mais ce mode de relation spécifique, pour Moore aussi, s'incarne précisément dans la plantation. Ces deux approches donnent une dimension fortement écologique au problème de l'antibiorésistance, qui peut tout à fait faire l'objet d'une lecture marxiste. La logique de l'accumulation de profits dans l'agriculture et l'élevage précédait largement l'introduction des antibiotiques, visible entre autres avec la standardisation et la mécanisation des tâches, mais aussi la volonté d'améliorer les performances zootechniques. Mais l'arrivée des antibiotiques en 1945 va venir s'insérer dans cette logique et répondre à certains des problèmes posés. La sélection génétique à outrance, la standardisation des animaux et le clonage des plantes font que si un agent pathogène pénètre la culture ou l'élevage et qu'un des individus y est sensible, toute la population peut y passer. Autrement dit: la réponse à l'agent pathogène sera relativement homogène au sein d'une population avec peu de diversité génétique. Par ailleurs, la quête de rentabilisation des espaces utilisés a poussé à élever les animaux et cultiver les plantes dans des espaces très restreints, ce qui accélère encore la propagation épidémique. Bref: les plantations sont des bombes épidémiques. Dans ce contexte, les antibiotiques ne vont pas permettre de «calmer» ces excès ou de faire de la prévention, mais d'accroître encore davantage la productivité. J'ai toujours trouvé curieux que dans les diagrammes de la Grande accélération, à partir de 1945, avec toutes ces courbes exponentielles (augmentation des émissions de gaz à effet de serre, consommation des ressources, déforestation, etc.), il n'y en ait pas une pour l'usage des antibiotiques. Lui aussi est exponentiel, et est



«L'USAGE MASSIF D'ANTIBIOS EST JUSTIFIÉ PAR LEURS EFFETS SUR LA SANTÉ HUMAINE, SUR LA SANTÉ ANIMALE, VÉGÉTALE, ET LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ QUI SONT RECHERCHÉS, TANT POUR LES ANIMAUX QUE POUR LES HUMAINS: CELA PERMET PAR EXEMPLE DE RENVOYER LES TRAVAILLEURS PLUS VITE AU TRAVAIL»



## CAPITALOCÈNE

La responsabilité du dérèglement climatique n'incombe pas à l'humanité toute entière, comme le concept d'Anthropocène, formé d'*anthropos* (l'homme), le laisse entendre. Y substituer la notion de Capitalocène permet alors de repolitiser le concept en désignant, d'une part, le capitalisme comme principal responsable de la Grande accélération et, d'autre part, le rôle de certains acteurs écocidaire qui ont imposé tambours battants cet ordre économique au reste du monde – Grande-Bretagne et États-Unis en tête.

devenu un des rouages de cette dynamique d'ensemble des sociétés capitalistes de l'après Seconde Guerre mondiale.

**Dans quelle mesure le fonctionnement des entreprises pharmaceutiques est, lui aussi, lié à ce modèle de la plantation capitaliste?**

Il y a une différence fondamentale entre «travailler avec les microbes» pour apprendre d'eux, et «mettre les microbes au travail», comme le font les labos. Pour produire des antibiotiques, on a fait des «plantations de microbes» lorsqu'on a commencé à découvrir leur potentiel économique. Les entreprises pharmaceutiques ne sont pas des entreprises philanthropiques, et c'est même une industrie aujourd'hui hautement financiarisée. Elles sont allées chercher dans la nature des bactéries et autres microbes produisant certaines molécules intéressantes dans des cuves de fermentation, les ont sélectionnées, les ont nourries avec des milieux de culture bien définis et standardisés pour qu'elles soient plus productives. Puis on a relâché un peu partout les molécules ainsi produites, les antibiotiques donc, y compris à des endroits où elles n'existaient pas, dans des écosystèmes où elles n'avaient pas de raison d'être.

On a fait la même chose avec d'autres substances: les pesticides, les OGM, etc., sans jamais se poser la question des conséquences. C'est là qu'on en revient à cette idée de pluribiose: c'est aussi une mise en garde, car on ne sait jamais quelles conséquences

auront nos actions sur les êtres vivants (humains ou non), à différents endroits du temps et de l'espace. Avec les antibiotiques, on se retrouve maintenant avec des bactéries sur la planète entière qui n'ont plus rien à voir avec celles d'avant l'introduction des antibio. Ce sont comme des *pharmakon*, c'est-à-dire à la fois poison et remède, qui contribuent tout autant aux problèmes de santé qu'à sauver des vies... Ça ne veut pas dire qu'il faut arrêter les antibiotiques, mais qu'il faut les utiliser de manière à sauvegarder ce qui reste de leur efficacité.

**Puisque les antibiotiques sont devenus un rouage essentiel de la dynamique d'accumulation des profits, il va forcément y avoir un rapport de force très puissant si l'on veut changer leur usage. Qui est l'adversaire? Pouvez-vous décrire ce qu'est aujourd'hui «Big Pharma», ou la «pharmocratie»?**

Le problème qu'on a aujourd'hui, c'est que, pour le dire vulgairement, on a laissé les clés du camion au secteur privé depuis bien longtemps. On parle beaucoup du complexe militaro-industriel, beaucoup moins de l'industrie pharmaceutique, alors qu'on pourrait se poser la question de savoir à quel moment ils sont devenus des pourvoyeurs de mort plutôt que des pourvoyeurs de vie. Ça fait quarante ans que les entreprises pharmaceutiques ont laissé complètement tomber les recherches sur les agents anti-infectieux, parce que ça ne rapporte pas assez et que l'obsolescence est rapide du fait de la résistance des bactéries. Elles se sont tournées vers les maladies chroniques, parce que c'est beaucoup plus rentable (ces traitements sont longs, voire pour la vie). Ces entreprises ne remplissent donc plus cette mission et les États ont laissé faire. On parle maintenant de mesures incitatives pour que les industriels se remettent à la R&D sur les antibiotiques, ou de financer davantage les recherches privées en la matière... alors que c'est déjà ce qu'on fait! Le Crédit d'impôt recherche (CIR), c'est une part énorme du budget de l'État qu'on pourrait mettre ailleurs que dans les entreprises privées, par exemple dans la recherche et l'hôpital publics, surtout quand on voit les niveaux de performance du privé et la façon dont cet argent sert bien souvent à rétribuer les actionnaires...

**Quelles autres solutions a-t-on à disposition? Développer des recherches alternatives?**

J'ai commencé par travailler sur les bactériophages, ou phages (lire p. 15), qui sont donc des virus qui «mangent» des bactéries. En cela, ils pourraient être une alternative aux antibiotiques pour traiter les infections qui sont



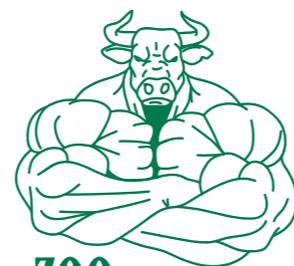
devenues résistantes à ces mêmes antibiotiques. On peut utiliser leurs «propriétés biocides» en lieu et place des antibios. Ça existe depuis une centaine d'années et a traversé une histoire complexe d'apparitions et de disparitions, de survivance dans certains pays de l'ex-URSS... Depuis qu'on assiste à une plus forte reconnaissance de l'antibiorésistance comme problème de santé publique, depuis une quinzaine d'années, l'hypothèse de la phagothérapie est revenue en force. L'intérêt des phages, c'est qu'ils ont co-évolué avec les bactéries depuis trois milliards d'années et sont donc très spécifiques, ne ciblant que la bactérie responsable de l'infection de la personne malade. Ceci permet des approches «sur mesure», ce qui impose d'avoir de larges «banques de phages» et d'identifier finement les bactéries responsables d'une pathologie. L'usage ciblé de phages permet de limiter l'apparition de résistances de la part des bactéries, laisse les autres bactéries intactes lors du traitement. Et restreint ainsi la massification du traitement, qui comporterait le risque de voir des phages se retrouver dans des quantités importantes dans les environnements.

#### Quel est le problème?

Les phages ne sont pas brevetables, ce qui limite l'intérêt des investisseurs. La recherche anti-infectieuse, comme on l'a dit, intéresse peu l'industrie. Pour faire de l'argent avec les phages, il n'y a en gros que deux manières: soit faire du sur-mesure, mais vendre ces traitements très chers, soit faire du prêt-à-porter, ce qui permet de vendre moins cher mais en favorisant la massification au risque de retomber sur des problèmes écologiques.

On s'est logiquement très vite retrouvé avec des approches «prêt-à-porter»: puisque les phages sont très nombreux et très spécialisés, on va tous les mettre dans une bouteille, faire des cocktails, et mimer l'effet large spectre de certains antibiotiques [qui tuent un grand nombre de bactéries et permettent des traitements «probabilistes», à l'aveugle, ndlr]. On se retrouve avec les mêmes risques de résistance, d'incertitudes liées à la massification, etc. C'est en tout cas vers ça qu'on se dirigeait au départ, ce qui montre bien que la recherche d'alternatives ne suffit pas,

# «IL Y A UNE DIFFÉRENCE FONDAMENTALE ENTRE “TRAVAILLER AVEC LES MICROBES” POUR APPRENDRE D'EUX, ET “METTRE LES MICROBES AU TRAVAIL”, COMME LE FONT LES LABOS»



## ZOO-TECHNIQUES

La zootéchnie est la science qui a pour but de rendre les animaux plus productifs. Des animaux d'élevage dont les muscles grossissent plus rapidement, des femelles qui donnent naissance à plus de petits par portée, des proportions de muscle et de gras adaptées sur mesure aux goûts des consommateurs... L'arrivée des antibiotiques, en 1945, va venir s'insérer dans cette logique d'accumulation de profits dans l'élevage et répondre à certains des problèmes posés.

si on ne réfléchit pas aux dimensions infrastructurelles, ici à ce qu'on pourrait appeler des «infrastructures antibiotiques». Celles-ci, en imposant une logique qui convient mal aux phages, freinent même le développement de la thérapie phagique.

#### Peut-on contourner la logique de rentabilité des entreprises pharmaceutiques?

La majorité des gens qui travaillent sur ces sujets sont d'accord sur deux principes fondamentaux: un large accès au traitement (peu cher), et le respect des écosystèmes (pas d'usage déréglé et massif). Si les phages sont développés par le privé, on ne pourra pas avoir les deux. Il faut donc un modèle de production publique (ou *a minima* des modèles public-privé, mais contrôlés par des instances publiques). Cela en fait sourire certains, mais ce type de demandes n'émerge même pas des rangs anticapitalistes: elles viennent de praticiens et praticiennes qui sont confrontés aux conséquences du système actuel.

Un modèle public présente entre autres l'avantage de maîtriser les coûts, du fait de la mutualisation des moyens et des infrastructures, et de réguler l'administration des phages aux personnes malades, tout en promouvant une approche collégiale. C'est ce qui se passe en France aux Hospices civils de Lyon, au CHUV de Lausanne, à l'hôpital militaire de la reine Astrid en Belgique... Cela repose par ailleurs sur une production qu'on peut qualifier de «locale», ou en tout cas nationale, puisque les phages ayant co-évolué, on aura plus de chance de trouver des phages adaptés proches de là où la personne a contracté sa bactérie.

#### Peut-on espérer une évolution en ce sens?

Tout le système réglementaire va aujourd'hui dans le sens du privé. La loi prévoit par exemple que, dans le cas où il y a une préparation commerciale – donc privée – qui existe, même si une préparation hospitalière ou magistrale existe également, on est obligé de passer par la préparation commerciale, quand bien même celle-ci serait

plus chère pour une efficacité équivalente... Changer la donne va demander énormément de volonté politique. Ça va être difficile, mais on constate un léger changement de mentalité ces dernières années. Les trois ans de pénuries de médicaments et l'importance de la santé en France font que des discussions sont possibles par-delà les clivages partisans. C'est peut-être là une des conséquences «positives» du Covid-19.

#### Il faudrait donc des négociations internationales pour réguler les antibios, des changements de législations au niveau national, de l'orientation de la recherche publique... Dans ce rapport de force à instaurer, y a-t-il des choses à faire à d'autres échelons? Des alliances ou des points d'appui à trouver, dans le personnel hospitalier par exemple?

Les recherches sur les phages ont cet avantage qu'elles semblent, au vu des personnes rencontrées, redonner du sens, ou donner à tout le moins un surplus de sens aux missions de ces personnes, que ce soit dans le secteur hospitalier, dans les agences de réglementation... Elles suscitent un vrai engouement, parce que c'est une réponse possible à l'antibiorésistance, mais aussi parce que c'est une façon intégralement alternative de réfléchir à ces questions. Les phages nous permettent de sortir du paradigme de l'éradication. Ils nous font reconsidérer tout un ensemble de conceptions, de frontières, que ce soit dans nos conceptions de la guérison, de ce que doit être un médicament, un bon modèle de développement, une prise en charge efficace et bonne des malades. Ça fait cent ans que les phages ont été découverts, mais on en est seulement au début de leur utilisation thérapeutique. Une chose est sûre: on a plus que jamais besoin d'un modèle public. 📍

1. «Global burden of bacterial antimicrobial resistance 1990–2021: a systematic analysis with forecasts to 2050», *The Lancet*, septembre 2024.
2. L'Union européenne a interdit l'usage des antibiotiques comme facteurs de croissance chez les animaux d'élevage depuis 2006 pour les productions européennes.



# BOOOOM!

NOTICES  
D'ÉCOSABOTAGE  
CRÉATIF

#2 / SORTS D'HIVER

1

2

3

4

5

## SABOTUTOSKI

L'hiver arrive ! Comme chaque année, la frange la plus aisée des Français va partir en vacances aux sports d'hiver, défigurant nos montagnes à grands coups de carres et participant activement au réchauffement climatique. À moins que...

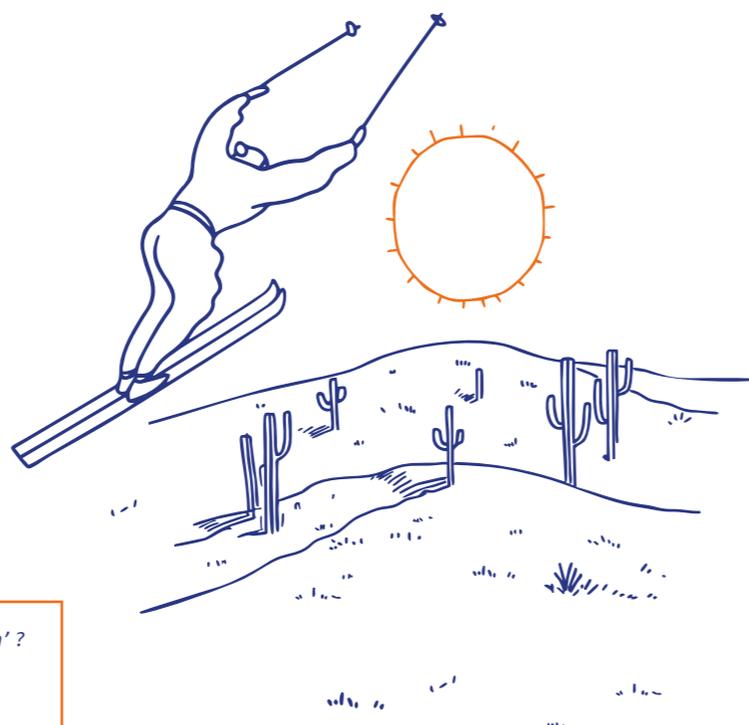
Vous allez saboter une station de sports d'hiver en agissant sur différents points faibles identifiés par nos informateurs de terrain, déguisé·es en moniteur·ices. Nos tutoriels de sabotages sont classés par code couleur, en fonction de leur difficulté de mise en œuvre, et de leur impact estimé. Commencez doucement, et ne vous lancez pas sur un tuto noir si vous débutez dans le sabotage... En cas d'arrestation, nous nierons tout lien avec les personnes interpellées.

### PARCOURS

	DIFFICULTÉ	IMPACT
1 Webcams	▲	●
2 Bistrot Savoyard	▲	●
3 Canons à neige	▲	●
4 Portiques de télésiège	▲	●
5 Résidence Chamois 2000	▲	●

#### 2 LE BISTROT SAVOYARD

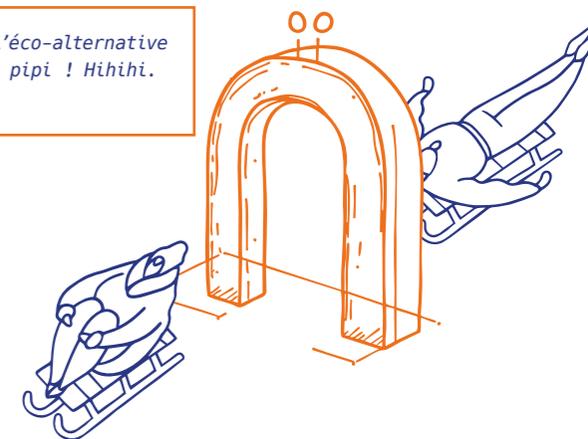
Le saviez-vous ? En ce qui concerne le droit du travail, rien de pire que les emplois saisonniers en station. Pas de doute, cuistots et serveurs détestent leurs patrons ! À vous de les convertir à la cause ! Amadouez-les avec des propos marxistes et 12 cl de génépi, puis convainquez-les d'ajouter un peu de poudre de perlimpinpin de votre fabrication (Somniplus + Turbolax) dans les caquelons à fondue. Laissez agir une nuit.



#### 3 LES CANONS À NEIGE

Pour pallier le manque de neige, les stations ont de plus en plus recours aux canons à neige. Ceux-ci sont alimentés par des retenues d'eau artificielles (les retenues collinaires). C'est ici que vous intervenez. Versez quelques cuillères à soupe (quantité à vérifier) de chlorure de calcium dans l'eau, pour abaisser son point de congélation, et empêcher les canons de produire de la neige. OUPS !

Pas de chlorure de calcium ? Optez pour l'éco-alternative au curcuma ! La neige sera toute jaune... pipi ! Hihhi. Plus si glamour, Courchevel...

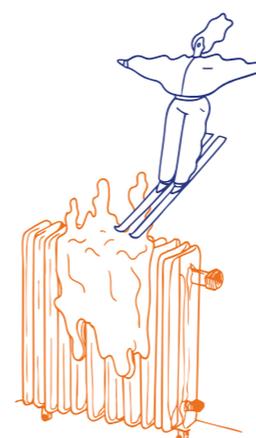


#### 4 LES PORTIQUES DE TÉLÉSIÈGE

Pour contrôler l'accès aux télésièges, la plupart des stations ont remplacé les forfaits papier par des passes magnétiques. Ça tombe bien, car vous avez justement dissimulé un gros aimant sur le portique – HÉHÉHÉ – démagnétisant tous les pass et disruptant le flux de skieurs dans toute la station.



Vous avez déjà essayé de sauter un portique avec des chaussures de ski, des moufles, une GoPro, un sac à dos et quatre couches de vêtements ? Courchevel, c'est pas la RATP ! Congestion en cours... pugilats imminents !



#### 5 LA RÉSIDENCE CHAMOIS 2000

Quoi de mieux que de se mettre au chaud après une journée de ski ? Encore faut-il un chauffage fonctionnel... Repérez de vieilles résidences des années 70 (équipées d'un chauffage central) et, muni d'un gilet jaune et d'une caisse à outils, faufilez-vous discrètement jusqu'aux locaux techniques. Versez les restes de fondue fournis par le cuisinier (2) dans le ballon d'eau chaude... bouchons garantis, HIN HIN !

#### 1 LES WEBCAMS

Au début de l'automne, quand la neige fond et se mêle à la boue et aux rochers, montez prendre des photos des pistes. Imprimez-les ensuite sur papier waterproof et, l'hiver venu, placez les images devant les webcams. Avant de monter en station, les vacanciers qui scrutent les webcams pour vérifier l'enneigement des pistes seront découragés de monter en station ! ZUT ALORS !

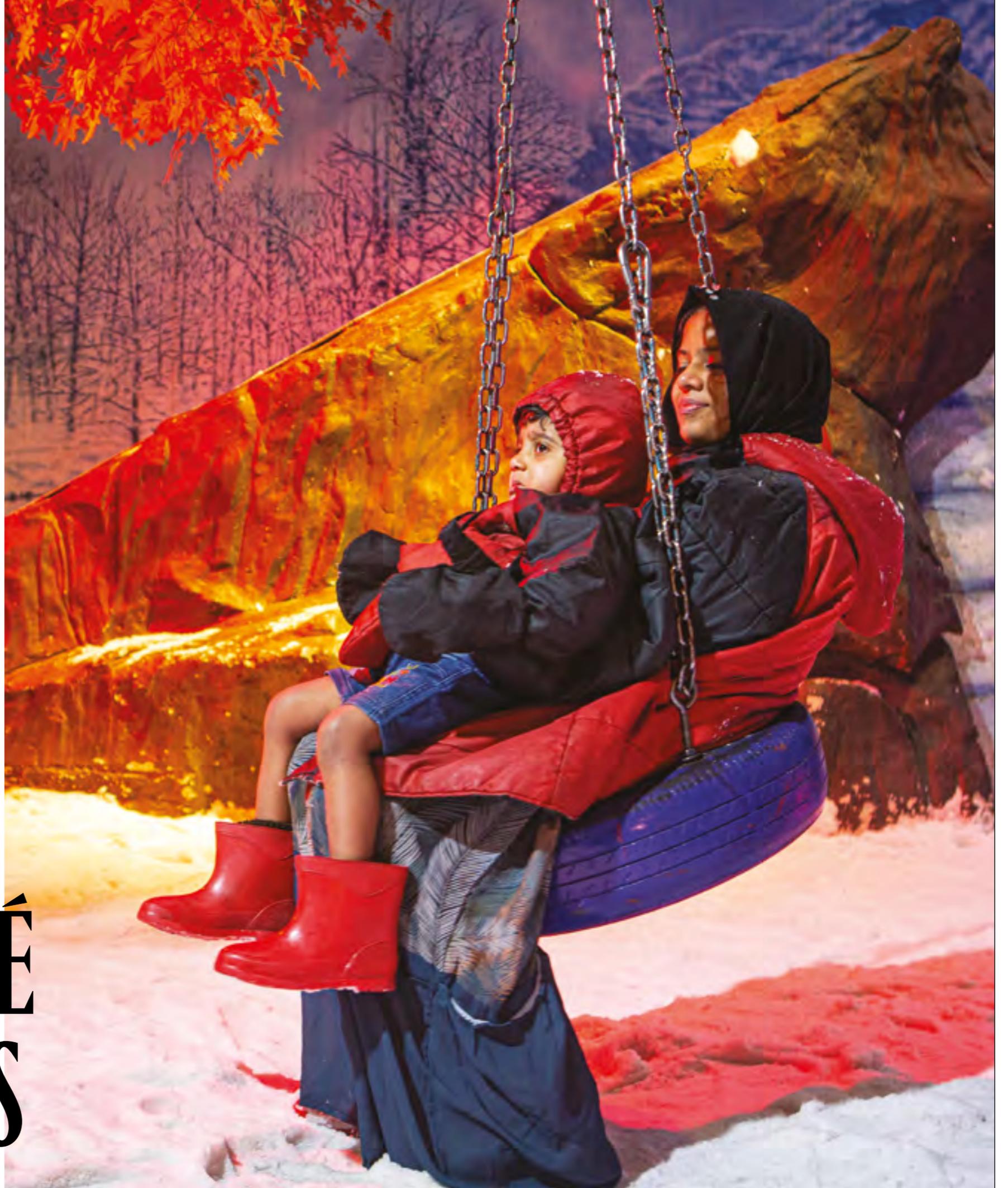


« Chéri ! Tu as vu la webcam de Courch' ? C'est tout fondu. Et si on allait plutôt au Touquet ? » Gniark gniark...

# INDE

HIVER 2025

# COMMENT DUBAÏ A CLIMATISÉ LES ESPRITS



texte et photos SEBASTIAN CASTELIER  
cartographie CLÉMENT QUINTARD



Le corridor migratoire Inde-pays du Golfe accélère la diffusion des styles de vie énergivores dont les seconds, exportateurs de pétrole, ont fait un modèle. Dans l'État indien du Kerala, où des millions de personnes vivent des salaires envoyés au pays par ceux partis travailler à l'étranger, l'influence du Golfe a fait des climatiseurs «une marque de prestige social».

**V**u du ciel, de jour comme de nuit, le détroit d'Ormuz est le théâtre d'un ballet incessant. Les pétroliers et méthaniers s'y succèdent, à la file, pour acheminer vers les marchés de consommation internationaux les hydrocarbures extraits des entrailles du Moyen-Orient. Chaque année, plus de 7,5 milliards de barils de pétrole brut et de liquides pétroliers transitent via ce couloir maritime stratégique, situé à la sortie du golfe Persique. La vaste majorité de ces navires se dirigent vers l'Asie, où les pays du Golfe s'efforcent de stimuler la demande pour leurs combustibles fossiles et dérivés, tels que le plastique et les engrais. En Inde, déjà troisième<sup>1</sup> plus gros consommateur de pétrole au monde et où les pays du Golfe ont exporté pour 69 milliards de dollars de pétrole et de gaz en 2022, la demande devrait atteindre 6,7 millions de barils de pétrole par jour en 2030,

un quart de plus qu'en 2023. Et le pays le plus peuplé au monde depuis qu'il a dépassé la Chine l'an dernier martèle son droit au progrès économique. En amont du 28<sup>e</sup> sommet sur le Climat de l'ONU en 2023, deux officiels indiens le résumaient ainsi: les pays enrichis au détriment de l'environnement depuis la révolution industrielle doivent devenir émetteurs nets négatifs de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) pour «permettre aux pays en développement d'utiliser les ressources naturelles disponibles pour leur croissance». Une posture qui soulève la question du type de croissance que la population indienne perçoit comme son modèle de référence.

## UN MILLIARD DE CLIMATISEURS

Umar Mukhtar Odungatt travaille à Riyad, et vient de passer la bague au doigt de celle choisie par sa famille dans le cadre d'un mariage arrangé. Il raconte son projet de vie: «Ma future maison sera climatisée et équipée de tout le confort requis. Je m'y suis habitué en Arabie saoudite et je veux en profiter ici aussi, lorsque je serai de passage au village. La climatisation est bien meilleure que les ventilateurs, qui ne



ARRIÈRE-PLAN

**Neuf millions d'Indiens travaillent dans les pays arabes du golfe Persique, où la consommation d'énergie par habitant est l'une des plus élevées au monde.**

PREMIER PLAN

**Umar Mukhtar Odungatt vient de se marier. Lui qui a travaillé en Arabie saoudite veut que sa future maison soit climatisée et équipée de manière moderne.**



HAUT

«Il est tellement démodé de dire qu'on a pas de climatiseurs de nos jours!», confirme Ravi Raman, chargé des questions énergétiques au Kerala State Planning Board.

BAS

«Je suis devenu un homme de Dubaï, alors je dois changer ma garde robe régulièrement», confie Jubair Muhammad Haneefa.

## «Je dirais que nous copions environ 80 % du style de vie du Golfe»

— ISMAIL KORADAN

suffisent pas pour se sentir au frais, et en Arabie saoudite tout le monde y a accès, les riches comme les pauvres. Je veux aussi m'acheter une Ford Mustang.»

Comme lui, les neuf millions d'Indiens qui travaillent dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) goûtent à un modèle de société où la consommation d'énergie par habitant est l'une des plus élevées<sup>2</sup> au monde, avant de le répliquer au pays. «Le mois dernier, nous avons vendu 100 climatiseurs en cinq jours suite à une promotion», se réjouit Asif Moolayil,

un vendeur d'électronique au Kerala, État tropical pionnier de la migration vers le Golfe dès les années 1970. «Nous avons ouvert ce magasin ici parce que beaucoup gens y sont des travailleurs immigrés dans le Golfe. Leurs familles dépensent beaucoup d'argent pour acquérir le "kit prestige" typique du salarier du Golfe: climatiseur, lave-vaisselle, lave-linge, voitures, téléphones et autres. Ils se sont adaptés au mode de vie du Golfe et ils ne peuvent plus revenir à leur vie d'avant», assure le vendeur.

«Les climatiseurs sont devenus une marque de prestige social. Les épouses des travailleurs du Golfe se vantent d'avoir de grandes maisons climatisées et moquent la nôtre qui ne l'est pas, disant que nous avons l'air pauvres. Ce type de jugement me met mal à l'aise, même si je refuse de climatiser. Au sein de la jeune génération, tout le monde veut acheter un climatiseur, regrette Khadeeja Manithodika, dont le fils travaille en Arabie saoudite, avant d'ajouter: la plupart du temps, c'est la fierté qui parle, pour pouvoir se vanter. C'est devenu une question de dignité.» Ravi Raman, chargé des questions migratoires et énergétiques au Kerala State Planning Board, un conseil consultatif qui assiste le gouvernement, confirme le phénomène. «Il est tellement démodé de dire que l'on n'a pas de climatiseurs à la maison de nos jours!», résume-t-il, pointant lui aussi du doigt le rôle clé joué par l'influence culturelle des pays du Golfe sur les travailleurs indiens expatriés.

Depuis 1990, la consommation d'électricité par habitant au Kerala a été multipliée par 3,7. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le nombre de climatiseurs en Inde pourrait être multiplié par 38 d'ici 2050, soit 1,1 milliard d'appareils susceptibles d'engloutir 44 % d'une production d'électricité

essentiellement carbonée en Inde – le charbon et le gaz en assurent les trois quarts. «Tout le monde a besoin d'un climatiseur aujourd'hui, dans quelques années tout le monde en aura un ici, affirme Asif Moolayil vendeur d'électronique. L'impact des climatiseurs sur le changement climatique, personne n'en parle ici, c'est un non sujet.» Ismail Koradan, marchand de parfums à Dubaï, ajoute: «Nos maisons traditionnelles en briques gardaient les pièces fraîches, mais elles sont démodées, alors nous avons opté pour la maison en béton, qui est chic. Mais

elle retient la chaleur, et cela nous force à acheter des climatiseurs. Aujourd'hui, je dirais que nous copions environ 80 % du style de vie du Golfe.»

## COPIER-COLLER LE LOISIR CARBONÉ

Le souci du paraître ne se limite pas au logement. «Je remplace mes chemises tous les trois mois pour montrer à ma communauté mon niveau de vie. Une manière de m'acheter un certain prestige social», confie Ashiq Kinattingarath, employé dans la province saoudienne de Tabuk, où le Royaume prévoit d'ériger des projets pharaoniques, tel que la première station de ski en plein air du Golfe. «Je suis devenu "un homme de Dubaï", alors je dois renouveler ma garde-robe régulièrement, témoigne Jubair Muhammad Haneefa. Avant, je dépensais vraiment très peu pour les vêtements, j'avais un style très "villageois". Mais une fois sur place, je me suis dit qu'il fallait que je m'habille comme les gens de là-bas.» Établi dans la ville au gratte-ciel le plus haut sur terre où il travaille dans le secteur assurantiel, il alloue environ 20 % de son revenu à l'habillement. Selon une étude, chaque 1 000 euros additionnels dépensé par un ménage indien accroît de 0,8 tonne son empreinte carbone annuelle, estimée à 6,5 tonnes<sup>3</sup>. Mais cet écart avec les sociétés occidentales, encore énorme, se réduit du fait de l'ascension de la classe moyenne indienne. Au Kerala, les familles de ceux qui travaillent à l'étranger dépensent un tiers de plus que la moyenne, y compris dans les loisirs, où le Golfe est là encore le point de référence.





Dans l'État du Bihar, la pauvreté frappe une personne sur trois. Le Kerala y est perçu comme un modèle.

«Nous avons un parc à neige au Qatar. Alors quand ma femme et moi avons appris que le concept était arrivé au Kerala, nous avons décidé de venir nous amuser. Nous voulons en profiter!» Said Valiyamadayi, un Keralite de 32 ans employé par l'industrie gazière qatarie depuis cinq ans, est en visite dans sa ville natale pour les vacances. «Je suis certain qu'il y aura plus de parcs à neige au Kerala dans le futur, les gens viendront y chercher de la fraîcheur lorsque le climat dehors sera trop chaud. C'est un nouveau concept, inspiré des pays du Golfe. Nous voulons le même style de vie qu'eux, parce que c'est confortable», s'enthousiasme-t-il. Sa femme Shifana Valiyamadayi ajoute: «C'est aussi l'occasion de comprendre à quoi ressemble le changement climatique! Et à première vue, le changement climatique ne pose pas de problème, à l'exception du fait que mon petit garçon ne semble pas trop aimer le froid.» Sur le toit de ce centre commercial, la neige artificielle cède le pas au vrombissement des karts. «Ce type de loisir est nouveau ici. Nous copions-collons le type de divertissement que nous voyons dans le Golfe. Dans quelques années, je crois que l'offre de divertissement sera la même ici qu'à Dubaï, car nous importons leurs idées», affirme avec joie Muhannas Kunnikkandi, 23 ans, avant de s'élaner. Lui vit à Dubaï avec son père et sa sœur depuis trois ans. À cela s'ajoute une appétence pour des voitures et des maisons toujours plus grosses, ainsi qu'une consommation accrue de viande. La diaspora établie en Occident acquiert souvent la citoyenneté et s'installe ainsi dans son pays d'accueil, ce qui limite son influence sur les modes de vie en Inde. A contrario, l'octroi de la

citoyenneté est rarissime dans le Golfe, forçant les travailleurs à rester liés à leur terre natale, en vue de leur retour au pays après leur «Golfe life».

## «UN JOUR, LE BIHAR SERA COMME LE KERALA»

Après avoir conquis le Kerala, les modes de vie carbonés des pays du Golfe se diffusent le long des routes migratoires intra-indiennes. Répliquant le *modus operandi* de sa région d'adoption, qui délègue toute tâche manuelle à la main-d'œuvre étrangère, le Kerala emploie environ 3,5 millions de travailleurs originaires d'États indiens plus pauvres dans les secteurs que sa population juge comme ingrats. «La plupart de ces États ont en fait 30 à 40 ans de retard sur le Kerala en termes de développement humain. Parcourir l'Inde, c'est comme voyager dans une machine à remonter le temps. Les différences entre les États sont très, très marquées», analyse Benoy Peter, fondateur de l'ONG keralite Centre pour la migration et le développement inclusif (CMID). Ce contraste fait du Kerala «l'un des États les plus attractifs» pour la migration intra-indienne, selon Benoy Peter. Le salaire moyen dans la construction de 9,5 euros par jour y est le plus élevé d'Inde rurale, et près de 2,5 fois supérieur aux émoluments en vigueur dans l'État du Bihar, où la pauvreté frappe une personne sur trois. Mais, une fois au Kerala, le processus d'accoutumance aux attributs de la vie carbonée débute.



3,5 millions de travailleurs originaires d'États indiens plus pauvres sont employés au Kerala, comme le coiffeur Mohammad Reyaj, 30 ans, qui vient du Bihar.

«Par rapport à d'autres États de l'Inde, le Kerala est en avance. L'une des raisons qui m'a poussé à émigrer ici, c'est de pouvoir profiter moi aussi de ce style de vie. Le Kerala a de super maisons. C'est comme un mini-Golfe; nous rêvons tous de construire au Bihar ce que nous voyons ici», confie Mohammad Tausif, un imam bihari qui vit au Kerala depuis dix ans. À Deodha, un village au centre du Bihar, Vineet Kumar Thakur, 22 ans, esquisse un sourire gêné face à la maison familiale dont les murs sont faits de paille. Lui est pompiste dans une station essence et n'est de passage que pour de courtes vacances dans le logis où vivent ses parents, l'une de ses sœurs et sa grand-mère. Il en profite pour afficher son ambition pour la famille. «Notre prochain projet est de démolir cette maison pour en bâtir une nouvelle, plus grande et mieux équipée», ébauche le jeune homme. «Un jour, le Bihar sera comme le Kerala», espère Mohammad Reyaj, un coiffeur bihari qui travaille dans la ville keralite de Beypore depuis 2014. Il confie avoir l'intention de quitter le Kerala pour se rendre dans les pays du Golfe où il espère toucher un revenu deux à trois fois supérieur. «Nous sommes nombreux à venir au Kerala pour acquérir de l'expérience pendant quelques années, puis nous partons vers le Golfe», indique-t-il. Le Kerala comme première étape d'une initiation au mode de vie carboné. Dans l'Uttar Pradesh, l'État le plus peuplé d'Inde, Irshad Malik reçoit dans la maison familiale, à 2 000 kilomètres du Kerala où son fils travaille comme artisan du bois. «Lorsque mon fils me rend visite, nous parlons souvent de leur mode de vie, et nous rêvons des

choses matérielles qu'ils ont là-bas», indique ce père de famille. Une douce musique aux oreilles des pays du Golfe, dont la stratégie de dopage de la demande indienne en énergies fossiles semble décidément avoir porté ses fruits.

1. Le plus gros consommateur de pétrole est les États-Unis (20 %), suivis de la Chine (15 %), puis de l'Inde (5 %). Source: U.S. Energy Information Administration, International Energy Statistics, Total oil (petroleum and other liquids) consumption, avril 2024.
2. Sur le podium des États dont la consommation d'énergie par habitant est la plus élevée, on retrouve le Qatar en première position, Bahreïn en troisième, les Émirats arabes unis en quatrième place, le Koweït en sixième position.
3. Sunil Nautiyal, Mrinalini Goswami, Ranjeet Kishan et A. Premkumar, «Household Carbon Footprint of India: a comprehensive assessment and prospecting for emission reduction pathways», Institute for social and economic change, mai 2023.



# LA MENACE CARBOFASCISTE

**P.34**

Écofascisme,  
la menace fantôme?

**P.38**

Carbofascistes  
de tous les pays...

**P.40**

L'art de manipuler  
les fiouls

**P.46**

Les pétroleurs  
du Texas

**P.48**

Le parti du  
grand soulagement

**P.52**

Le pacte carbone  
des pays du Golfe

**P.58**

CARA NEW DAGGETT  
Turbofascisme  
recherche pétromascus

**P.64**

«Les migrants,  
c'est comme les éoliennes...»

**P.68**

Malthus  
dans l'Anthropocène

**P.72**

Extrême droite  
et grand capital:  
trois ripostes



**33**

## ÉCOFASCISME

LA MENACE  
FANTÔME?

texte PHILIPPE VION-DURY

illustration ASIS PERCALES

Le terme d'«écofascisme», qui émerge dans les débats, désigne une tendance à l'écologisation de l'extrême droite. Les récents événements politiques en France et ailleurs tendent pourtant à montrer tout le contraire: c'est bien un «carbofascisme» qui monte en puissance, accro aux combustibles fossiles et totalement indifférent, sinon hostile, aux impératifs écologiques.

Assistons-nous au retour du fascisme? Pour les uns, la réponse ne fait aucun doute, comme en témoignent la percée électorale des extrême droites européennes, la stabilisation du trumpisme au pouvoir, ou encore la naturalisation dans le débat public d'idées naguère considérées comme racistes ou attentatoires aux libertés publiques et à la démocratie. Pour les autres, goguenards, la gauche continuerait de crier au loup dans un accès de panurgisme incantatoire, et le mot de fascisme n'aurait plus aucune substance. D'ailleurs, nous disent-ils, on voit bien qu'il y a peu de ressemblance entre un Jordan Bardella cravaté et un Waffen SS botté. Nul besoin, pourtant, que le néo-fascisme soit un duplicata du fascisme du XX<sup>e</sup> siècle: celui-ci émerge, en temps que force historique, d'une époque particulière et d'une crise qui détermine sa forme. L'historien du fascisme Robert Paxton nous adressait ainsi cette mise en garde, il y a tout juste 20 ans, alors que le libéralisme triomphant pérorait encore avec Fukuyama sur une supposée «fin de l'histoire»: *«Le fascisme du futur – réaction en catastrophe à quelque crise non encore imaginée – n'a nul besoin de ressembler trait pour trait, par ses signes extérieurs et ses symboles, au fascisme classique. Un mouvement qui, dans une société en proie à des troubles, voudrait “se débarrasser des institutions libres” afin d'assurer les mêmes fonctions de mobilisation des masses pour sa réunification, sa purification et sa régénération, prendrait sans aucun doute un autre nom, et adopterait de nouveaux symboles. Il n'en serait pas moins dangereux.»*<sup>1</sup>

Il est évidemment tentant de voir dans la catastrophe écologique cette «*crise encore non imaginée*» qui viendrait, en interaction avec d'autres crises, mettre sous pression les systèmes politiques et sociaux, et contribuer à modeler un corps nouveau au fascisme. De plus en plus d'observateurs osent en tout cas l'affirmer. *«Tout semble en place pour une réinvention du vieux fascisme européen autour de la question environnementale»*, écrit ainsi le journaliste au *Monde* et spécialiste de l'écologie Stéphane Foucart<sup>2</sup>. Et effectivement, non seulement est-il difficile de concevoir que le fascisme

au XXI<sup>e</sup> siècle puisse s'abstraire de la catastrophe écologique, mais l'enjeu écologique est, par définition, un défi lancé à toutes les traditions politiques, du socialisme au capitalisme, et qui leur impose de se réinventer à l'aune de contraintes nouvelles. D'où l'émergence progressive dans l'arène politique de deux approches: l'«écofascisme» et le «fascisme fossile» – ou le «carbofascisme», comme l'a aussi désigné l'historien de l'énergie Jean-Baptiste Fressoz<sup>3</sup>. Là où l'écofascisme entend régler la question écologique en s'y adaptant, l'autre la rejette entièrement. Comme deux frères siamois... mais il ne pourra pourtant en rester qu'un.

ÉCOFASCISME  
OU CARBOFASCISME?

Les deux courants répondent aux impératifs caractéristiques du fascisme théorique: réunifier un peuple menacé, le régénérer en retrouvant un âge d'or fantasmé, le purifier par le nettoyage de l'ennemi intérieur et la défense contre l'ennemi extérieur. De là, leurs approches diffèrent pourtant radicalement. L'écofascisme pense avant tout depuis le local et le terroir. Selon l'idéologie écofasciste, la communauté autochtone fait corps avec son environnement direct auquel elle serait adaptée, et ce lien organique serait menacé par l'arrivée de populations «allochtones», étrangères, inadaptées culturellement comme biologiquement. Le «grand remplacement», concept raciste et paranoïaque de l'idéologue d'extrême droite Renaud Camus, devient aussi un écocide, où l'on peut critiquer à la fois le musulman qui n'aurait aucun respect pour la terre qu'il vient occuper et l'artificialisation des terres nécessaire à son accueil. Le théoricien écofasciste Pierre Vial se sent ainsi autorisé à écrire: *«Est-il hérétique de dire qu'il y a quelque raison pour qu'un Congolais soit plus à l'aise au bord de son fleuve que dans les forêts de Haute-Savoie?»*. C'est donc un exercice de synthèse que tente de mener l'écofascisme, prétendant à l'instar d'Alexandre de Galzain, le rédacteur en chef du média d'extrême droite *Livre Noir*, qu'il *«n'y a rien d'incompatible à lutter à la fois contre le*



«ACCRO AUX  
COMBUSTIBLES  
FOSSILES,  
TOTALEMENT  
INDIFFÉRENT  
AUX CONDITIONS  
ÉCOLOGIQUES  
DE SA SURVIE,  
LE CARBOFASCISME  
EST DISPOSÉ  
À EMPORTER  
DANS SA TOMBE  
LE LEGS DE PLUSIEURS  
MILLIARDS D'ANNÉES  
D'ÉVOLUTION»

— Pierre Madelin

grand remplacement et contre le grand réchauffement». Voire même de prétendre, toute honte bue, comme l'influenceur d'extrême droite Julien Rochedy, que l'écologie aurait été dérobée à la droite par la gauche<sup>4</sup>.

Le carbofascisme, lui, se pense avant tout à partir du cadre national, et en épousant une logique de puissance et de domination. Il faut «déchaîner la domination énergétique des États-Unis», a ainsi déclaré l'élu Lee Zeldin dès sa nomination par Trump comme nouveau directeur de l'Agence de protection de l'environnement, l'organe gouvernemental chargé de lutter contre les émissions et la pollution. De la nature, du terroir, des liens organiques qui lieraient un peuple et son biotope, le carbofascisme n'en a cure, sauf lorsqu'il s'agit d'instrumentaliser la figure de l'agriculteur ou les survivances d'un passé mythifié. «Contrairement aux fascismes européens du début du XX<sup>e</sup> siècle, qui prospéraient sur un État fort et valorisaient le terroir, le paysage et la nature comme des éléments précieux de l'identité nationale, les fascismes émergents sont devenus les compagnons d'une idéologie libertarienne qui prône le démantèlement de l'État, la dérégulation totale de l'activité industrielle, et la poursuite sans entraves de la destruction de la nature et du climat», remarque Stéphane Foucart. Un rapport à l'enjeu écologique qui se réduit à l'enjeu climatique, que le carbofascisme nie – un «canular» et une «escroquerie», selon le 47<sup>e</sup> président des États-Unis – en alimentant par tous les moyens la machine du doute sur la réalité du changement climatique et son ampleur. «Le carbofascisme implique une fuite en avant à tous les niveaux», résume l'essayiste Pierre Madelin. *Accro aux combustibles fossiles, totalement indifférent aux conditions écologiques de sa survie, il est disposé à emporter dans sa tombe le legs de plusieurs milliards d'années d'évolution.*<sup>5</sup>

Plus qu'un refus de comprendre, certains voient même dans l'éloge débridé des énergies fossiles et du mode de vie écocidaire qu'elles soutiennent le signe d'un coup d'État climatique. Le philosophe Mark Alizart identifie le carbofascisme comme «une nécessité plus perverse qui est tout simplement celle de faire en sorte que la crise écologique ait lieu, et dans les plus grandes proportions possibles»<sup>6</sup>. Le philosophe y voit une volonté de régénération du capitalisme, et s'en réfère à l'analyse de Léon Trotski, presque un siècle plus tôt: «Le fascisme est le visage monstrueux que le capitalisme prend quand il ne peut plus se perpétuer qu'à la condition de liquider ses stocks.»

#### L'IDIOT (UTILE) DU VILLAGE

S'il est toujours hasardeux de se laisser aller à l'exercice de la prospective, difficile de croire, dans un avenir proche, que l'écofascisme puisse l'emporter sur son alter ego accro aux hydrocarbures. Il bénéficie certes d'une histoire plus longue, d'un corpus théorique plus solide, de figures. Il a aussi pu avoir quelque influence sur des partis, comme les «Localistes» Pierre Juvin et Andréa Kotarac, un temps écoutés au RN, mais sans impact décisif. Bref, l'écofascisme n'a pas réussi à dépasser le pittoresque...

«L'écofascisme, s'interroge Pierre Madelin, aussi sincères puissent être certains de ses idéologues dans leur volonté de décroître et de préserver la nature, n'est-il pas appelé à devenir l'idiot utile, l'apparat idéologique d'une extrême droite qui en ferait un usage stratégique pour parvenir au pouvoir avant d'en revenir, une fois celui-ci conquis, à une politique carbofasciste?»<sup>7</sup> Le village, le terroir, les travailleurs au champ... de belles images à convoquer opportunément contre la dilution «mondialiste», comme l'a mis en lumière l'instrumentalisation par l'extrême droite en France et en Europe de la crise agricole de l'hiver 2024.

Car c'est bien le carbofascisme qui, partout, progresse ou triomphe. L'AfD, le parti allemand d'extrême droite qui remporte victoires sur victoires, s'emportait en 2023 contre l'«hystérie irrationnelle du CO<sub>2</sub> qui détruit structurellement notre société, notre culture et nos modes de vie»<sup>8</sup>, et faisait l'apologie, sur ses affiches, du diesel, en revendiquant de pouvoir «rouler avec sa bagnole comme on veut». En France mais aussi en Italie, où l'extrême droite est déjà au pouvoir, on veut serrer les freins sur la transition énergétique et masquer sa politique écocidaire derrière le voile d'une relance nucléaire irréaliste (lire notre article p.64). En Pologne, premier producteur européen de charbon, le parti d'extrême droite Confédération Liberté et Indépendance a choisi pour slogan: «une maison, une pelouse, un barbecue, deux voitures, des vacances». Que dire de Donald Trump qui vient de nommer Chris Wright, ex-patron de l'entreprise d'exploration et de production pétrolière Stroud Energy, comme ministre de l'Énergie, mais s'est aussi engagé à lever toutes les limitations au forage, fait l'éloge de la fracturation hydraulique, et veut maintenir le statut des États-Unis de premières puissance pétrolière du monde. Difficile, pour les forces écologistes et de gauche, de se tromper d'adversaire. «Partout dans le monde, remarque Mark Alizart, le véritable affrontement politique de notre temps se décante et se cristallise: ce n'est pas celui entre le centre mou libéral et le souverainisme conservateur, mais entre l'écosocialisme et le carbofascisme.»<sup>9</sup> **F**

1. Robert Paxton, *Le fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004.

2. Stéphane Foucart, «Tout semble en place pour une réinvention du fascisme autour de la question environnementale», *Le Monde*, 17 novembre 2024.

3. Jean-Baptiste Fressoz, «Bolsonaro, Trump, Duterte... La montée d'un carbofascisme», *Libération*, 10 octobre 2018.

4. Pour se documenter sur l'écofascisme, ses théoriciens issus de la Nouvelle droite, ses courants et figure en France et aux États-Unis, se rapport à l'ouvrage de Pierre Madelin, *La tentation écofasciste*, Écosociété, 2023.

5. Pierre Madelin, *La tentation écofasciste*, Écosociété, 2023.

6. Mark Alizart, *Le coup d'État climatique*, Puf, 2020.

7. Op. cit.

8. Grégory Rzepski, «Droites en fusion», *Le Monde Diplomatique*, juin 2024.

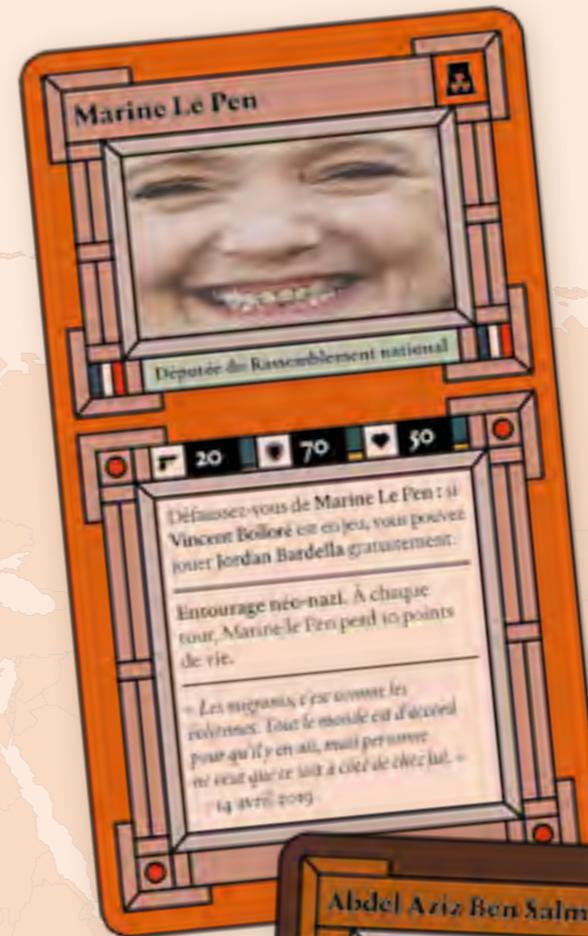
9. Op. cit.



# CARBOFASCISTES DE TOUS LES PAYS...

Jouez avec *Fracas* et ouvrez votre booster de cartes.  
Une occasion unique de compléter votre FachoDex.  
Combattez-les tous, ensemble pour la victoire!

textes CLÉMENT QUINTARD



# BIG OIL

texte VINCENT GAUTIER

Lobbying, think tanks, campagnes de désinformation massives... Aux États-Unis, l'industrie des énergies fossiles a depuis longtemps su faire feu de tout bois.

Cet art consommé de la défense de ses intérêts, elle est aussi parvenue à le raffiner dans le champ politique, grâce à un Parti républicain lui étant aujourd'hui pleinement dévoué. Et avec le nouveau tour de piste de Donald Trump à la Maison-Blanche, il n'est pas près d'y avoir de l'eau dans le gaz.

# L'ART DE MANIPULER LES FIOULS

La solennité du moment est amoindrie par la distance, pandémie de Covid-19 oblige. L'audition se déroulant ce jeudi 28 octobre 2021 au Capitole a pourtant une portée historique. Pour la première fois, les élus de la Chambre des représentants passent les patrons des géants du pétrole et du gaz sur le gril. Ils les somment de s'expliquer sur le rôle joué par leurs entreprises dans des campagnes de désinformation visant à minimiser l'impact de leurs activités sur le changement climatique. Face à eux, par écrans interposés, les PDG de Shell, ExxonMobil, BP et Chevron, soit mille milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel qui les contemplant. Sont-ils prêts à jurer de ne plus faire du lobbying contre les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre? À ordonner à leur association, l'American Petroleum Institute, de ne plus financer de publicités pour débiter les véhicules électriques? Sur ces questions, le quatuor reste silencieux. Et, le reste du temps, débite des éléments de langage, en dépit des efforts déployés par les démocrates pour les mettre en difficulté.

Pendant ce temps, les républicains membres de la commission parlementaire s'offusquent du traitement inquisitorial infligé aux braves patrons auditionnés. Leur figure de proue, Jim Jordan, élu de l'Ohio et trumpiste devant l'Éternel, trouve tout de même «pénible de voir un élu du Congrès dire aux compagnies pétrolières et gazières américaines de réduire leur activité». Ce sont, au contraire, des félicitations qui devraient leur être adressées pour avoir extrait pétrole et gaz à un rythme toujours plus soutenu. «Dieu bénisse Chevron d'avoir annoncé qu'ils allaient augmenter leur production», va jusqu'à s'enthousiasmer Jim Jordan.

## UNE TROMPERIE QUI DURE

L'audition, qui se sera étendue sur plus de six heures, aura au moins eu cette vertu. Celle de mettre en lumière les vues toujours plus concordantes, pour ne pas dire la collusion, entre un parti républicain débarrassé de toute réserve à l'égard de l'industrie des énergies fossiles et un

secteur en guerre contre la moindre mesure allant à l'encontre de ses intérêts. Des intérêts que *Big Oil* a su défendre avec constance et vigueur, quitte à recourir à une batterie de mensonges et leurrés. «Pendant plus d'un demi-siècle, *Big Oil* a trompé le public américain au sujet de son rôle dans la crise climatique, en faisant tout ce qui était en son pouvoir pour que les États-Unis et le monde entier restent dépendants de ses produits polluants», pointait en avril dernier un rapport signé conjointement par des élus démocrates du Sénat et de la Chambre des représentants et s'appuyant sur les

auditions d'octobre 2021<sup>1</sup>. Exxon et ses acolytes n'ont en effet pas attendu 1988 et le témoignage devant le Congrès du climatologue de la Nasa James Hansen, qui a grandement contribué à braquer les projecteurs médiatiques et politiques sur le lien entre le réchauffement climatique et les

activités humaines, pour avoir une petite idée sur la question. «Les compagnies pétrolières faisaient montre d'un grand pragmatisme dès la fin des années 1970. À cette époque, Exxon finançait toute une équipe pour se pencher sur les derniers développements dans les sciences du climat et pour comprendre l'impact qu'ils pourraient avoir sur leurs activités», resitue Christopher Sellers, historien de l'environnement à l'université Stony Brook. Prenez par exemple James Black. Une décennie avant Hansen, ce scientifique pur jus d'Exxon prévenait les huiles de la compagnie qu'un consensus existait chez les chercheurs. Oui, les émissions de dioxyde de carbone générées par la combustion d'énergies fossiles avaient probablement une influence sur le climat. «On estime que l'humanité a une fenêtre de tir comprise entre cinq et dix ans avant que le besoin d'opérer des changements sur les stratégies énergétiques ne devienne impérieux», estimait-il bon d'ajouter dans un mémorandum adressé le 6 juin 1978.

Ce qui aurait dû sonner pour les compagnies comme des coups de semonce et des incitations à reconsidérer de fond en comble leur raison d'être a, au contraire, eu l'effet d'un appel au branle-bas de combat visant à défendre leur *business model*. Les pétroliers se sont donc lancés dans la production à grande échelle de deux éléments hautement toxiques: le déni sur la réalité du changement climatique



«PENDANT PLUS  
D'UN DEMI-SIÈCLE,  
BIG OIL A TROMPÉ  
LE PUBLIC AMÉRICAIN  
AU SUJET DE SON RÔLE  
DANS LA CRISE CLIMATIQUE,  
EN FAISANT TOUT  
CE QUI ÉTAIT  
EN SON POUVOIR POUR  
QUE LES ÉTATS-UNIS  
ET LE MONDE ENTIER  
RESTENT DÉPENDANTS  
DE SES PRODUITS  
POLLUANTS»

d'une part, et le doute sur la nécessité d'endiguer le phénomène d'autre part, déversés dans le débat public grâce à toute une armée de colporteurs (associations, *think tanks* et universitaires) chargés de la basse besogne. Devenus richissimes avec les énergies fossiles, David et Charles Koch, à la tête de la deuxième plus grosse entreprise américaine non cotée en Bourse, ont fait de cet exercice une spécialité. American Enterprise Institute, Competitive Enterprise Institute, American Legislative Exchange Council... Entre 1986 et 2018, les frangins avaient mis au pot pour 90 de ces groupes en vue de créer leur caisse de

2. «Koch Industries: *Secretly Funding the Climate Denial Machine*», Greenpeace, 2010. résonance, selon Greenpeace<sup>2</sup>. Une frénésie récompensée par des réussites étincelantes et un chef-d'œuvre: le dézingage en 2010 de la loi climat visant à instaurer un plafond d'émissions de CO<sub>2</sub> et à créer un marché de quotas carbone à l'échelle nationale.

#### UN PLAN DE JEU MIS À JOUR

«Le plan de jeu établi par les Koch reste d'actualité», note Kert Davies, directeur des enquêtes spéciales pour le Center for Climate Integrity. «Les compagnies telles qu'Exxon, Shell ou BP ont toujours recours à une devanture comme l'American Petroleum Institute, à la National Association of Manufacturers ou la Chambre de commerce des États-Unis pour dire tout haut ce qu'elles pensent tout bas.» Les grands groupes ont toutefois revu en partie leur stratégie. Adoptant un ton plus accommodant, ils s'adonnent à une «nouvelle forme de tromperie» et s'érigent en apôtres de «fausses solutions» écartant toute profonde remise en question, se désole Kert Davies. «Les installations pour capter et stocker le carbone constituent le plus gros de ces mensonges. Elles sont beaucoup trop coûteuses, ne pourront jamais être déployées à suffisamment grande échelle pour avoir un impact sur le climat et je suis convaincu qu'ils le savent pertinemment.» Ce qui n'a pas empêché l'Inflation Reduction Act de 2022, l'une des lois phares de la présidence Biden, de donner un gros coup de pouce à ces technologies avec de substantiels crédits d'impôt prévus pour chaque tonne de CO<sub>2</sub> capturée. Car pour se faire entendre jusqu'à Washington, l'industrie des fossiles a pour routine d'accorder des moyens conséquents à ses porte-voix. D'après les chiffres

3. «Oil & Gas Lobbying», Open Secrets, consulté le 9 novembre 2024. compilés par l'ONG américaine OpenSecrets<sup>3</sup>, elle avait déboursé plus de 2,8 milliards de dollars en lobbying entre 1998 et 2023, un montant six fois supérieur à celui déboursé par les organisations environnementales sur la même période. Dans le quinté des entreprises les plus prodigues dans ce domaine figurent bien évidemment les suspects habituels ExxonMobil, Chevron, Koch Industries, Shell et BP. L'année dernière encore, ce sont près de 700 lobbyistes qui se démenaient pour le secteur, souvent forts d'une expérience de l'autre côté de la barre: plus de 60 % d'entre eux oeuvraient auparavant pour des agences de régulation gouvernementales ou des membres du Congrès... lorsqu'ils n'avaient pas été eux-mêmes élus par le passé.

#### HISTOIRE D'UNE «ATTRACTION MUTUELLE»

Tous ces efforts et cette débauche de moyens auraient été vains si «Big Oil» n'avait pas trouvé dans le champ politique des oreilles de plus en plus réceptives, en particulier celle de l'éléphant républicain. L'alliance paraissant aujourd'hui indéfectible n'allait pas forcément de soi. Pour James Morton Turner, professeur d'études environnementales à Wellesley College et coauteur de *The Republican Reversal: Conservatives and the Environment from Nixon to Trump* (2018, non traduit), elle est plutôt le fruit d'une «attraction mutuelle» qui s'est exercée entre ces deux astres à partir des années 1980. Auparavant, l'environnement avait le don de mettre tout le monde d'accord. Le Clean Air Act de 1970 pour lutter contre la pollution de l'air, l'Endangered Species Act de 1973 visant à protéger les espèces menacées, la création de l'Agence de protection de l'environnement (EPA): autant d'avancées votées quasi unanimement par les élus démocrates et républicains au Congrès durant la présidence d'un certain Richard Nixon.

«La présidence Reagan a constitué un tournant», souligne James Morton Turner. L'industrie des énergies fossiles a vu dans l'interventionnisme accru du gouvernement un risque tandis que les républicains, sous la férule de Ronald Reagan, se sont posés en champions du libre marché et d'un ethos de l'abondance. La première a alors vu dans les





seconds des alliés pour s'opposer aux réglementations et lui permettre d'intensifier sa production.» La *love story*, consolidée durant les présidences Bush père et fils, a franchi une nouvelle étape il y a une quinzaine d'années. Alors que moins des deux tiers des dons de la filière pétrolière et gazière venaient alimenter les comptes de campagne de candidats républicains jusqu'au milieu des années 1990, cette part est montée à 77 % en 2010. Elle s'est même envolée à 88 % en vue des élections 2024, avec un total de 8 millions de dollars pour les démocrates et 59 millions de dollars pour

les républicains<sup>4</sup>. En tête du classement des bénéficiaires, on retrouve nul autre que Donald Trump, élu 47<sup>e</sup> président des États-Unis le 5 novembre 2024.

**4. Ibid.** Les montants évoqués ne comprennent pas les fonds beaucoup plus importants alloués aux comités d'action politique défendant les intérêts d'un candidat sans être, en théorie, en lien direct avec sa campagne.

**REX, L'EXPÉRIENCE MANQUÉE**

Outre un fervent défenseur, les énergies fossiles ont trouvé en Trump un homme prêt à leur ménager une large place jusqu'au sommet de l'État. À l'entame de son premier mandat présidentiel, ce ne sont pas les exemples qui manquaient. Le secrétariat à l'Énergie? L'ex-gouverneur du Texas Rick Perry, démissionnaire du conseil d'administration d'Energy Transfer, l'entreprise derrière le pipeline Dakota Access - Trump avait d'abord songé pour ce poste au milliardaire Harold Hamm, pionnier de la fracturation hydraulique dans l'Oklahoma. Le directeur de l'Agence de protection de l'environnement? Le climatoseptique Scott Pruitt, procureur de l'Oklahoma biberonné à l'argent du pétrole, dont la campagne de réélection de 2014 avait été présidée par... Harold Hamm. Mais la surprise du chef était sans conteste la nomination de Rex Tillerson, le PDG d'ExxonMobil, au poste de secrétaire d'État. Un choix «*proprement stupéfiant*» pour Lisa Graves, directrice exécutive de True North Research. L'expérience d'à peine plus d'un an n'a néanmoins pas été une franche réussite et a été marquée par une détérioration vitesse grand V des relations entre Tillerson et son patron. Une fois débarqué, «*Rex Tillerson a tiré à boulets rouges sur Donald Trump en le dépeignant comme une personne incompétente et dangereuse*», rappelle Lisa Graves, ancienne directrice générale de l'ONG

Center for Media and Democracy. Pour cette raison, elle voyait mal un nom du secteur pétrolier d'une envergure comparable à Tillerson s'exposer autant que lui en se joignant à la nouvelle administration Trump: «*Je pense que Tillerson serait le premier à lui dire: "Ne fais surtout pas ça!"*»

S'il a eu vent d'un tel avertissement, Chris Wright n'en a eu cure. Érigé en héros de la «*révolution américaine du schiste*» par Donald Trump et prompt à balayer l'existence même de toute «*crise climatique*», le fondateur de Liberty Energy, société spécialisée dans la fracturation hydraulique, va endosser le rôle de secrétaire à l'Énergie. Il devrait s'entendre comme larrons en foire avec le nouveau boss désigné de l'EPA, Lee Zeldin, ancien élu new-yorkais du Congrès fou de joie à l'idée de «*restaurer la domination énergétique américaine*». Un objectif qu'il partagera avec Doug Burgum, propulsé à la tête du département de l'Intérieur et d'un Conseil national de l'énergie flambant neuf après avoir été un gouverneur du Dakota du Nord dans les petits papiers de Harold Hamm. Rien ne prête donc à penser que les promoteurs du pétrole et du gaz cesseront de faire carburer un Trump cuvée nouvelle. Cette fois, ils ont en plus eu la présence d'esprit de prendre les devants. Quelques semaines avant l'élection, le *Washington Post* révélait que l'American Exploration and Production Council (AXPC), lobby rassemblant une trentaine d'entreprises, avait eu la charmante attention de préparer une feuille de route prête à l'emploi. Elle incitait Donald Trump à abroger une bonne demi-douzaine de mesures prises par Joe Biden, à commencer par la taxe sur les émissions de méthane s'échappant des installations pétrolière et gazière.

### « DRILL, BABY, DRILL »

Il est toutefois permis de s'interroger sur la nécessité d'une telle initiative quand on se souvient de l'ardeur avec laquelle Trump a courtisé le secteur pétrolier durant sa campagne. Signe de son entrain, il est allé jusqu'à se fendre d'une proposition de *deal* sensationnelle<sup>5</sup> - Lisa Graves,

moins enthousiaste, le décrit plus volontiers comme «*un exemple de corruption flagrant et grotesque*». Sous les ors

## « DRILL, BABY, DRILL EST PLUS UN CRI DE RALLIEMENT POUR MOBILISER SA BASE ÉLECTORALE QU'UN VÉRITABLE PROGRAMME »

— TYSON SLOCUM

de son domaine de Mar-Lago et sous les auspices du décidément incontournable Harold Hamm, Donald Trump a invité au printemps les dirigeants d'Exxon, de Chevron ou d'Occidental Petroleum à réunir un milliard de dollars pour contribuer à sa réélection. En échange, Donald Trump leur promettait de passer à la tronçonneuse pléthore des mesures environnementales de son prédécesseur, par exemple en mettant fin au moratoire sur la construction de terminaux voués à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) ou en accordant aux plus offrants de nouveaux permis de forer dans le Golfe du Mexique.

Tout compte fait, le milliard de dollars ne s'est pas matérialisé. Le loupé n'a pas entamé la passion de Donald Trump pour le forage, lui qui a fait du slogan «*Drill, baby, drill*» (littéralement «*Fore, bébé, fore*»), utilisé pour la première fois par les républicains en 2008, l'un des mantras de sa campagne présidentielle. Et peu importe que les États-Unis aient pu battre en août dernier un record historique, avec 13,3 millions de barils de brut produits en un mois, ou qu'ils puissent occuper depuis six ans la première place au classement des pays producteurs de pétrole<sup>6</sup>.

**6.** «*US leads global oil production for sixth straight year - EIA*», Reuters, 11 mars 2024.

«*Aussi obsolète et hors sujet qu'ils puissent être*», les «*Drill,*

*baby, drill*» lancés par Donald Trump en meetings avaient surtout dans sa bouche plus valeur de «*cri de ralliement pour mobiliser sa base électorale que de véritable programme*», analyse Tyson Slocum, directeur du programme énergie de Public Citizen. Ils seraient avant tout l'illustration du caractère désormais quasi inextricable des liens qui unissent défense des énergies fossiles et républicains, au point de se muer pour une partie de son électorat en un marqueur essentiel et un enjeu dans les multiples guerres culturelles l'opposant aux démocrates. «*À l'échelle individuelle, cela peut influencer sur le choix de la voiture que vous conduisez. Que vous soyez au volant d'une citadine électrique ou d'un Ford F-150 à moteur thermique [le véhicule le plus vendu aux États-Unis, ndr] dit beaucoup de vous*», remarque James Morton Turner. Plus fondamentalement, l'exploitation désormais techniquement possible d'immenses réserves en pétrole et gaz sommeillant en sous-sol en est venue selon l'historien à être interprétée comme «*une preuve supplémentaire de l'exceptionnalisme américain*», voire «*un signe de bénédiction divine*» aux yeux de la composante évangélique de l'électorat républicain: «*Si on pousse cette logique à l'extrême, ne pas tirer parti de ces ressources puis les mettre à disposition du reste du monde constituerait un profond manque de respect, vous ne trouvez pas?*» **E**

# LES PÉTROLEURS DU TEXAS



texte VINCENT GAUTIER

Moins connus que les frères Koch, Tim Dunn et la fratrie Wilks ont employé leur fortune tirée des champs pétrolifères du Texas pour faire pencher ces terres à droite. Et ils n'ont pas l'intention de s'arrêter aux frontières de leur État natal. Animés d'une foi fièrement brandie, ils comptent bien faire souffler un vent réactionnaire aux accents théocratiques jusqu'à Washington.

Pour le portefeuille de Tim Dunn et de sa famille, 2024 aura été un cru d'exception. Auréolé d'une fortune estimée à 1,3 milliard de dollars par *Forbes* l'année précédente, le Texan a vu sa fortune être réévaluée de près d'un milliard supplémentaire. La raison expliquant ce bond? La vente au géant Occidental Petroleum de CrownRock, compagnie que Dunn possédait en partie et extrayant chaque jour environ 170 000 barils de pétrole du bassin permien, la plus grande région productrice d'or noir des États-Unis. Nul besoin d'être devin pour anticiper ce que Tim Dunn, peu versé dans la philanthropie, va faire de cette manne. À l'instar de ses acolytes, les frères Dan et Farris Wilks, eux aussi devenus riches grâce au boom pétrolier qu'a connu le Texas depuis le début du siècle, il devrait l'employer à «promouvoir un agenda politique rétrograde et répressif» et à «tirer le Texas et le pays vers l'extrême droite», résume Lisa Graves, directrice exécutive de True North Research, groupe de recherche sur l'influence des conservateurs argentés sur la politique américaine. Tim Dunn et les frères Wilks, en particulier l'aîné, Farris, ont pour habitude d'arroser les républicains ambitionnant d'être élus au Texas. Selon les chiffres compilés par le *New York Times Magazine*<sup>1</sup>, le couple Dunn ainsi que Farris Wilks et son épouse ont versé depuis l'an 2000 plus de 45 millions de dollars à des candidats et autres comités d'actions politiques de l'État – il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg, qui ne comprend pas la myriade de contributions n'obligeant pas à révéler l'identité des donateurs. Cela va sans dire, la petite bande ne porte pas les démocrates dans son cœur. Il y a pourtant une espèce politique qu'elle exécère davantage encore: les républicains trop modérés ou timorés à leur goût.

## MARXISME = SATAN

Pour jauger de la compatibilité des élus avec leurs vues matinales de climato-scepticisme et d'hostilité au droit à l'avortement ou à toute régulation de l'économie, Tim Dunn dispose d'un outil imparable: le Fiscal Responsibility Index, qui attribue un score en fonction du vote sur les textes les plus conservateurs. Une note décevante, et c'est l'assurance pour les élus locaux de faire face aux primaires suivantes à un challenger sur leur flanc droit dopé par la puissance financière des milliardaires. «Pour faire campagne au Texas, la recette est simple: vous allez voir Dunn et Wilks, vous leur demandez de l'argent, vous faites ce qu'ils vous disent de faire et vous serez probablement élu», fulminait en juillet pour *Politico* Glenn Rogers, membre républicain de la Chambre des représentants du Texas, défait lors des dernières primaires organisées dans sa circonscription. La méthode Dunn-Wilks a porté ses fruits. Ces dernières années, le Texas s'est illustré avec une ribambelle de lois réactionnaires, notamment l'interdiction d'avorter après six semaines de grossesse ou l'autorisation de porter une arme au vu et au su de tous sans permis ou formation préalable. Mais les milliardaires visent bien

au-delà du capitol d'Austin. Pour la campagne présidentielle, Tim Dunn a fait fi de ses réserves sur Donald Trump et s'est mué en l'un de ses plus généreux donateurs. Trump n'est peut-être pas le plus dévot des Américains, mais le Texan, prêcheur dans son église tout comme Farris Wilks, a *in fine* vu en lui le véhicule à même de livrer une guerre sainte contre les «marxistes», c'est-à-dire tous ceux cherchant dans son esprit à restreindre les libertés de leurs compatriotes et à les spolier de leurs biens. «Le créateur du marxisme, ce n'est pas Karl Marx. C'est Satan», insiste Tim Dunn, cité par *Texas Monthly*<sup>2</sup>.

## CONTRE L'ÉCOLE DES PROFANES

Aucun doute, Dunn et les Wilks sont à ranger dans la catégorie des nationalistes chrétiens. Une dénomination recouvrant une vision théocratique de la nation, animée du sentiment qu'il ne peut exister de séparation entre l'Église et l'État. «Cela va ouvertement à l'encontre de la liberté de religion, principe fondateur de l'Amérique garanti par le Premier amendement de la Constitution, s'alarme Lisa Graves. Il y a derrière une certitude absolue, celle que les États-Unis sont bénis de Dieu d'une façon unique. Elle se double de l'idée qu'il faut protéger les valeurs familiales traditionnelles et empêcher le pays de sombrer dans une sécularisation accrue en prenant le pouvoir à Washington», poursuit Darren Dochuk, historien à l'université de Notre-Dame et auteur de *Anointed with Oil: How Christianity and Crude Made Modern America* (non traduit, 2018). L'étiquette de «nationaliste chrétien» n'a cependant pas l'heur de plaire aux principaux intéressés. «Cela fait de «chrétien» un adjectif et l'assujettit donc à un autre terme. Un chrétien ne devrait pas assujettir sa croyance dans le Christ à d'autres convictions», exposait Tim Dunn en mai dernier dans une interview au *Lone Star Standard*. «Je ne pense pas que cette expression cadre avec les enseignements de la Bible.»

Des enseignements que le trio souhaiterait voir davantage inculqués aux plus jeunes. Dans cet esprit, l'éducation est la mère des batailles et le dynamitage de l'école, au profit des établissements confessionnels et de la scolarisation à domicile, une priorité. «Non seulement ils estiment que l'école publique ne fonctionne pas, mais ils la voient comme l'instrument des gauchistes et des communistes», explique Darren Dochuk. C'est également pour contrecarrer ces influences néfastes que les Wilks ont injecté des millions de dollars dans PragerU, organisme à but non-lucratif produisant des vidéos au prisme ultra-conservateur et niant ou relativisant le changement climatique. À ce jour, elles se sont fait une place dans le programme des écoles publiques d'au moins six États, dont la Floride et la Louisiane. Mais PragerU a pour ambition d'étendre son influence partout dans le pays, à l'image de Dunn et Wilks. «Il faut absolument prendre ces gens au sérieux parce qu'eux le sont avec leurs croyances, met en garde Darren Dochuk. Leur foi n'est pas quelque chose d'accessoire, une couverture ou un stratagème. Raison de plus de se montrer inquiet quant à leur détermination à remodeler ce pays et notre monde.»

1. «A Pair of Billionaire Preachers Just Built the Most Powerful Political Machine in Texas. That's Just the Start», *The New York Times Magazine*, 2 octobre 2024.  
2. «The Billionaire Bully Who Wants to Turn Texas Into a Christian Theocracy», *Russell Gold*, *Texas Monthly*, mars 2024.



# BAGNOLE, VIANDE, AVION

texte YOUNESS BOUSENNA illustrations ASIS PERCALES

Un lien existe entre la saturation de l'espace public par l'obsession migratoire et la négation de la catastrophe écologique. C'est que la désignation obsessionnelle de parasites sert l'unique promesse de la droite radicalisée: continuer à vivre comme avant. Ou comment le grand remplacement entend éteindre le grand réchauffement.

## LE PARTI DU GRAND SOULAGEMENT

Il y a deux façons d'interpréter le programme environnemental de Donald Trump. La première est de le lire dans un sens littéral. Et de constater que le président milliardaire ne mentionne qu'une seule fois la question écologique en affirmant vouloir «déchaîner l'énergie américaine». La seconde est de postuler que la crise climatique y est, paradoxalement, partout: de l'engagement à «mener la plus grande opération de déportation de l'histoire américaine [sic]» en expulsant des millions d'immigrés à celui de «renouer avec le rêve américain» en bâtissant «la plus grande économie de l'histoire». Cette seconde interprétation consiste alors à dire qu'en politique, les stratégies d'occultation en disent souvent plus que les déclarations tonitruantes.

Telle est en tout cas la piste suggérée en 2019 par un éditorialiste de l'hebdomadaire *Die Zeit*, à propos de la formation politique allemande AfD: avec l'intensification de la catastrophe écologique, l'extrême droite glisserait «du parti de la peur vers le parti du soulagement» car, en niant le changement climatique, «[l'AfD] libère les gens de la pression du changement. Avion, viande et moteur à combustion – plus aucun problème!». Dans son essai *Fascisme fossile* (La Fabrique, 2020), le Zetkin Collective s'appuie sur cette analyse pour formuler une hypothèse: «L'extrême droite offre la possibilité aux gens de continuer à vivre comme ils l'ont toujours fait, en s'épargnant les conflits psychiques croissants du négationnisme implicite [soit la non-réaction à une situation dont la gravité est connue] dans un monde toujours plus chaud», écrit ce groupe de chercheurs.

### LA PROMESSE DE LA NON-CONTRAINTE

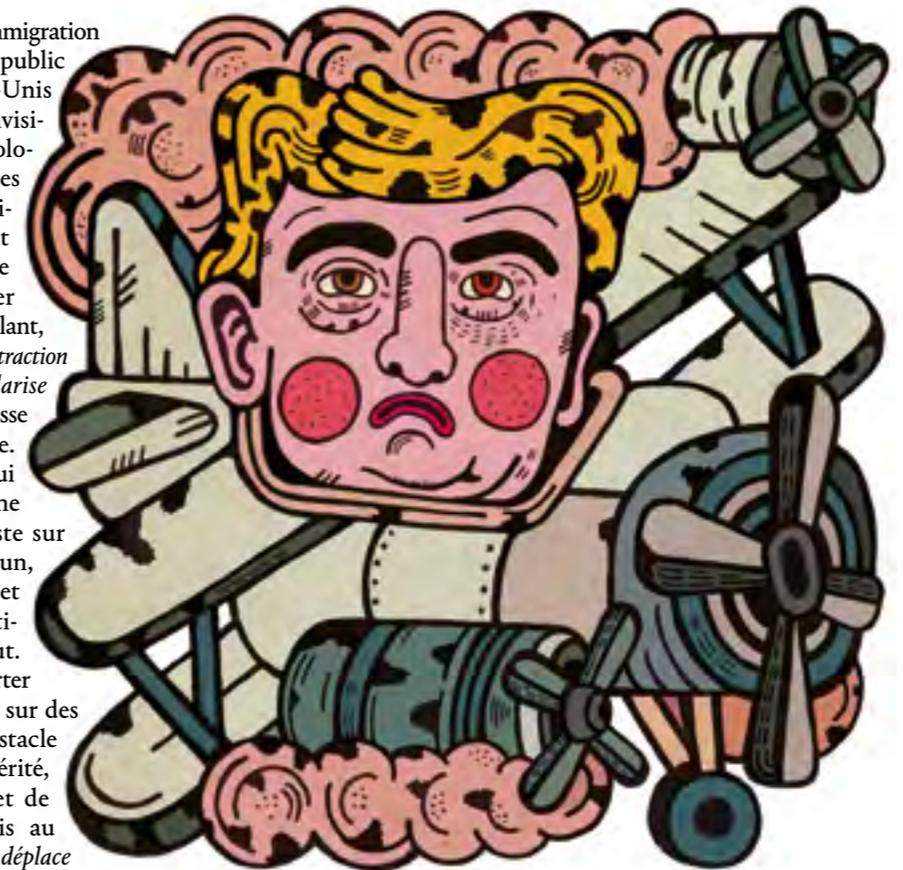
Les obsessions – islam, immigration – qui saturent l'espace public en France, aux États-Unis ou en Allemagne, et l'invisibilité de la question écologique, à l'heure où les catastrophes se multiplient, entretiendraient un lien organique. Le philosophe Michel Feher ajoute une brique en décelant, dans cette proximité, «l'attraction particulière qui singularise l'extrême droite»: la promesse de la non-contrainte. Entre une gauche qui veut redistribuer et une droite libérale qui insiste sur la prise en main de chacun, l'extrême droite promet de laisser l'électeur continuer à... faire ce qu'il veut. Ce qui implique de déporter la source des problèmes sur des parasites, érigés en obstacle au bonheur et à la prospérité, et dont le parti promet de se débarrasser une fois au pouvoir. «L'extrême droite déplace

l'anxiété climatique sur l'immigration, mais aussi sur des parasites d'en haut, les élites qui veulent vous interdire la voiture et la viande», analyse Michel Feher, qui a déployé cette grille de lecture dans l'essai *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national* (La Découverte, 2024).

De l'Inde à la Hongrie, toutes ces droites extrêmes partagent un même horizon: «le soulagement par l'épuration des nuisibles», souligne Michel Feher. Si carbofascisme et écofascisme se distinguent sur le plan conceptuel (lire notre article p.34), le philosophe constate que, dans les faits, «les contradictions se gèrent au moyen d'une division des tâches». La variante carbofasciste s'occupe des parasites d'en haut (en démantelant les administrations environnementales, en nommant des ministres issus des majors pétrolières...) tandis que l'écofascisme fournit le discours de pureté ethnique qui justifie la fermeture des frontières. Ce mélange expliquerait les contradictions historiques de l'extrême droite, voyant dans les juifs à la fois des banquiers et des communistes, ou chez les migrants des fainéants en même temps que des voleurs de travail.

### LA MENACE VERTE

Ce vide doctrinal se traduit par un constant «éloge du bon sens», souligne Michel Feher. Éric Zemmour en avait fait un mot-clé de sa campagne en 2022, tandis que le programme de Donald Trump débute sur ce slogan: «L'Amérique d'abord: un retour au bon sens.» Ce bon sens s'incarne dans un autre mot fétiche, celui de «frontière», dont la protection est censée tout régler. «Il existe une pulsion d'ordre écologique dans l'épuration, la destruction



des mauvaises herbes comme des nuisibles», observe Michel Feher. Cette purification autour d'une clôture touche à un affect profond, collectif comme individuel. Dans *La Pelouse de l'Amérique en guerre* (B2, 2011), l'historienne de l'architecture Beatriz Colomina montre comment un travail de propagande massif a eu lieu aux États-Unis dans les années 1940 et 1950 pour élaborer le mythe du carré de pelouse individuel. Cette «*guerre du gazon*», menée à grand renfort d'insecticides, était à la fois présentée comme une mission patriotique et une «*image de l'abondance américaine*», preuve de la supériorité de son mode de vie.

L'habitat pavillonnaire, historiquement poussé par la droite, stimule autant l'instinct propriétaire que qu'il élabore un mode de vie fondé sur la clôture. «*Le lotissement, c'est une forme urbaine fermée sur elle-même, [...] utopie comme lieu clos, séparé du reste, indépendant*», souligne l'écrivaine Fanny Taillandier dans la revue *Urbanités* (2015). Éric Zemmour promettait en 2022 une «*France de propriétaires*», et Donald Trump de rendre à nouveau possible «*le rêve de l'accession à la propriété*». La chimère d'une clôture purifiée est autant celle du grillage de sa propriété que de la frontière qui protège la nation. Cette inquiétude fut transcrite en termes écologiques par le célèbre article de Garrett Hardin (1915-2003), «*La Tragédie des communs*», paru dans *Science* en 1968, où ce biologiste américain soutient que la clôture est le seul moyen d'entretenir les ressources naturelles, dont le libre accès conduirait à la surexploitation et *in fine* à l'épuisement.

La frontière comme rempart infranchissable et désinfecté s'articule avec la grande angoisse structurant l'imaginaire de l'extrême droite, celle d'une submersion extra-occidentale – et d'abord musulmane. «*Le vert des Verts correspond, comme par hasard, au vert de l'islam*», lançait Éric Zemmour en 2020 sur CNews: éoliennes et minarets, même combat! Dans *Le Loup et le musulman* (Wildproject, 2021), l'anthropologue libano-australien Ghassan Hage soutient que la crise écologique et la crise raciale, dont l'islamophobie est l'expression saillante, sont le produit d'une «*seule et même crise, une crise inhérente au mode dominant d'habitation du monde*». Ainsi, le loup comme le musulman, représentent à la fois «*l'ingouvernable*» et «*l'indomesticable*», ce qui exciterait des «*tendances exterminatoires*» lorsque la paranoïa d'une invasion migratoire est enclenchée. Cette pulsion réactive



correspond, aux yeux de Michel Feher, à un retournement historique, selon lequel l'Occident serait passé d'un «*racisme d'arrogance*» le conduisant à vouloir civiliser le reste du monde, à un «*racisme de ressentiment*» mû par la «*pulsion phobique de stopper son déclin*».

La préhistoire de cette chute pourrait avoir une date: 1973. Cette année-là, le choc pétrolier provoqué par les pays arabes en représailles au soutien occidental à Israël stoppe brutalement la société d'abondance des «*Trente glorieuses*». Le grand théoricien postcolonial Edward Said (1935-2003) y décèle les prémices de l'islamophobie contemporaine. Alors que l'Arabe/le musulman était jusque-là absent des médias, cette attaque du confort occidental réactive une peur ancestrale de soumission par l'islam. «*Le monde musulman parut sur le point de répéter ses conquêtes passées, l'Occident tout entier sembla ébranlé*», écrit Said dans *L'Islam dans les médias* (1981). L'idée que le choc pétrolier serait un tournant de l'histoire contemporaine nourrit d'ailleurs la thèse préfigurant celle du «*grand remplacement*». Dans *Eurabia. L'axe euro-arabe* (2007), l'essayiste Bat Ye'or soutient que 1973 initie un projet de domination arabo-musulman de l'Europe. En creux, cette paranoïa souligne une association au cœur du monde mental carbofasciste: le triptyque *énergie fossile – blanche – supériorité*. Le Zetkin Collective avance que ce triangle naît dès la révolution industrielle avec le charbon, lorsque la «*production historique de la blancheur*» a émergé de «*l'articulation entre énergie et race*». Une supériorité revendiquée, qui serait même d'ordre eschatologique.



### «**GOD, GUNS, TRUMP**»

Du Brésil de Bolsonaro à l'Amérique de Trump, le carbofascisme est porté par un tsunami évangélique qui enrobe ces dirigeants d'une aura prophétique. Des membres du Zetkin Collective ont enquêté sur l'implantation politique du courant évangélique dans la «*péto-province*» canadienne de l'Alberta, s'intéressant à la puissante organisation d'extrême droite Take Back Alberta, dont le discours qualifié de «*populisme extractif*» associe de façon organique foi, pétrole et liberté. Ce «*théo-nationalisme*» fonctionne sur une «*fracture manichéenne*», souligne cette étude<sup>1</sup>. Celle-ci distingue un peuple «*associé à une conception théologiquement fondée de la liberté*»; et des élites mondialistes cherchant à utiliser l'État pour écraser les libertés individuelles, érigeant ainsi leur combat en «*lutte cosmique entre le bien et le mal*».

Du «*Drill, baby, drill*» («*Fore, bébé, fore*») martelé par Donald Trump à l'affirmation au soir de sa victoire que «*Dieu m'a sauvé la vie [...] pour sauver notre pays*», l'association entre hégémonie blanche, élection divine et supériorité énergétique est partout. Jusqu'à se retrouver dans un objet fétiche: l'automobile, point de rencontre entre pétrole et liberté, défendue par l'extrême droite comme l'allégorie de la vie à l'occidentale. «*La voiture, et sa défense, sont l'expression ultime du mode de vie impérial*», remarque le Zetkin Collective dans une récente analyse consacrée à cette question<sup>2</sup>. Celle-ci souligne l'intrication entre défense de la voiture comme marqueur identitaire et haine de l'écologie: «*C'est par cette chaîne d'équivalence – une identification totale du "peuple" au*

carbone – que l'anti-environnementalisme devient l'ultranationalisme, et vice versa. [...] «*Vous ne nous remplacerez pas*» devient «*vous ne remplacerez pas les combustibles fossiles*».

Le géographe Jason Henderson proposait en 2006 le concept d'«*automobilité sécessionniste*»<sup>3</sup>, pour évoquer ce mode de vie fondé sur la séparation physique d'avec les nuisances et les menaces, en particulier les étrangers. Le Zetkin Collective y ajoute une hypothèse: «*Au XXI<sup>e</sup> siècle, le SUV est devenu le véhicule favori de l'automobilité sécessionniste*». La radicalisation de la voiture en SUV accompagne l'émergence d'un carbofascisme, qui va à présent gouverner la première puissance mondiale. Michel Feher décèle dans sa logique un nihilisme fondamental: «*Tout discours fasciste, misant sur la régénérescence par l'épuration, est in fine un discours suicidaire. À l'image du nazisme voulant à la fois s'étendre et s'épurer, l'extractivisme déchaîné du "Drill, baby, drill" nous conduit tous dans le gouffre*». Comme si l'électorat de Trump se préparait déjà au massacre, un slogan a été décliné par milliers sur les casquettes et les tee-shirts de campagne. Celui-ci tient en trois mots: «*God, Guns, Trump*». 

1. «*Taking Alberta Back: Faith, Fuel, and Freedom on the Canadian Far Right*», *Religions*, octobre 2024.
2. «*The Great Driving Right Show*», *Salvage*, septembre 2024.
3. «*Secessionist automobility: Racism, anti-urbanism, and the spatial politics of automobility in Atlanta, Georgia*», *International Journal of Urban and Regional Research*, juillet 2006.



# PAYS DU GOLFE

# LE PACTE CARBONE



texte et photos SEBASTIAN CASTELIER

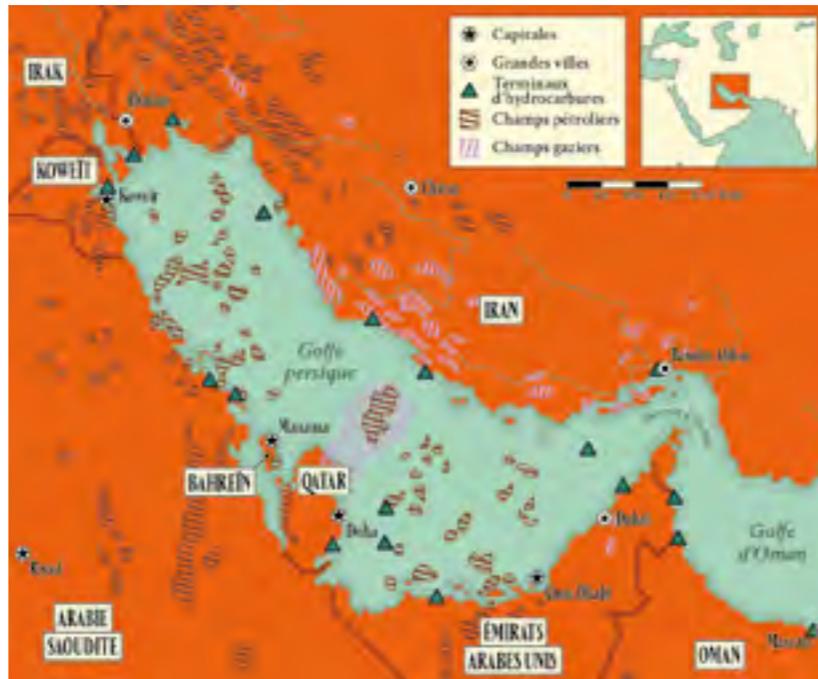
La manne financière que génère l'exportation d'hydrocarbures a permis aux régimes autoritaires de la péninsule arabique de solidifier leur légitimité auprès de la population. Une alliance entre autocrates et capitalisme fossile vieille de plusieurs décennies, qui se confronte à un double défi: la transition énergétique et la démographie.

Dans les pays arabes du golfe Persique, pouvoir et intérêts fossiles ne font qu'un. Et régissent la vie de cette région de 58 millions d'habitants. La société pétrolière Saudi Aramco, vache à lait du gouvernement saoudien avec un profit de 121 milliards de dollars en 2023, offre à la dynastie au pouvoir, les Al Saoud, de quoi financer son «contrat social». En distribuant des emplois dans le secteur public, des subventions et une myriade d'avantages, la famille peut acheter la paix sociale et garantir la stabilité d'un régime politique classé 18<sup>e</sup> sur la liste des pays les plus autoritaires de la planète en 2023, selon The Economist Intelligence<sup>1</sup>. Au Qatar, pays voisin, «les citoyens qataris reçoivent des montants très généreux. Beaucoup d'entre nous sont très privilégiés sur le plan financier», affirme Noura Al Kaabi, une Qatarie diplômée d'économie politique. La constitution de plusieurs pays du Golfe fait de l'emploi garanti un droit auquel les citoyens peuvent prétendre, permettant de lier leur sort à celui de leur pétromonarchie et d'en devenir les serviteurs-actionnaires.

Mais les termes et conditions du partage de la rente pétrolière sont opaques. Aucune information ne filtre dans la détermination de ce «dividende», et une opération de transparence de la part du pouvoir «ne se produira pas de si tôt», pronostique Noura Al Kaabi. En effet, ce pacte carboné noué entre les dynasties et la population s'accompagne d'une interdiction implicite de remettre en cause, en public du moins, les politiques conduites par le clan au pouvoir. Y compris d'interroger le coût que l'exploitation de gisements d'hydrocarbures fait peser sur les écosystèmes et la santé des habitants.

«Nous monétiserons chaque molécule d'énergie que possède cette terre. Un point c'est tout»<sup>2</sup>, déclarait en 2024 le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdel Aziz ben Salman.

Une posture pro-pétrole que la population – si tant est qu'elle le souhaite – n'est pas invitée à interroger, en dépit des conséquences sociales et climatiques qu'elle implique. À l'image de l'Arabie saoudite, l'ensemble des six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) interdisent les partis politiques et restreignent strictement tous rassemblements publics. Les autorités mènent une lutte féroce contre tout questionnement du *statu quo*, usant selon Amnesty International d'arrestations arbitraires, de procès inéquitables, de longues peines de prison et de harcèlement des membres des familles d'opposants. Cet arsenal répressif rend «fondamentalement impossible la vie de toute personne souhaitant exprimer pacifiquement une opinion indépendante», conclut l'organisation. Ce pouvoir de contrôle résulte en partie de la rente pétrolière et gazière qui a doté les autocrates de l'arme financière pour s'affranchir des médiations traditionnelles. Avant l'or noir, les familles marchandes jouaient un rôle clé et «gouvernaient en



coopération» avec les monarques, analyse une étude des dynamiques sociétales de la région menée par l'Université de Georgetown au Qatar<sup>3</sup>. «Tout cela a changé au XX<sup>e</sup> siècle avec l'arrivée des revenus pétroliers, qui ont profité aux dynasties dirigeantes et qui, avec la protection britannique, ont conduit à un style de gouvernance moins consultatif et plus autocratique», ajoute l'étude. «Aujourd'hui, l'État-nation ou le gouvernement est à son point le plus fort dans l'histoire du Golfe, et vous le savez bien: si vous accumulez du pouvoir, il est difficile de lâcher prise», analyse Bader Al-Saif, professeur adjoint d'histoire à l'université du Koweït. Et les financiers de cet autoritarisme ne sont autres que Saudi Aramco, QatarEnergy, la compagnie pétrolière du Koweït, la compagnie pétrolière nationale d'Abu Dhabi et consorts.

## UN «RECU GÉNÉRAL DE LA DÉMOCRATISATION»

Au Qatar, le gaz naturel fonde le socle du pouvoir moderne de la dynastie des Al Thani, qui règne sur cette presque île du golfe Persique depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. L'émirat, assis sur le plus grand gisement de gaz de la planète, est le troisième exportateur mondial de gaz naturel liquéfié. Et le régime s'est lancé dans une course contre la montre pour doper la production de 85 % d'ici à 2030, et ainsi son emprise sur le pays et ses 380 000 ressortissants. En amont de la Coupe du monde de football 2022, qui se tenait au Qatar,

l'émirat avait pourtant lâché du lest, en apparence, pour afficher le prétendu progressisme de son régime politique. La première élection législative du pays, annoncée en 2003, mais reportée durant près de deux décennies, s'était tenue fin 2021. Le Qatar avait alors qualifié l'élection d'«événement historique», couronnant son «ambition de développer son processus législatif avec une plus grande participation des citoyens». En octobre 2024, virage à 180 degrés: l'émir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani annonce un référendum pour mettre un terme au processus d'élection législative, sur fond de craintes d'escalade des tensions tribales. Quelques semaines plus tard, durant l'élection présidentielle américaine, la décision est actée avec 90,6 % des votants qui ont approuvé la suppression des élections législatives. Le conseil de la Choura, qui accompagne l'émir, approuve le budget et propose des lois, mais n'a pas son mot à dire dans les domaines stratégiques qui sont le pré carré du pouvoir héréditaire, n'a rien à voir avec «un parlement représentatif dans un système démocratique», de l'aveu même du monarque.

La volte-face du pouvoir qatari «doit être considérée dans le contexte d'un recul général de la démocratisation» dans les pays du Golfe, souligne Giorgio Cafiero, dirigeant de la société américaine de conseil en risques géopolitiques Gulf State Analytics. Au Koweït, jusqu'alors doté du système politique le plus ouvert du Golfe, le pouvoir embrasse l'autoritarisme. Le parlement koweïtien, seul organe législatif du Golfe à disposer d'une véritable opposition, à être autorisé à questionner le gouvernement nommé par l'émir et à contester



L'émir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani règne sur le Qatar, troisième exportateur mondial de gaz liquéfié. Son objectif: doper la production de 85 % d'ici à 2030, et ainsi son emprise sur le pays.

ses décisions, a été dissous en 2024 pour une durée maximale de quatre ans. Au cours de cette période, le processus démocratique sera ré-examiné «pour servir au mieux les intérêts du pays et de son peuple», affirmait l'émir, Cheikh Mishal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah. «Il est certain que les dirigeants à Riyad et Abou Dhabi se félicitent de cette tendance», note Giorgio Caferio.

## CHANGEMENTS DES RÈGLES DU JEU

Et le pacte carboné des pays du Golfe montre des signes d'essoufflement. Les soulèvements populaires de 2011 en Arabie saoudite, à Bahreïn, à Oman et au Koweït, lors de la vague de manifestations des printemps arabes, ont mis en lumière des premières fissures. À l'origine de ce malaise, la volonté des monarques de rebattre les cartes du pacte carboné dans la région, tout en sanctuarisant l'autoritarisme, dont l'acceptation était implicitement conditionnée aux largesses de la redistribution de la rente des hydrocarbures. Aux Émirats arabes unis, 39 % des dépenses fédérales seront allouées au développement social en 2025, contre 49 % en 2018. «Nous sommes engagés à soutenir en permanence des secteurs vitaux tels que l'éducation, la santé et la protection sociale», rassure le ministre des Finances de cette fédération de sept émirats. Aux dépenses sociales fédérales, s'ajoutent celles de chaque émirat qui, dans le cas de Dubaï, ont bondi de 70 % depuis 2019.



Un groupe d'Omanais dans le village de Kumzar, un village isolé faisant face au détroit d'Ormuz.

Pour autant, les critères d'éligibilité à l'aide sociale se sont durcis au cours de la dernière décennie afin de «limiter le nombre de bénéficiaires», selon Mira Al Hussein, une chercheuse émiratie à l'université d'Édimbourg. «Cette tendance se reflète dans la réduction, sous-documentée mais palpable, des subventions de l'État pour des éléments essentiels tels que l'électricité, le carburant et l'emploi dans le secteur public», ajoute cette spécialiste des relations entre pouvoirs et populations dans les pays du Golfe.

En cause, la croissance démographique de ces dernières décennies qui pèse aujourd'hui sur les finances publiques, alors même que les revenus de l'exportation d'or noir stagnent. Depuis dix ans, le nombre d'Émiratis à Dubaï a augmenté de 38 % pour atteindre 292 000 personnes. Les femmes saoudiennes donnent naissance à 2,8 enfants en moyenne, contre plus de 7 dans les années 1970. Un taux qui demeure toujours supérieur au seuil de renouvellement des générations, alors même que l'espérance de vie dans le royaume a augmenté de six ans depuis l'an 2000. Aux coûts de la croissance démographique, s'ajoute le spectre, encore distant, d'un déclin graduel des revenus pétroliers sur fond de montée en puissance des énergies non fossiles. Face à ce double défi, le nouvel homme fort d'Arabie saoudite, le prince héritier Mohammed Ben Salman, mise sur la diversification économique. Le but: faire sortir de terre un pacte social 2.0 où l'emploi dans de nouveaux secteurs économiques supplanterait le fonctionariat. Mais la proposition masque la chute du pouvoir d'achat attendue: les salaires offerts par le secteur privé saoudien étaient en



**Au Koweït, jusqu'alors doté du système politique le plus ouvert du Golfe, le pouvoir embrasse l'autoritarisme. Le parlement, seul organe d'opposition, a été dissous en 2024.**

2019 en moyenne 59 % inférieurs à ceux de la fonction publique.

En dépit d'une contraction du volet économique du pacte carboné<sup>4</sup>, sa dimension politique, dont l'autocrate est la pièce centrale, demeure inchangée. Et une répression brutale s'abat sur le royaume pour imposer une concentration du pouvoir sans précédent et balayer d'un revers de la main la structure politique historique qui s'appuyait sur un système de répartition du pouvoir entre plusieurs clans de la famille Al-Saoud. «L'Arabie saoudite n'a jamais été une démocratie, mais nous n'avons jamais vu un tel degré de répression [...]. Même un post qui ne critique pas directement Mohammed Ben Salman ou les politiques gouvernementales vous expose à être condamné à mort ou à de lourdes peines de prison», confie Joey Shea, spécialiste de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis pour Human Rights Watch.

## APRÈS UNE ANESTHÉSIE D'UN DEMI-SIÈCLE, L'ÉVEIL

La ministre omanaise de l'Enseignement supérieur Rahma bint Ibrahim Al Mahrouqi évoque sans détour l'abandon du rôle de la fonction publique de premier employeur, pourtant au cœur du contrat social. «Les diplômés doivent créer leur propre emploi et aller partout où ils peuvent dans le monde pour travailler», affirmait-elle lors d'une conférence en 2024. «La femme saoudienne sera une femme qui pourra travailler partout dans le monde, et c'est l'objectif», renchérit dans un discours Reema Bandar Al Saoud, l'ambassadrice d'Arabie saoudite aux États-Unis. «Ces propos reflètent une nouvelle rhétorique d'autosuffisance que les États du Golfe adoptent de plus en plus lorsqu'ils s'adressent à leurs jeunes, signalant ainsi un changement dans le contrat

social traditionnel», commente la chercheuse Mira Al Hussein. Le message ne séduit guère. 87 % des chômeurs qataris disent ne «pas [être] disposés» à travailler dans le privé.

Appelée à se prendre en main, la jeunesse découvre le revers d'un système éducatif façonné pour décourager l'esprit critique et maintenir le *statu quo*, notamment politique. Seules deux universités du Golfe figurent dans le top 200 mondial du classement des universités Times Higher Education. «Nous recevons trop de candidatures qui ne sont pas qualifiées, mais je ne les blâme pas, ils sont sans emploi et désespérés. Pour les postes administratifs, il est facile de trouver des Omanais car beaucoup d'entre eux peuvent être de bons employés. Mais pour les postes scientifiques ou techniques, il est difficile de trouver des Omanais avec le CV adéquat», regrette Ali Al Dohani, un Omanais travaillant dans les ressources humaines.

La désillusion commence à toucher la jeunesse du Golfe. Des centaines d'Omanais ont protesté dans plusieurs villes du pays en 2021 pour dénoncer le chômage des jeunes. «Alors que les gouvernements promeuvent la diversification économique dans le discours officiel, de nombreux citoyens du Golfe ont le sentiment de ne pas bénéficier des avantages promis», analyse Mira Al Hussein. Si les largesses du pacte carboné invisibilisent la pauvreté et les inégalités sociales, elles existent pourtant. Selon la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale, 3,3 millions de ressortissants des pays du Conseil de coopération du Golfe vivaient sous le seuil de pauvreté en 2021 (un Saoudien sur sept, un Omanais sur dix et un Bahreïnien sur treize). Après un demi-siècle d'anesthésie à coup de redistribution de la rente carbonée, la jeunesse des pays du Golfe réalise petit à petit que l'alliance entre autocrates et capitalisme fossile pourrait lui coûter cher. Mira Al Hussein conclut: «La dernière décennie a vu des transformations radicales dans les relations État-société dans le Golfe. La réticence des États à impliquer la population ou à s'assurer de son soutien dans ces efforts de modernisation est susceptible d'avoir des effets durables sur la dynamique entre l'État et la société.» À moins que le principe moral d'obéissance à la figure du leader que prônent les structures tribales du Golfe ne soit la carte maîtresse des familles régnantes pour maintenir leur emprise. **F**

1. Democracy Index, *The Economist Intelligence*, 2023.
2. «Top executives speak at Saudi investment summit», *Reuters*, 29 octobre 2024.
3. Lawrence G. Potter, *Society in the Persian Gulf: before and after oil*, Georgetown University Qatar, 2017.
4. La taxation de la consommation des Saoudiens via la TVA, qui n'existait pas avant 2017, s'est envolée, atteignant à 15 % aujourd'hui.



CARA  
NEW  
DAGGETT

# TURBO- FASCISME RECHERCHE PÉTRO- MASCUS

Violence au volant, courses de *monster trucks*, célébration des travailleurs du pétrole et du forage de la terre... «Fore, bébé, fore!», clame même Donald Trump, nouveau président priapique de la première puissance mondiale. Et si cette fierté identitaire, à la fois hostile et provocatrice, était le signe d'une «pétromasculinité» appelée au secours de «pétrocultures» mises en difficulté par les impératifs écologiques? C'est la thèse défendue par la politiste et écoféministe Cara New Daggett.

**BIO  
GRAPHIE**

Cara New Daggett est professeure en sciences politiques à l'université Virginia Tech. Elle a consacré son premier ouvrage, *The Birth of Energy* (non traduit), à une généalogie de la notion même d'énergie. Son second ouvrage, *Pétromasculinité. Du mythe fossile patriarcal aux systèmes énergétiques féministes*, a été traduit aux éditions Wilproject (janvier 2023).

propos recueillis par  
PHILIPPE  
VION-DURY

illustration  
MARÍA  
JESÚS  
CONTRERAS



**En quoi la catastrophe écologique se pose-t-elle aussi comme une question de masculinité?**

L'ordre patriarcal est la clé pour comprendre le problème du réchauffement climatique. Les cultures issues des combustibles fossiles, ou «pétrocultures», lient étroitement le niveau de vie à l'expansion énergétique illimitée. Cette dernière, quand bien même elle serait menée à coups de planification énergétique solaire ou éolienne, devient en conséquence l'objectif ultime à poursuivre. Cette recherche d'une énergie toujours plus abondante est problématique en ce qu'elle s'est appuyée historiquement sur la domination sexuelle et raciale pour fonctionner. C'est là l'intérêt d'une critique éco-féministe: expliquer comment l'exploitation du monde non-humain et celle des corps féminisés et racialisés sont liées. Une relation patriarcale à la nature dévalorise la vie ainsi que les activités de la «nature», des corps des femmes et des populations racisées en les traitant comme des ressources de base considérées comme gratuites ou bon marché, vouées à être exploitées et, idéalement, mises au travail. Le genre et la race ont pour fonction de faire apparaître cette exploitation comme fondée biologiquement, créant ainsi une fausse binarité entre la reproduction – les processus cycliques de la vie, qui tendent vers la stase ou la décomposition – et la production. Par exemple, les empires occidentaux ont historiquement, et jusqu'à aujourd'hui, justifié leurs ingérences en qualifiant les autres cultures de primitives et féminisées, en présentant ces modes de vie comme figés, davantage connectés à la nature et ayant besoin d'un «développement» en direction d'une culture plus productive.

**Peut-on dire que, paradoxalement, la montée en puissance de la critique écologique nourrit celle de l'extrême droite?**

Dans la mesure où la crise climatique remet en question l'ensemble du système extractif, met en lumière sa

violence et inspire une résistance radicale envers celui-ci, elle peut être ressentie comme une menace pour un mode de vie et une vision du monde qui se perçoit comme juste et bonne. C'est assez évident dans les mouvements d'extrême droite aujourd'hui. Aux États-Unis, la droite associe misogynie, racisme et soutien aux énergies fossiles. Mais souvent, la misogynie – par exemple, l'interdiction de l'accès à l'avortement aux États-Unis – est traitée comme une question distincte de l'adhésion de la droite aux intérêts pétroliers et gaziers. Par exemple, les médias se demandent si les électeurs se soucient davantage des questions relatives aux femmes, à l'économie ou à l'énergie, comme s'il s'agissait de problèmes différents. Or, ces questions sont liées. Ce n'est pas une coïncidence si elles ont tendance à être mentionnées ensemble dans les mouvements de droite. L'extraction d'énergie est justifiée par une vision du monde qui nécessite d'exploiter et de contrôler la reproduction, les métiers du soin et de la maintenance, afin que toute cette énergie puisse être mise au service de la production et du profit. La pensée raciste et antiféministe est nécessaire pour justifier ce système extrêmement violent, pour expliquer pourquoi certaines personnes, certains travaux et certains corps humains et non humains y ont moins de valeur que d'autres.

**Existe-t-il une différence de nature entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables pour que les premières soient si étroitement liées à la masculinité blanche et à l'impérialisme?**

C'est une question complexe. L'énergie est souvent analysée en tant que combustible, mais il serait préférable de considérer l'énergie comme un système socio-technique, comme le font les spécialistes de la technologie. Je veux dire par là que tout combustible requiert un système d'extraction, d'approvisionnement et de consommation spécifique pour être mis à profit, et qu'il l'est par ailleurs

**Aimé Césaire (1913-2008) est un écrivain et homme politique martiniquais, fondateur et figure majeure du mouvement littéraire de la négritude. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Cahier d'un retour au pays natal* (1939) et *Discours sur le colonialisme* (1950), dans lequel il expose le «choc en retour» du colonialisme, qu'il dépeint en ces termes: «La colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral.»**



AIMÉ CÉSAIRE



## COAL ROLLING

Le *coal rolling* (ou *rolling coal*) désigne une pratique de pollution atmosphérique volontaire, pour le plaisir et par provocation, à l'encontre de véhicules hybrides ou électriques, ou de cyclistes. Elle est une forme de violence motorisée motivée par la détestation des pratiques et discours écologistes qui a émergé aux États-Unis dans les années 2010, portée par des vidéos virales de voitures diesel relâchant des nuages noirs à la face d'écologistes supposés.

dans le cadre d'une culture particulière, d'un ensemble de croyances sur la bonne manière dont la vie et le travail devraient être organisés et valorisés. Les combustibles fossiles présentent plusieurs caractéristiques particulières, dont une grande densité énergétique [une grande quantité d'énergie stockée dans un petit volume, ndlr], le fait que l'extraction et le transport du charbon nécessitent beaucoup de main-d'œuvre (ce qui a donné du pouvoir aux mouvements sociaux susceptibles de menacer l'approvisionnement), ou encore une localisation géographique particulière sur la planète et des besoins en transport et en main-d'œuvre pour ce qui est du pétrole et du gaz. Ces caractéristiques ont déterminé les cultures et la conception des systèmes d'exploitation des combustibles fossiles. Les pétrocultures qui en résultent – et qui associent le bien-être à une expansion énergétique illimitée – sont dès lors étroitement liées à ces matériaux particuliers que sont le charbon, le pétrole et le gaz en tant que combustibles.

**Mais cela ne signifie pas pour autant que passer à d'autres sources d'énergie mette automatiquement un terme à cette pétromasculinité...**

Certes, certaines caractéristiques du solaire et de l'éolien, en particulier le fait qu'ils soient moins denses, ou bien que leur approvisionnement ne soit pas constant mais intermittent, les rendent moins aptes à répondre aux besoins du capitalisme fossile, à notre système économique qui s'appuie avant tout sur des énergies fossiles bon marché et illimitées pour faire du profit. Pour autant, le solaire et l'éolien sont aujourd'hui développés à l'intérieur même des pétrocultures et du capitalisme fossile. De plus, les pétrocultures peuvent être décalquées sur les systèmes solaires et éoliens, même si ceux-ci peuvent imposer certaines modifications. Et ils ne remplaceront pas nécessairement les combustibles

fossiles, si ces derniers contribuent toujours à répondre à la demande d'énergie illimitée – c'est la politique énergétique «tous azimuts» qu'adoptent les démocrates américains. Donc oui, le solaire et l'éolien peuvent tout aussi bien être développés conformément à une relation patriarcale à la nature et ils ne sont pas, pas plus qu'aucune autre énergie, une condition suffisante pour atteindre justice et durabilité.

**Notre dossier prend au sérieux l'hypothèse du «fascisme fossile» (ou carbofascisme).**

**Pensez-vous que ce concept soit pertinent, et que la menace soit réelle?**

Pertinent oui, et j'ai d'ailleurs commencé à écrire sur le fascisme fossile et son lien avec la pétromasculinité pendant la première présidence de Donald Trump. La menace est réelle, même si le fascisme du XXI<sup>e</sup> siècle aux États-Unis sera très différent des fascismes du XX<sup>e</sup> siècle. Je souligne ce point parce que le «fascisme fossile», tout en étant lié aux combustibles fossiles, peut également être appréhendé dans la continuité de systèmes de violence impériale antérieurs non-fossiles. Le capitalisme fossile émerge au XIX<sup>e</sup> siècle, mais la violence de l'extraction des ressources par les Anglo-Européens était déjà vieille de plusieurs siècles à ce moment-là. La récurrence du fascisme est à la fois propre à chaque lieu, à chaque époque, à chaque ensemble de conditions matérielles, mais elle est aussi le fruit de cette politique moderne sous-jacente d'extraction planétaire. Par extraction, j'entends ici la manière dont le profit capitaliste est accumulé en exploitant les corps et l'énergie sans réciprocité.

**Quel rôle pourrait jouer le fantasme pétromasculin dans la montée en puissance de ce fascisme fossile?**

Il convient d'adopter une approche décoloniale de l'étude du fascisme. Aimé Césaire (lire p. 60) a soutenu, en 1950, l'existence d'un «effet boomerang» qui explique comment la violence de



l'empire, la cruauté et l'oppression dont l'Europe a tiré bénéfice pendant des siècles, a fini par pourrir le noyau moral de ces nations, et est «remontée» au cœur de l'Empire. Césaire considérait le nazisme comme un phénomène de ce type: non pas comme une rupture, un événement unique dans l'histoire, mais comme une conséquence de la violence impériale, apparaissant cette fois en Europe même. L'admiration déclarée d'Hitler pour la violence impériale des États-Unis, et en particulier pour le génocide des indigènes américains dans le but d'étendre leur territoire et d'exploiter davantage de terres, met en lumière ce lien.

Ce que Césaire souligne, c'est l'ampleur de la violence et de la cruauté nécessaires au projet colonial. Cette violence est souvent éloignée géographiquement et psychologiquement de ceux qui en bénéficient, mais il s'agit d'une distance ténue et instable. Césaire est conscient que la société qui opprime le paiera d'une dégradation, quand bien même cette société nie sa complicité ou détourne le regard de la violence qu'elle inflige: cette violence peut très bien revenir en «boomerang». Ou bien, dans le cas d'un État colonisateur et esclavagiste comme les États-Unis où la violence a été présente et proche géographiquement, celle-ci peut s'étendre et s'intensifier en prenant des formes nouvelles.

Le fantasme pétromasculin est une forme de déni. En réalité, il s'agit même d'une sorte de bravade, de provocation: on se sent mieux en embrassant la violence plutôt qu'en la dissimulant hypocritement, et la pétromasculinité conçoit la violence comme un projet juste. La droite dénonce l'hypocrisie du libéralisme et de sa politique énergétique «tous azimuts» – après tout, la production pétrolière américaine a atteint un record sous la présidence de Joe Biden, et Kamala Harris n'a pas hésité à aller jusqu'à célébrer la fracturation hydraulique. Pourquoi ne pas simplement célébrer le pétrole et le gaz, dit la droite – et la misogynie aussi, parce qu'après tout, on ne peut pas soutenir une énergie illimitée et ses profits sans beaucoup de violence à l'encontre des corps des femmes et de la nature? La pétromasculinité en a fini avec

l'hypocrisie du libéralisme sur ce front également, avec l'idée que nous pourrions poursuivre la croissance matérielle et l'accumulation massive de profits tout en, on ne sait comment, découplant ça des dommages environnementaux et sociaux qu'elles causent.

**Comment interprétez-vous la victoire de Donald Trump à la lumière de votre concept de pétromasculinité? Quel rôle cela a-t-il joué dans son discours et dans la mobilisation de son électorat?**

Les deux premiers axes du rapport «Project 2025», qui présente un plan pour la présidence Trump, sont, d'une part, la «famille» – ils entendent par là la réduction de l'accès à la santé génésique [l'ensemble des soins liés à la contraception, à l'avortement, à la stérilité, à la grossesse et à l'accouchement, ndlr] et des législations anti-trans et anti-queer – et, de l'autre, l'accélération de l'utilisation des combustibles fossiles. Le rapport passe d'une demande à l'autre sans expliquer comment elles sont liées dans leur idéologie, mais leur primauté et leur proximité dans le rapport sont révélatrices. En bref, les plans du «Project 2025» débutent par une promesse d'intensification de la pétromasculinité.

Celle-ci était omniprésente dans cette élection, même si elle était parfois moins évidente parce que le climat et l'énergie n'étaient pas vraiment à l'ordre du jour comme ils l'étaient en 2020, lorsque la gauche a fait pression sur la campagne de Biden pour en faire une question centrale. La misogynie de la campagne de Trump était partout, en revanche, et l'accès à l'avortement et aux soins de santé reproductive considérés comme des problèmes clés de l'élection. Une fois de plus, les médias n'ont guère eu l'impression que cette misogynie était liée aux promesses faites en coulisses à l'industrie pétrolière et gazière de leur fournir tout ce qu'elles voulaient en échange de financements de campagne. L'industrie pétrolière et gazière a rédigé des projets de décrets prêts à être signés par Trump, notamment pour annuler la suspension de l'octroi de nouveaux permis d'exploitation du gaz et obtenir

davantage d'accès pour forer sur les terres et dans les eaux fédérales.

Au lendemain des élections, des débats ont lieu pour savoir si l'économie ou les questions relatives aux femmes ont été les facteurs les plus déterminants pour les électeurs, comme s'il s'agissait de choses séparables, distinctes. Le parti démocrate, et le libéralisme en général, ont largement contribué à cette séparation entre «l'économie» d'un côté et le racisme et le sexisme de l'autre. Seuls les universitaires et les militants de gauche, qui n'ont pas eu leur mot à dire dans cette élection, insistent sur ces liens.

**Le concept de pétromasculinité semble fonctionner parfaitement dans un contexte américain, peut-être parce que ce pays est le plus grand extracteur d'hydrocarbures de la planète, avec un passé de conquêtes et un empire planétaire. Pensez-vous qu'il soit approprié dans un contexte européen, où l'extrême droite est également en hausse, mais qui ne peut néanmoins pas prétendre être une puissance fossile pour le siècle à venir?**

Il faut considérer la pétromasculinité comme l'une des manières qu'ont les pétrocultures de se défendre. La pétroculture reste très pertinente dans le contexte européen, dans la mesure où l'objectif reste la poursuite d'une expansion énergétique illimitée. En revanche, c'est ici qu'il devient important d'introduire le concept de *masculinité écomoderne*, développé par l'universitaire suédois Martin Hultman. L'écomodernisme est un mouvement qui croit que l'innovation technologique peut dissocier la croissance de la production énergétique, de l'utilisation des matériaux et de l'accumulation des profits, des atteintes à l'environnement qu'elles engendrent. L'écomodernisme est un mouvement spécifique de technoptimistes, mais il désigne aussi un état d'esprit et une croyance plus larges, qui sous-tendent la plupart des plans de

transition énergétique. La critique écoféministe est toujours pertinente dans le sens où l'écomodernisme continue de traiter la nature – ainsi que le travail du *care*, de la réparation et de la reproduction – comme un ensemble de ressources à utiliser, à gérer, et dont on peut se servir comme d'un dépotoir.

Depuis que j'ai écrit sur la pétromasculinité, c'est la question que l'on me pose le plus souvent: quel est le lien avec la masculinité écomoderne? Il y a deux points importants à souligner. Le premier est de savoir si finalement la masculinité écomoderne ne peut pas être considérée comme une forme de pétromasculinité, dans le sens où son désir d'énergie illimitée est né à l'époque du capitalisme des combustibles fossiles. Le second point consisterait à replacer ces différentes formes dans une histoire politique plus longue, qui remettrait en question l'opposition supposée entre les régimes libéraux et autoritaires. Alors que les masculinités écomoderne et pétrolière s'identifient parfois comme des opposants politiques (libéralisme contre fascisme, en quelque sorte) et ont des styles esthétiques et affectifs différents (un aspect cool et lisse contre un visage violent, insolent, couvert de suie), une perspective historique montre qu'elles sont en réalité profondément enchevêtrées. Masculinité écomoderne et pétromasculinité partagent des hypothèses communes sur le sens de l'action et du travail, par opposition à la prétendue stase et à l'interdépendance que supposerait la nature.

En gardant cette histoire à l'esprit, la trajectoire d'un Elon Musk, qui est passé du statut de chouchou de l'action climatique à celui d'avocat du trumpisme, n'est guère surprenante. Plutôt que de traiter Musk comme un autoritaire refoulé qui a trahi son libéralisme antérieur, cette histoire suggère que l'oscillation dissonante entre le libéralisme et l'autoritarisme, cette sorte de monde-miroir de la psychologie capitaliste (pour reprendre l'expression récente de Naomi Klein<sup>1</sup>), a longtemps accompagné le projet d'expansion et d'extraction mondiales. **F**

1. Naomi Klein, *Le Double. Voyage dans le monde miroir*, Actes Sud, 2024.



**Pétromasculinité, Du mythe fossile patriarcal aux systèmes énergétiques féministes Wildproject, 2023.**

**Cet ouvrage est une compilation de plusieurs articles qui explorent les rouages de la pétromasculinité et du mythe fossile. Et l'autrice d'imaginer à quoi pourrait bien ressembler des systèmes énergétiques féministes.**



# «LES MIGRANTS, C'EST COMME LES ÉOLIENNES»

texte ISMA LE DANTEC

Avec son discours éco-nationaliste et pro-décarbonation frais émoulu, le Rassemblement national voudrait faire croire qu'il a pris au sérieux la question écologique. Mais en arrière-boutique, la réalité est beaucoup moins verte.

Entre déni, approximations et enfumage, on découvre surtout un discours démagogue qui tente de dissimuler son adhésion au colonialisme fossile.

«**J**e crois vital que nous, le camp national, ne nous comportions pas [avec l'écologie] comme la gauche se comporte à l'égard de l'immigration depuis trente ans, c'est-à-dire dans une forme de déni», proclame le président du Rassemblement national

(RN) Jordan Bardella face au journaliste Hugo Clément, lors d'un débat organisé par Valeurs actuelles en avril 2023. Alors que Jean-Marie Le Pen portait son climat-scepticisme en étendard, qualifiant le changement climatique de «dogme» destiné à «terroriser les populations», le RN met en scène son tournant et se présente en nouveau Champion de la Terre. Depuis quelques années, le voilà qui se redéfinit comme «éco-nationaliste», et professe une «écologie patriotique» dans laquelle la protection de la nation française deviendrait un antidote à la destruction de l'environnement. «C'est par le retour aux frontières que nous sauverons la planète», résume ainsi Jordan Bardella. Le parti d'extrême droite n'a «aucune ambition de rester avec le gaz et le pétrole», assurait aussi Jean-Philippe Tanguy, spécialiste des questions énergétiques pour le RN, auprès de l'Agence France Presse. «D'ailleurs, on électrifie tout.»

Mais il suffit de gratter la couche de vernis vert pour se confronter à des oscillations allant de l'approximation au déni. Notamment lorsqu'il est question d'énergies renouvelables: au printemps 2019, le parti lance une campagne spécifique contre les éoliennes, qualifiées de «pollution sonore et visuelle» et de «drame pour l'environnement». La même année, on peut entendre Marine Le Pen comparer: «Les migrants, c'est comme les éoliennes. Tout le monde est d'accord pour qu'il y en ait, mais personne ne veut que ce soit à côté de chez lui.» Des propos maintenus lors des élections législatives de 2024, avec la proposition d'un moratoire portant sur la construction de tout nouveau projet éolien ou photovoltaïque. «Je veux arrêter les énergies renouvelables, parce que ce n'est pas propre et en plus, c'est alternatif», affirme Marine Le Pen le 5 juin.

Dans son contre-budget pour 2025, le RN trouvait une part conséquente de ses économies du côté des dépenses environnementales: baisse du fonds vert destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, des subventions aux énergies renouvelables, internalisation de tous les

opérateurs gouvernementaux travaillant à la protection de la biodiversité ou à la transition énergétique, refus de fiscalité environnementale, baisse des taxes sur les carburants... Côté lutte contre les énergies fossiles, ce n'est guère plus glorieux. Au plus fort de la guerre en Ukraine<sup>1</sup>, les eurodéputés du RN et de Reconquête ont voté contre les amendements organisant l'embargo sur le gaz, le pétrole et le charbon russes. En parallèle, le RN s'est aussi opposé à la taxation des superprofits des géants du pétrole, gaz et charbon.

## UN ÉCO-NATIONALISME NUCLÉARISÉ... ET FANTASMATIQUE

Objections balayées d'un revers de main par un parti qui a trouvé la solution à tous les problèmes écologiques: le nucléaire. Le plan du RN, s'il arrive au pouvoir? Construire une vingtaine de réacteurs, les dix premiers devant être prêts entre 2033 et 2038. La défense de l'atome a en effet un avantage considérable dans la logique du parti: pouvoir être facilement grimé en patriotisme. «Le sujet [de l'énergie] devient identitaire et utile au RN avec la crise énergétique et la possibilité de brandir le nucléaire comme une fierté nationale», analyse le consultant Nicolas Goldberg, responsable du pôle énergie du think tank Terra Nova et auteur d'une note<sup>2</sup> démontant point par point le programme énergétique du parti d'extrême droite. Dans le récit mythique de l'extrême droite française, le nucléaire civil, c'est De Gaulle, l'indépendance énergétique et l'excellence industrielle française réunis. C'est d'ailleurs pour cette raison que, selon le Zetkin Collective<sup>3</sup>, la France est le seul pays où un parti politique d'extrême droite important a développé une communication sur l'écologie.

Alors que l'EPR de Flamanville vient d'entrer en service avec douze ans de retard, il est permis de douter de la faisabilité d'un tel programme et de la promesse formulée par Jordan Bardella de «refaire de la France un paradis énergétique». «Même les plus férus de nucléaire ne parient pas sur tant de réacteurs en un temps si court. Ce n'est pas tenable», assure Nicolas Goldberg. Dans le domaine de l'énergie, conservatisme et souverainisme ne vont pas très bien ensemble. Le RN est très conservateur sur le chauffage au fioul, le véhicule thermique, la performance énergétique des bâtiments... En conjuguant ces éléments, on reste dans une dépendance accrue aux énergies fossiles.» De fait, le Rassemblement national ne cache pas son attachement à la voiture, ni son opposition à l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035. «Le parti vit très bien avec ses contradictions», corrobore le politologue Stéphane François,



# « LE CAPITALISME FOSSILE EST EN CRISE, LA SEULE CHOSE QUI PEUT LE FAIRE DURER, C'EST UN RÉGIME AUTORITAIRE »

— MICKAËL CORREIA

auteur de *Les Vert-bruns. L'écologie de l'extrême droite française* (Le Bord de l'eau, 2022). *L'énergie et l'environnement n'intéressaient pas le FN, et ils n'intéressent pas le RN. Certes, ils ont repeint leur nationalisme en vert, adopté un discours sur les paysages d'antan et contre la France moche... Mais il faut avoir à l'esprit que le RN est avant tout démagogue.* Et lorsque Marine Le Pen abandonne ses propos climato-sceptiques<sup>4</sup>, « il s'agit d'une prudence discursive qui est stratégique ».

## LES PATRONS SÉDUITS

Ce flou artistique a l'avantage de ménager les milieux d'affaires et énergétiques, notamment de l'industrie fossile, au sein de laquelle le RN peut compter sur des soutiens importants. Le député RN Jean-Philippe Tanguy ne s'en cache pas: devant le PDG de Total Patrick Pouyanné, auditionné dans le cadre de la mission flash sur les super-profits à l'Assemblée nationale en septembre 2022, il a tenu à « saluer la performance de Total, grande entreprise française dirigée par des patriotes ». Sur le fond, le modèle de TotalEnergies et celui du RN se marient très bien. « Total est assis sur les restes de l'empire colonial français, et ce n'est pas le RN qui va les blâmer », analyse le journaliste de Mediapart Mickaël Correia, auteur de *Criminels climatiques. Enquête sur les multinationales qui brûlent notre planète* (La Découverte, 2022). Ils savent très bien que leur programme implique de continuer à importer du gaz et du pétrole: ça n'entre pas en contradiction avec leur pensée coloniale. Il va falloir continuer à extraire de l'énergie ailleurs, à rebours des risques climatiques et des droits humains. »

Le RN tire depuis longtemps sur la manche des grands patrons. Ce qui est nouveau, c'est la façon dont certains parmi eux, auparavant allergiques aux idées frontistes, scrutent aujourd'hui de près la progression du tandem Le Pen-Bardella. Lors de déjeuners de moins en moins discrets, Marine Le Pen a ainsi rencontré Henri Proglia, l'ancien patron de Veolia et d'EDF, ou encore des membres de la direction de TotalEnergies<sup>6</sup>. Pour le sociologue spécialiste du monde de la finance Théo Bourgeron, l'attrait des patrons – et notamment de ceux du secteur de l'énergie – pour une extrême droite sur laquelle il faut désormais compter politiquement se manifeste à deux niveaux: « D'abord, celui des institutions et des régulations. Ensuite, celui d'une transformation globale de l'économie et des groupes sociaux, qui peut leur profiter. » Parmi les promesses attrayantes du RN, une baisse de

la TVA sur les carburants fossiles qui permettrait aux grands groupes du secteur d'augmenter leurs marges et leurs volumes; un retour sur la réglementation européenne interdisant moteurs thermiques d'ici à 2035; la fin du diagnostic de performance énergétique pour la location des passoires thermiques ou encore un moratoire sur les éoliennes.

Mais l'attrait est aussi idéologique, et certains milieux patronaux adhèrent plus franchement au projet frontiste et à une bascule vers un régime politique autoritaire. Vincent Bolloré illustre à merveille ce phénomène: le milliardaire, dont l'activisme d'extrême droite n'est plus à démontrer, est aussi un grand patron du secteur des énergies fossiles à travers Bolloré Energy, qui gère des dépôts de carburant en France et en Europe. Pour Théo Bourgeron, la fortune fossile de Bolloré induit le reste de son patrimoine et de son influence: « Certaines de ses infrastructures, comme les ports en Afrique, sont des monopoles. Les dépôts pétroliers sont aussi des quasi-monopoles naturels. Détenir ces infrastructures implique donc d'avoir une présence politique. Avec sa fortune du fossile, Bolloré peut acheter des groupes qui lui donnent une présence politique, qui permettent de déployer une fortune dans les médias, la communication, l'édition. »

Cette convergence d'intérêts est évidente pour Mickaël Correia: « Le capitalisme fossile est en crise, la seule chose qui peut le faire durer, c'est un régime autoritaire. » À l'inverse, une transition énergétique juste nécessiterait de se poser « une question centrale, que déteste l'extrême droite: celle de la démocratie ». Dans ce cadre, pourrait advenir un large débat concernant nos besoins énergétiques, qui prendrait en compte la justice sociale, circonscrirait les émissions de subsistance et, à partir de cela, permettrait de poser la question de la production de cette énergie. « Ce serait une forme d'antifascisme énergétique. Sortir des énergies fossiles serait, en soi, un geste antifasciste. » **F**

1. Vote en plénière du Parlement européen de la résolution sur l'agression russe contre l'Ukraine, amendement sur le paragraphe 17, 1<sup>er</sup> mars 2022.
2. Nicolas Goldberg, « Le "paradis énergétique" de Jordan Bardella », Terra Nova, 6 mai 2024.
3. Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, La Fabrique, 2020.
4. CheckNews (Libération) a retrouvé l'archive d'une interview donnée par Marine Le Pen au média en ligne Terra Eco en février 2012, à l'occasion de sa première campagne présidentielle. À la question « Les changements climatiques n'existent pas? », la candidate répond: « Ce n'est pas ce que je dis. Je ne suis pas sûre que l'activité humaine soit l'origine principale de ce phénomène. »
5. Théo Bourgeron, « Finance, énergies fossiles, tech: ce patronat qui soutient l'extrême droite par intérêt », AOC, 5 juillet 2024.





Véritable serpent de mer de la pensée écologiste, le néo-malthusianisme fait planer depuis plus d'un demi-siècle le spectre de la surpopulation mondiale. Si l'industrie fossile et les politiques d'extrême droite s'en font le relais, c'est qu'il remplit plusieurs fonctions idéologiques: peur de la submersion migratoire, instrumentalisation de la pénurie et naturalisation du capitalisme de rente.

texte CLÉMENT QUINTARD

### MASSES GROUILLANTES ET PIQUE-ASSIETTES

Selon Malthus, deux mécanismes permettent de réguler naturellement la natalité: le premier, *préventif*, désigne le fait de s'abstenir de faire des enfants par crainte de ne pas pouvoir les nourrir; le second, *destructif*, regroupe toutes les crises de surmortalité (guerres, famines, épidémies) qui éliminent les membres d'une population lorsque celle-ci a dépassé les limites biophysiques de son environnement. Dans le modèle malthusien, les pauvres sont ainsi considérés comme une variable hors de contrôle. Leur pulsion biologique à se reproduire au-delà du raisonnable les conduit à surexploiter les ressources qui leur sont allouées, excès qui se solde par de brutales hécatombes – dont le seul mérite est de ramener ces masses grouillantes à un niveau supportable. Du moins pour un temps. Car inlassablement, elles ne peuvent s'empêcher de se multiplier de manière exponentielle et réenclenchent un nouveau cycle funeste. Cette vision ultra-pessimiste a été illustrée par une parabole restée célèbre: «Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a nul besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la moindre part de nourriture et, en réalité, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert disponible pour lui.» Dit autrement et en dépouillant la fable de ses oripeaux bibliques: pour aider les pauvres, ne les aidez pas. Car, prévient Malthus, si les convives présents au banquet, pris de compassion, font place à l'un des importuns, il attirera nécessairement d'autres pique-assiettes, gâchant une fête qui autrement aurait été si belle et, surtout, contrevenant à un ordre naturel

Chaque fois qu'il est question de faux-monneyer les raisons de se révolter, les postulats capiteux et les arguments arithmétiques du néo-malthusianisme rejailissent, prêts à l'emploi: «Nous sommes trop nombreux sur Terre», entend-on alors, avec des regards en coin en direction des pays du Sud. Que la planète soit menacée par une constellation de périls en constante aggravation et que la population soit un des paramètres de l'équation écologique, personne ne le nie. Mais soutenir que, parmi toutes ces spirales infernales, la croissance démographique est celle dotée du potentiel le plus destructeur, c'est confondre l'écho et le cri. Ont pourtant mouillé dans ces eaux des auteurs et autrices aussi disparates que l'écoféministe Françoise d'Eaubonne, les époux Meadows (auteurs du rapport éponyme), le fondateur de l'écologie profonde Arne Næss, le candidat à l'élection présidentielle René Dumont, le collapsologue Pablo Servigne, l'écofasciste Garrett Hardin ou encore l'ingénieur Jean-Marc Jancovici. Toutes et tous ont donné un prolongement parfois assumé, parfois allusif, aux thèses de Thomas Malthus qui publie, en 1798, son *Essai sur le principe de population*. Un texte calibré pour mortifier plusieurs générations d'écolos. Dans cet ouvrage qui connaîtra six éditions, cet économiste et pasteur britannique formule un raisonnement qui, sur le papier, est imparable: si la population croît à un rythme bien supérieur à celui de la production de denrées alimentaires, la part de ressources disponibles pour chaque individu s'amenuise. Mathématiquement, ce décalage ne peut se conclure que par une explosion de la misère, voire des ravages démographiques dans les populations les plus pauvres. Comment, alors, enrayer ce phénomène?

# MALTHUS

# DANS L'ANTHRO- POCÈNE

# «L'INTÉRÊT POUR LA FINITUDE DES RESSOURCES EST TOMBÉ À POINT NOMMÉ. IL A ÉMÉRGÉ DANS LES ANNÉES 1970, ALORS QUE LE CAPITALISME ENTAMAIT SA MUE NÉOLIBÉRALE»

— Vincent Ortiz

qui limite le nombre de places à table. Contenir la population dans des bornes soutenables passe donc par l'abolition de toute aide sociale envers les pauvres. Ainsi, un homme qui déciderait de se marier et d'avoir de nombreux enfants malgré ses faibles ressources n'aura d'autre choix que de se soumettre «à la peine prononcée par la nature: le besoin». Cruel, mais implacable.

## LIMITES ET RESSOURCES «ULTIMES»

Si les idées malthusiennes ont prôné l'abstinence, elles ont pourtant enfanté à tout-va. Et leurs rejets d'hypnotiser à intervalles réguliers le débat public par leurs prophéties de malheur. Dans les pays riches, l'angoisse des limites biophysiques, qui se concentrait jusqu'alors sur la production de denrées alimentaires et la surface disponible pour les cultiver, contamine rapidement la question énergétique. Et c'est bien logique: l'énergie, c'est la ressource ultime. Elle permet de fertiliser les sols, de fabriquer des engrais,

d'irriguer des terres, d'extraire des minerais... Bref, de démultiplier la production et de pourvoir aux besoins sans cesse grandissants d'une population elle-même en expansion. Mais comme pour la terre, les rendements énergétiques sont, eux aussi, décroissants: «Est-il physiquement possible de creuser dans nos mines de charbon à la profondeur de 4 000, 5 000, 6 000 pieds?», s'inquiète par exemple en 1865 l'économiste britannique William Stanley Jevons<sup>1</sup>. Influencé par les idées malthusiennes, il pronostique alors l'effondrement de l'empire britannique – pourtant en plein essor – et identifie un paradoxe auquel il donnera son nom. Qu'importe, affirme Jevons, que toujours plus de charbon soit extrait des entrailles de la terre ou qu'on optimise sa combustion: l'énergie économisée grâce aux innovations techniques libérera automatiquement d'autres usages, et la consommation s'en retrouvera, en fin de compte, démultipliée, menant à un dénouement tout aussi brutal. Ce sont les fameux «effets rebond». On commence à entrevoir pourquoi le malthusianisme et ses épigones ont eu

1. William Stanley Jevons, *The Coal Question*, 1865.

2. Garrett Hardin, *Biology: Its Human Implications*, W. H. Freeman, 1949.

3. Garrett Hardin, «Living on a lifeboat», *BioScience*, 1974.

4. Pour rappeler quelques ordres de grandeur: 48 pays d'Afrique ont émis moins de 1 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> entre 1751 et 2017. Les États-Unis sont, quant à eux, responsables de 25 % des émissions historiques, selon Our World In Data. Les 1 % les plus riches émettent aujourd'hui autant de CO<sub>2</sub> que les deux tiers de l'humanité, selon Oxfam (2023).

tant de succès chez les penseurs écolos. En posant crûment la question des limites planétaires, il occupe une place laissée vacante et permet de dénoncer la fuite en avant de la civilisation industrielle qui, elle, les ignore, ou prétend pouvoir les enjamber grâce aux progrès technologiques. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, socialistes et capitalistes, dans leur croyance aveugle en la science et ses possibilités, ont ainsi pu récuser la validité de ces malédictions: une technique convenablement gérée (par le prolétariat pour les uns, par les entrepreneurs bourgeois et le marché pour les autres) serait en mesure de suivre n'importe quel accroissement de population.

## CANCER ET EUGÉNISME

C'est donc dans ce vide que de nombreux auteurs préoccupés par les destructions environnementales s'engouffrent. L'un des premiers, Paul Ehrlich, publie en 1968 le livre devenu best-seller *The Population Bomb*. La croissance démographique exponentielle y est présentée comme le facteur le plus déterminant de la crise écologique: «Il est aisé de remonter l'enchaînement causal de la détérioration [de l'environnement], écrit le biologiste américain. Trop de voitures, trop d'usines, trop de produits détergents, trop d'insecticides, trop d'analgésiques, des usines de traitement des déchets inadéquates, trop peu d'eau et trop d'oxyde de carbone – la cause de ces maux, on la retrouve aisément dans l'excès de population.» Et Ehrlich de lister toute une série de mesures, notamment fiscales, pour contrer cette flambée de naissances incontrôlable (qu'il n'hésite pas à qualifier de «cancer»): hausse de l'impôt sur le revenu en fonction du nombre d'enfants, taxes sur les berceaux, les couches et les jouets.

Mais un autre biologiste américain, Garrett Hardin, va la même année placer la barre de l'ignominie encore plus haut. En 1968, il publie dans la revue *Science* «La tragédie des communs», qui deviendra l'un des articles les plus cités de la pensée écologique. Selon lui, la surexploitation des ressources sur Terre s'explique par le fait que la plupart sont gratuites et en libre accès, notamment dans les pays du Sud. Ces «communs», gérés collectivement et qui sont à la disposition de l'ensemble de la communauté, ne peuvent, faute de régulation, que finir par être surexploités par des comportements de passagers clandestins, d'autant plus si la population mondiale augmente de manière exponentielle. La seule manière d'enrayer ces dégradations irréversibles est alors de privatiser ces ressources et de leur donner un prix. Inquiet du déclin génétique américain, Hardin défendra des perspectives eugénistes et la stérilisation de «l'ensemble

des faibles d'esprit»<sup>2</sup>, mais s'opposera aussi aux politiques de redistributions de l'État providence qui, en venant en aide aux plus pauvres qu'il considèrerait comme biologiquement inférieurs, affaiblissent le génome américain et la qualité de l'ensemble des reproducteurs. Dans un article publié peu après le choc pétrolier de 1973<sup>3</sup>, il utilise la métaphore du canot de sauvetage surchargé pour symboliser le monde occidental, assailli de toute part par les pays du Sud venus piller leurs ressources. Bref, le «grand remplacement» avant l'heure. Dans *The Malthusian moment* (2012), l'historien Thomas Robertson montre comment les discours malthusiens se sont réactualisés aux États-Unis à partir de 1968, face aux épisodes de famines en Inde et en Chine, mais aussi comment le désir de contrôler la croissance démographique des pays du Sud était imbibé de la peur de la propagation du communisme à l'étranger.

## ÉCRANS DE FUMÉE

En réactivant l'angoisse des pénuries alimentaires et énergétiques, les disciples du néo-malthusianisme donnent ainsi du grain à moudre à tous les *sauve-qui-peut* et les *chacun-pour-soi*, aux mesures anti-migratoires, racistes voire eugénistes, à tous les carbo-fascistes avides de voir leurs nations se barricader pour protéger leurs si précieuses ressources. En s'arc-boutant sur la question des limites planétaires, ils s'épargnent ensuite de penser la question de la répartition des richesses, de retracer la responsabilité historique de certains acteurs écocidaire<sup>4</sup>, d'interroger les rapports sociaux, de dévoiler les stratégies économiques qui instrumentalisent la rareté dans le but d'extraire toujours plus de profits. C'est particulièrement vrai pour la production d'hydrocarbures, comme le relate avec précision l'économiste Vincent Ortiz, auteur de *L'Ère de la pénurie. Capitalisme de rente, sabotage et limites planétaires* (Les Liens qui libèrent, 2024): «L'intérêt pour la finitude des ressources est tombé à point nommé. Il a émergé dans les années 1970, alors que le capitalisme entamait sa mue néolibérale. Les groupes économiques dominants retrouvaient leur puissance perdue, tandis que les pétroliers se livraient à un «sabotage» intense, restreignant leur production pour faire grimper les prix.» L'idéologie néo-malthusienne a donc une fonction profondément idéologique: celle de lancer des écrans de fumée pour que les profiteurs du désastre, impérialistes occidentaux radicalisés et industrie fossile en tête, puissent poursuivre leurs petites affaires. Si certains écolos ont pu, à différentes époques, être séduits par ces explications tronquées, peut-être le temps est-il venu de reconnaître les intérêts qu'elles servent aujourd'hui. Et de liquider définitivement cet héritage. 🇫



# EXTRÊME DROITE ET GRAND CAPITAL

textes CLÉMENT QUINTARD

# TROIS RIPOSTES

C'est plus fort qu'eux. Lorsqu'ils sont contents, les marchés remuent la queue.

Ce 6 novembre 2024, ils sont même euphoriques. La victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine vient à peine d'être annoncée que, déjà, les financiers ouvrent en grand leurs vanes de *cash*. 24 heures suffisent à faire bondir de 64 milliards de dollars la fortune des dix hommes les plus riches de la planète, tandis que les capitaux affluent massivement en direction des États-Unis. Deux semaines après le scrutin, la valorisation des entreprises américaines avait progressé de 1 800 milliards de dollars, soit la moitié du PIB français<sup>1</sup>. Partout dans le monde, l'entente entre haute finance et extrême droite semble désormais s'assumer au grand jour. Une situation qui n'est pas sans rappeler celle qui, à l'orée des années 1930, avait désarçonné toute la gauche européenne face à la progression du fascisme en Italie et en Allemagne.

À l'époque, c'est dans la panique que les observateurs marxistes avaient tenté de comprendre ce phénomène politique inédit, outillés de grilles d'analyses qui n'avaient guère que le bonapartisme et quelques dictatures militaires à mobiliser comme points de référence. Avec les succès que l'on sait. Les analyses pour expliquer cette débâcle se sont étoffées tout au long du XX<sup>e</sup> siècle: après la spartakiste Clara Zetkin, pionnière en la matière, succèdent bientôt le militant libertaire Daniel Guérin, le philosophe Nicos Poulantzas ou encore le politologue Roger Griffin. Des auteurs qui ont autopsié minutieusement les raisons

de la montée du fascisme pendant l'entre-deux-guerres, et sont aujourd'hui autant d'avertissements face aux risques de sa résurgence. Il ne s'agit pas ici de jouer à se faire peur en ressuscitant des ennemis imaginaires. Ou de tenter, par une sorte de nostalgie instrumentale, de remobiliser la gauche. Plutôt de reconnaître que, lorsque le fascisme idéologique se mue en mouvement de masse, il est déjà trop tard pour empêcher son ascension.

Les crises du capitalisme sont son carburant. À la fois cycliques et chroniques, la financiarisation à outrance et les privatisations leur apportent des résolutions temporaires. Jusqu'à ce que la crise devienne totale, permanente. Le système tout entier se débat alors avec ses contradictions internes et se radicalise pour relancer un nouveau cycle d'accumulation. Les élites économiques finissent par fausser compagnie à la démocratie libérale qu'elles prétendaient jusqu'alors chérir et se rallient à des mesures de plus en plus autoritaires. C'est dans ce chaos – le nôtre aujourd'hui – que les germes du fascisme prolifèrent. Pour le dire avec les mots du bolchévique Karl Radek, la dictature fasciste s'apparente à «*des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme*». <sup>2</sup> Aujourd'hui, la crise écologique vient encore épaissir les incertitudes quant aux trajectoires que le grand capital et l'extrême droite choisiront d'emprunter. Mais elle ouvre aussi de nouvelles brèches pour les combattre. Illustration avec trois places fortes, comme autant de cibles stratégiques que le camp de l'émancipation sociale s'est donné pour objectif de démanteler.



# L'INDUSTRIE FOSSILE



## LA COLLUSION

Si le cœur de l'extrême droite bat pour les énergies fossiles et l'extractivisme, c'est d'abord parce que ce type de productions s'accorde parfaitement avec l'imaginaire nationaliste: les ressources pétrolières, minières ou forestières peuvent être vues comme un héritage millénaire, une richesse territoriale, un stock miraculeux participant de la puissance de la nation. Il faut donc pouvoir les exploiter sans restriction et garder loin d'elles les hordes étrangères qui les convoitent. En revanche, «les énergies renouvelables [...] relèvent des flux d'énergie: un pouvoir qui va et vient, brille puis s'estompe, souffle puis ralentit, accélère puis s'arrête sans jamais se pétrifier ni se concentrer dans une zone géographique précise», éclaire le Zetkin Collective dans l'ouvrage de référence *Fascisme fossile* (La Fabrique, 2020), pour expliquer la haine farouche que voue traditionnellement l'extrême droite aux énergies éolienne et solaire, par nature inappropriables.

Identifié comme l'un des principaux responsables du réchauffement global, le capital fossile incline quant à lui naturellement vers les idées climato-négationnistes et l'appui militaire de régimes impérialistes pour préserver ses profits. Les industriels pétroliers sont aussi passés maîtres dans l'art d'instrumentaliser la pénurie, de saboter leur propre production, d'organiser la rareté afin de faire grimper artificiellement les prix<sup>3</sup>. Une convergence d'intérêts se dessine alors avec les partis fascistes. Ceux-ci ont fait du mécontentement des classes moyennes paupérisées leur fonds de commerce. Un coût de l'énergie qui flambe et un pouvoir d'achat en berne sont autant de prétextes pour dresser des masses entières contre des ennemis fantasmés (lire notre article p. 48), et se hisser au pouvoir. Sauf si...

## LA RIPOSTE

... les cartels et magnats de l'énergie fossile sont dépossédés de leurs pouvoirs de nuisance. En France, les travailleurs ont récemment montré qu'ils étaient en mesure de faire plier les pétroliers. À l'automne 2022, un mouvement social éclate dans les raffineries et dépôts de carburants pour obtenir des augmentations de salaire. Les ruptures de stock dans les stations-service paralysent rapidement le pays, alors que le mouvement s'élargit aux transports, à la fonction publique et aux étudiants. Après avoir annoncé son refus de dialogue malgré les suppliques du gouvernement français, la direction de TotalEnergies consent au bout de plusieurs semaines à négocier avec les syndicats.

En 2020, à la raffinerie de Grandpuits, le pétrolier était déjà parvenu à faire naître, malgré et contre lui, une alliance inédite entre raffineurs et écolos. À l'origine, un plan social de 700 emplois maquillés en plan de reconversion «verte» pour produire du biocarburant – un cas d'école de *greenwashing*. Le mouvement social fournira alors la preuve que les salariés du secteur pétrolier sont porteurs d'alternatives véritablement écologiques, pourvoyeuses d'emplois durables.

# LES INDUSTRIES MILITAIRE ET NUMÉRIQUE



## LA COLLUSION

Certaines franges de la bourgeoisie capitaliste soutiennent plus ouvertement que d'autres l'extrême droite. Contrairement à l'industrie extractiviste, la Silicon Valley est beaucoup plus en phase avec la «paix sociale» de façade et l'esprit d'ouverture portés par la démocratie libérale. Mais lorsque l'industrie du numérique s'hybride avec l'industrie militaire, ses intérêts s'en retrouvent profondément altérés. Un homme incarne cette fusion: Elon Musk. Le PDG de SpaceX n'a fait ces dernières années qu'intensifier ses relations avec l'armée américaine, notamment grâce au réseau satellitaire Starlink déployé lors de la guerre en Ukraine, qui a permis d'améliorer la connectivité des avions de combat et des drones. Une technologie saluée par Donald Trump, qui y voit un avantage stratégique majeur face aux projets chinois et russes, parfaitement alignée, du reste, avec son objectif d'investir dans la cyberguerre. C'est donc sans surprise qu'Elon Musk s'est retrouvé parmi les principaux soutiens du candidat républicain lors de la dernière présidentielle américaine, puis récompensé de ses efforts par un poste de ministre à «l'efficacité gouvernementale».

Traditionnellement, l'industrie militaire aura d'ailleurs tendance, en période de crise, à soutenir une prise de pouvoir fasciste, c'est-à-dire à parier sur un État ultra-nationaliste, autoritaire et agressif sur le plan international. Elle escompte alors relancer ses activités et ses profits grâce à des commandes publiques et des contrats d'approvisionnement avec l'armée, mais aussi obtenir un blanc-seing pour mener la production dans ses usines à coups de trique – le rêve d'Elon Musk, qui a fait de la répression syndicale une vraie culture d'entreprise<sup>4</sup>. Et puis, les technologies développées pour un usage militaire, notamment dans le domaine de la surveillance, sont aussi très utiles pour mater les opposants politiques...

## LA RIPOSTE

... à moins d'aller taper ces industriels directement là où ça fait mal: au portefeuille. Le fiasco économique du rachat de Twitter par Elon Musk, réseau social qu'il a décidé capricieusement de rebaptiser «X», fournit un bel exemple de ce que la détestation d'un homme peut produire comme mouvement de masse – même si sa fortune a à peine été égratignée par la fuite massive d'abonnés et d'annonceurs. C'est aussi l'occasion de se remémorer le sens premier du mot «boycott». À l'origine, il désigne non pas le fait de s'abstenir d'acheter tel produit ou telle marque honnie, mais de bannir de la communauté un individu jugé responsable de pratiques anti-sociales. C'est ce qui est arrivé en Irlande en 1879 à un ex-militaire anglais du nom de Charles Cunningham Boycott. Chargé de percevoir des loyers terriens, il expulsait à la chaîne les fermiers incapables de payer. La communauté a alors décidé de se désolidariser totalement de Boycott: les ouvriers agricoles ne moissonnaient plus ses terres, les postiers ne livraient plus son courrier. C'est dans cet esprit que les marchandises produites dans des pays tenus par des gouvernements ségrégationnistes ont pu être ciblées, comme lors des campagnes internationales de boycott contre les régimes d'apartheid sud-africain et israélien.



# L'INDUSTRIE MÉDIATIQUE



## LA COLLUSION

Selon le militant libertaire Daniel Guérin, le grand capital a procédé en deux étapes pour porter le fascisme au pouvoir dans les années 1930. D'abord, il a financé et armé des milices anti-ouvrières pour faire le ménage dans ses usines. Ensuite, il a alloué aux partis fascistes des ressources et des moyens publicitaires gigantesques pour qu'ils organisent leur propagande et se lancent dans la conquête des masses. «*La gauche fut le témoin médusé de ces techniques nouvelles. Ici encore elle se trouva handicapée, écrit Daniel Guérin. Ces méthodes d'agitation qui s'avéraient si rentables, elle ne pouvait – ou n'aurait pas dû – les faire siennes [...]. À force d'emprunter au fascisme, elle finit par lui ressembler. Elle s'exposa au risque que les foules ne fussent davantage sensibles à la propagande fasciste qu'à sa contrefaçon antifasciste.*»

Ces paroles nous alertent sur la nécessité de ne pas singer le fascisme en tentant à tout prix de lui emboîter le pas, par électoralisme, sur les sujets qu'il met à l'agenda – l'immigration, pour n'en citer qu'un. D'autant qu'aujourd'hui, les deux étapes décrites par Daniel Guérin n'en forment plus qu'une. Plus besoin de bandes armées pour réduire au silence le front écologique et social, puisque les médias réactionnaires sont désormais commissionnés pour brutaliser symboliquement écolos, immigrés, féministes et syndicalistes. Les exemples de cette collusion pleuvent ces derniers mois: citons le rachat par un quarteron de milliardaires (Bernard Arnault, Rodolphe Saadé, Vincent Bolloré, etc.) de l'École supérieure de journalisme Paris. Ou encore la propagande menée par le même Vincent Bolloré lors des élections législatives anticipées de 2024, mettant son empire médiatique (CNews, C8, Europe 1, Le JDD) en ordre de bataille pour faire accéder le Rassemblement national (RN) au pouvoir. À l'approche des fêtes, le pygmalion de l'extrême droite française tentait ensuite de réaliser un coup marketing en dopant la sortie du livre du président du RN, Jordan Bardella...

## LA RIPOSTE

... mais cette opération a donné lieu à une contre-offensive de plusieurs syndicats, organisations et collectifs, dont les Soulèvements de la terre, pour «*Désarmer le groupe Bolloré*». Une première mobilisation a eu lieu le 9 décembre, lors d'un «*furieux carnaval*» pour perturber l'assemblée générale de Vivendi, dont le tentaculaire groupe Bolloré est l'actionnaire principal. D'autres actions devraient suivre cet hiver, impliquant les réseaux de libraires et le travail quotidien des médias indépendants pour faire obstacle à la propagande d'extrême droite – rôle que s'est donné *Fracas* depuis sa fondation. Quitte à flirter avec le conflit d'intérêt, rappelons que le soutien à une presse libre, écologiste et au service du mouvement social est, aussi, une bonne manière d'agir contre la diffusion des discours fascistes! 🇫

1. Emmanuel Cugny, «*États-Unis: sous «l'effet Trump», les valeurs boursières américaines ont gagné 1 800 milliards de dollars*», *France info*, 19 novembre 2024.
2. Cité par Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Libertalia, 2014 [1936].
3. Vincent Ortiz, *L'Ère de la pénurie. Capitalisme de rente, sabotage et limites planétaires*, Les Éditions du Cerf, 2024.
4. Emma Bougerol, «*Tesla sape les conditions de travail et brise les grèves: exemple en Suède*», *Bastat*, 25 juillet 2024.

## SOYEZ GREENZ !



Bandes Détournées. Comic original : Blue Beetle.



Des «fermes solaires» dans l'espace pour alimenter la Terre en électricité? Un *running gag* vieux d'un siècle, qui refait surface à intervalles réguliers aux États-Unis comme en Europe.

Cette promesse d'abondance, nourrie de fantasmes astronautiques, a pourtant peu de chances de devenir un miracle de géo-ingénierie: les résultats des expérimentations sont hasardeux, pour un coût financier et environnemental colossal.

# FERMES SOLAIRES UNE GUEULE DE BOIS DE L'ESPACE

texte IRÉNÉE RÉGNAULD

**BIO  
GRAPHIE**

Irénée Régnauld est consultant spécialiste des technologies numériques et co-auteur d'*Une histoire de la conquête spatiale. Des fusées nazies aux astrocapitalistes du New Space* (La Fabrique, 2024). Il a cofondé le collectif de réflexion technocritique Le Mouton numérique et tient, depuis 2014, le blog *Mais où va le web ?*.

Cela y est, c'est fait, Donald Trump est de nouveau président des États-Unis. Et, ça n'aura échappé à personne, l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, n'y est pas pour rien. L'alliance est féconde: sur son réseau social «X» (ex-Twitter), mis au service de la campagne du Républicain, Musk s'est lâché des mois durant, allant jusqu'à écrire que voter pour Trump allait paver la route à une humanité multi-planétaire<sup>1</sup>. On peut trouver mille raisons de moquer les lubies du multi-millionnaire, mais il y a un piège dans lequel il ne tombe pas: celui des «fermes solaires» (ou *Space-based solar power*), des panneaux solaires géants mis à poste dans l'espace pour électrifier la Terre. Une vieille idée, «la plus stupide qui soit» selon Musk, remise au goût du jour décennie après décennie, y compris en Europe, illustrant une règle dont le secteur astronautique, plus que tout autre, garde le secret: «On sait que ça ne marche pas vraiment, mais on le fait quand même.» Comme souvent en matière astronautique, le passé éclaire le présent. Les agences spatiales regorgent de cartons bourrés d'archives et d'études de faisabilité de tout type, de sorte que rien de nouveau n'émerge réellement sous le soleil. Dans son autobiographie publiée en 1925, Konstantin Tsiolkovski, père de la cosmonautique moderne, s'imagine «pénétrer l'espace infini» pour capter l'énergie du soleil, ce qui n'a rien d'un détail tant les trouvailles des «pionniers» servent d'argument d'autorité dans le milieu. Dans les années 1960 en URSS et aux États-Unis, l'idée fait son chemin. Dans un article publié dans la revue *Nature* en 1968, l'ingénieur Peter Glaser propose de placer en orbite géostationnaire (à 36 000 km de la Terre) des panneaux solaires géants qui renverraient de l'électricité sous forme de micro-ondes à des stations terrestres. Il promet que 25 % des besoins énergétiques des États-Unis pourraient être ainsi couverts<sup>2</sup>. Il faut dire que l'orbite géostationnaire a le vent en poupe:

au même moment, l'armée et la Nasa travaillent sur des miroirs géants (600 mètres de diamètres) capables d'illuminer la jungle vietnamienne pendant la nuit, mais ne nous égarons pas. À partir des années 1980, de multiples études sont engagées dans plusieurs pays, ne débouchant sur rien. Ces infrastructures mesurant jusqu'à 10 km de long et 5 km de large séduisent, mais les évaluations piétinent: trop chers, trop gros, de tels projets nécessiteraient des fonds colossaux et des technologies qui n'existent pas encore vraiment: poubelle<sup>3</sup>.

## COMMENT ON RETOMBE DANS LE PANNEAU

Si ça ne marche pas, alors pourquoi ces projets refont-ils surface? Il y a certes des raisons objectives, parmi lesquelles l'amélioration du rendement des panneaux solaires, de la transmission de l'énergie entre l'espace et la Terre, ou encore la baisse du coût des lancements de fusées. Et surtout, l'argument central reste inchangé. Dans l'espace, il n'y a pas de nuages et – c'est bien pratique – le soleil n'envoie pas de factures: l'abondance est à portée de main.

Dès lors, les expérimentations fleurissent: le «Space solar power demonstrator» du California Institute of Technology permet de valider un démonstrateur en 2023, lequel transmet notamment l'électricité «sans fil» au sol (pour allumer une LED). En Europe, le projet «Solaris» promet d'évaluer l'intérêt de telles technologies à l'horizon 2025. En ligne de mire, des panneaux de 1 km de long dans l'espace (ça va briller très fort), 6 km pour les récepteurs au sol. À la clé, «quelques millions d'euros» pour Thalès Alenia Space – l'Agence spatiale européenne n'étant pas très loquace sur le montant exact<sup>4</sup>. Des projets similaires sont menés en Chine et au Japon. Le doute reste cependant de mise. En 2024, la Nasa publie un rapport critique vis-à-vis des expérimentations en cours, pointant leur coût «12 à 80 fois plus chers que les énergies

renouvelables terrestres». Pas de quoi désarçonner les nombreux lobbys enthousiastes qui montent aussitôt au créneau, arguant que la fusée «Starship» (d'Elon Musk!) fera drastiquement baisser les coûts<sup>5</sup>. Comme d'autres fascinantes promesses spatiales, les fermes solaires risquent de décevoir. Des physiciens s'y sont penchés: l'empreinte au sol est immense (des kilomètres carrés pour recevoir le flux de micro-ondes descendant – soit l'équivalent de centrales terrestres de puissance égale<sup>6</sup>), le coût environnemental largement conditionné par la multiplication de lancements de fusées, dont les impacts sont mal documentés. Un récent rapport du collectif. Pour un réveil écologique soulevait d'ailleurs cette contradiction: interrogé sur son impact environnemental, Thalès Alenia Space a refusé de leur répondre, mais joue la carte de la transition climatique et du «zéro carbone» dans un pari hasardeux qui «devrait nous encourager à davantage de prudence»<sup>7</sup>. Alors oui, ce n'est pas parce que les promesses ont la vie dure qu'elles ne se réalisent jamais, mais une fois n'est pas coutume, ce coup-ci, on pourrait peut-être écouter Elon Musk. **F**

1. «I think @realDonaldTrump winning makes a big difference in humanity getting to Mars and making life multiplanetary», sur X, le 30 octobre 2024.
2. Alexandra Dorozinsky, «La colonisation de l'espace», *Science & Vie*, n° 728, mai 1978.
3. Lucien Deschamps, «Les centrales solaires spatiales des années 1900 à demain», *Bulletin d'histoire de l'électricité*, 2000, vol. 35.
4. Antoine Meunier, «TAS va mener l'étude sur Solaris», *La chronique spatiale*, 24 juillet 2023.
5. Jeff Foust, «Nasa report offers pessimistic take on space-based solar power», *SpaceNews*, 19 janvier 2024.
6. Emmanuelle Rio, François Graner, Roland Lehoucq, «Des centrales solaires dans l'espace: une fausse bonne idée pour lutter contre le changement climatique», *The Conversation*, 12 février 2023.
7. Pour un réveil écologique, «Rapport sur le secteur spatial», janvier 2024.



DANS LES MONTAGNES DU DOUBS,  
UNE STATION EN RECONVERSION

# SKI C'EST PASSÉ



L'un des télésièges de Piquemiette, dans la station de Métabief (Doubs), définitivement fermé.



Face au manque d'enneigement, la station de ski de Métabief, dans le Doubs, a décidé d'anticiper la fin du ski alpin à l'horizon 2030.

Un exemple d'adaptation au changement climatique. Mais sur le terrain, cette transition s'opère parfois brutalement, sur fond de graves difficultés financières.

C'est vrai qu'il y a plus animé que Métabief un dimanche matin d'automne. Le vent est glacial, les boutiques sont fermées. Les loueurs de ski profitent d'un dernier répit: mi-novembre, il n'y a encore personne dans cette station de moyenne montagne du Doubs. Tout au bout du village, là où les skieurs patientent habituellement devant les télésièges, des enceintes usées font résonner un tube disco, comme si quelqu'un avait oublié de l'éteindre. «*Il faut juste que la neige tombe pour que tout se transforme!*», s'exclame un artisan du coin, qui profite de pouvoir encore garer sa voiture facilement, avant la sur-fréquentation hivernale.

Quand tombera-t-il, cet «or blanc»? À Métabief, les flocons de neige ont fait la fortune de nombreuses familles, depuis les tout débuts de la station en 1953. Mais les habitants le disent tous: autrefois, l'hiver commençait le 15 novembre et s'achevait le 15 mars. Cédric, l'artisan, se rappelle avoir patiné gamin sur le lac d'à côté, entièrement gelé. Aujourd'hui, il a 50 ans et la scène paraît inimaginable. L'hiver dernier, il a fait tellement doux que les photos de la station ont fait le tour de la région: on y voyait des skieurs agglutinés sur une fine bande de neige artificielle et boueuse. «*Ceux qui ne croient toujours pas au réchauffement climatique devraient simplement jeter un œil par leur fenêtre...*»

Face à ce constat, le Syndicat mixte du Mont d'Or (SMMO), l'entité qui gère le domaine, a fait en 2020 une annonce fracassante: il n'y aura plus de ski alpin à Métabief à l'horizon 2030-2035. La station préfère anticiper sa propre fin. Composé de représentants du conseil départemental et des communes alentour, le SMMO a donc acté la disparition d'une des activités touristiques emblématiques du Haut-Doubs. La mesure – très médiatisée à l'époque – a fait l'effet d'un électrochoc. «*Ça n'avait aucun sens de continuer à investir dans une activité amenée à disparaître*», martèle Olivier Erard. C'est lui qui a fait le choix d'amorcer la transition, lorsqu'il était encore directeur de la station. Les prévisions indiquent qu'en 2030-2035, la limite d'altitude à laquelle la pluie se transforme en neige se situera entre 1 200 et 1 300 mètres. Périlleux pour un domaine skiable qui commence à 900 mètres et dont la piste la plus élevée débute à 1 400. «*On aurait eu l'air bien con, sans neige mais avec des télésièges flambants neufs*», répète souvent Olivier Erard.

### LE RISQUE DE «TRANSFORMER LA MONTAGNE EN PARC D'ATTRACTIONS»

En 2018, le SMMO fait le choix de renoncer à 15 millions d'euros d'investissements censés permettre le remplacement des remontées mécaniques vieillissantes. À la place, on rénove l'existant. L'idée? Accorder quelques années

# «ON AURAIT EU L'AIR BIEN CON, SANS NEIGE MAIS AVEC DES TÉLÉSIÈGES FLAMBANTS NEUFS»

de sursis supplémentaires au matériel de la station, le temps de se retourner, en misant sur d'autres sources de revenus. Désormais, les loueurs de ski se diversifient, proposent des VTT ou des accessoires de trail, deux activités accessibles l'été via les télésièges. La boutique Eyja Sport, ouverte il y a quatre ans dans le centre de Métabief, dégage par exemple 60 % de son chiffre d'affaires en «hors neige». Le gérant, 35 ans, explique n'avoir jamais vraiment eu d'illusions: «*On savait très bien en rachetant ici qu'on allait devoir s'adapter au réchauffement climatique.*» Comme dans d'autres coins de moyenne montagne, la promesse d'une «station quatre saisons» – qui fonctionne toute l'année, avec ou sans neige – est devenue un argument de marketing territorial. Même si, en réalité, «rien ne peut remplacer le ski», reconnaît Olivier Erard, bien au fait de la *cash machine* que peut représenter une station dans un territoire rural. En guise de fuite en avant, la tentation est grande de multiplier ce qu'il appelle les «attractions

Jérôme Tyrode sur sa moto neige flambant neuve.



Dans cette partie du domaine, les canons à neige ont été installés en 2019.



à couillons»: tendre une tyrolienne géante, construire un parc thématique... En gros: «transformer la montagne en parc d'attractions». L'alternative? «Désintoxiquer le territoire.» Faire en sorte que le domaine de la station ne soit plus le seul endroit où s'entassent les touristes. Car la disparition du ski crée paradoxalement un risque de surfréquentation du massif. Dans une station, les pistes balisées ont au moins le mérite de concentrer les nuisances au même endroit. «L'idée, ce n'est clairement pas que l'on se retrouve avec le même nombre de vttistes que de skieurs... sinon ce serait une catastrophe pour la biodiversité!», alerte Lucie Brelet, doctorante à l'Université de Nîmes. Au côté du SMMO, elle réalise un travail de recherche en psychologie environnementale et sociale, pour anticiper les potentiels conflits locaux liés à la transition de Métabief. L'un des principaux écueils possible est de «diluer» les activités sportives sur l'ensemble du massif. En clair:

plutôt que d'avoir un nombre important de skieurs au même endroit, se retrouver avec des petits groupes de cyclistes ou de randonneurs partout dans la montagne. Les conséquences pourraient être catastrophiques pour des espèces menacées comme le Grand tétras, oiseau emblématique des forêts jurassiennes. «Surtout que les habitants qui connaissent les lieux considèrent que les aménagements touristiques ne sont pas faits pour eux. Ils risquent donc de s'enfoncer encore plus loin dans les zones protégées», avertit Lucie Brelet.

Après avoir prêché dans le désert, les écologistes du coin se sentent désormais un peu plus écoutés. «Enfin! Les consciences bougent...», lâche Christophe Morin, le président de la Commission de protection des eaux, du patrimoine, de l'environnement, du sous-sol et des chiroptères de Franche-Comté (CPEPESC) – organisation fondée en 1976 et farouche opposante à la station ces dernières années.

Il ajoute immédiatement: «Mais quel gâchis quand même!». Car selon la CPEPESC, la transition s'est faite trop tard. Surtout: l'association dénonce le gigantesque chantier de retenue collinaire réalisé au sommet d'une montagne en 2013 pour approvisionner la station en neige artificielle. L'association a même fait condamner le SMMO en première instance par le tribunal de Besançon, pour dégradation de l'habitat d'une espèce protégée. À l'époque, 80 000 m<sup>3</sup> de roches sont concassés pour former deux barrages et créer un réservoir de plus de 100 000 m<sup>3</sup>, uniquement dédié à la neige de culture. Montant de l'investissement: environ six millions d'euros. «Autant d'argent qui aurait pu servir à la transition», déplore Christophe Morin.

### UNE PERTE DE PRÈS DE TROIS MILLIONS D'EUROS

En parcourant les archives de la presse locale, un détail saute aux yeux. Sur les photos, la personne qui vante les mérites de la neige de culture en 2013 est la même que celle qui décrète la fin du ski quelques années plus tard. En l'occurrence, Olivier Erard, l'ancien directeur. Dans un entretien accordé en novembre 2016, on le devine encore très enthousiaste, annonçant à nouveau plusieurs millions d'euros d'investissement, promettant encore plus de neige artificielle et un tout nouveau restaurant d'altitude<sup>1</sup>. «Je me suis fait embarquer par le système, concède-t-il aujourd'hui. C'est le principe d'un modèle économique dominant: j'étais pris dans l'impératif de faire tourner la boutique.» Surtout que dans un premier temps, les investissements sont un succès. Les canons à neige permettent la relance du ski alpin, l'activité commerciale atteint des niveaux record. Certains hivers, ensoleillés et copieux en neige (2014-2015 par exemple), maintiennent l'illusion que Métabief tiendra facilement jusqu'en 2050. «Aujourd'hui, je me dis que ça n'a pas été inutile... passer pour le sauveur de la station m'a donné la légitimité suffisante pour amorcer la transition.»

D'autres ont le sentiment d'avoir été sacrifiés dans ce revirement. C'est le cas à Piquemiette, une partie du domaine isolée, située sur le versant opposé au village de Métabief. Une petite enclave, moins fréquentée, tout près de la Suisse. C'est ici que se trouvait la seule piste noire homologuée dans le Doubs. Elle n'ouvrira plus, le nouveau directeur de la station ayant annoncé la fermeture précoce de 30 % du domaine en septembre 2024, à quelques semaines du début de la saison. «Regardez, les canons à neige sont tout récents!», montre Jérôme Tyrode depuis la terrasse de son restaurant, le Chalet du pisteur, petit établissement posé au milieu des pistes, dans lequel les skieurs venaient engloutir un sandwich à moins de 5 euros. Ici, les pistes ont été raccordées à la neige de culture il y a cinq ans à peine.

Jérôme Tyrode dénonce une gestion totalement incohérente: «Ce n'est pas une transition, c'est un fiasco total! Et en plus, on nous fait maintenant passer pour des idiots incapables de s'adapter au changement climatique.»

Il explique avoir fait des travaux avec l'arrivée des canons, pour suivre le rythme de la station jusqu'en 2030. 80 000 euros investis dans le vent. Pour justifier cette fermeture brutale, le SMMO évoque les graves difficultés financières causées par le catastrophique hiver 2023-2024. Près de trois millions d'euros de perte, du jamais-vu. Il y a aussi l'épidémie de Covid, puis l'inflation, qui a fait grimper les coûts. Sans compter la cure de rigueur budgétaire annoncée dans les collectivités locales... Jérôme Tyrode, lui, se demande plutôt pourquoi la station s'entête à dépenser de l'argent dans l'entretien du tremplin de Chauv-Neuve, une grande rampe dédiée au saut à ski. Un endroit prestigieux qui a vu s'entraîner de grands champions, mais qui n'accueille plus de Coupe du monde d'hiver depuis 2019.

### «C'EST PAS LES ALPES, ICI!»

La nuit vient de tomber, le vent est devenu infernal, mais toujours pas de neige. Jérôme Tyrode et quelques copains passent chercher Aimé Sandona («appelez-le Mémé»), celui qui, à 71 ans, tient la seule boutique de location de ski sur cette partie du domaine. La joyeuse équipe va boire un pot. À Piquemiette, ils sont à peine trois commerçants. Beaucoup s'inquiètent pour leur survie et une pétition contre la fermeture a réuni des milliers de signatures. Que feront-ils après le ski? «C'est vrai que je pourrais transformer le magasin en appartements, les louer cher aux frontaliers qui travaillent en Suisse», lâche Mémé. Il dit ça sans y croire. On le sait trop heureux de côtoyer ses clients, des habitués («Lui, son père venait déjà ici!»), tout en proposant aux plus courageux un fond d'alcool de gentiane dans l'arrière-boutique. Autour du bar, tout le monde se refait l'histoire de la station. «On ne va peut-être plus avoir de neige... mais on se sera bien marré», conclut Jérôme Tyrode dans un grand rire, comme pour conjurer cette vilaine nostalgie qui écrase parfois Mémé. La fermeture annoncée de Métabief, c'est aussi, un peu, la fin d'un mythe: celui d'un ski familial, populaire et accessible à tous. «C'est pas les Alpes, ici!», est l'une des phrases que l'on entend le plus, en référence à ces immenses stations de haute montagne aux tarifs très élevés, qui drainent une importante clientèle étrangère. Et qui, elles, ne sont pas prêtes d'envisager leur fermeture. **G**

1. Franck Roussel, «Métabief: 13 millions d'euros pour Piquemiette», *L'Est Républicain*, 17 novembre 2016.



ARCELORMITTAL



QUAND  
LES OUVRIERS  
LUTTENT  
POUR LA  
TRANSITION



Depuis quelques années, des syndicats du géant de la sidérurgie s'emparent de la question environnementale en la liant aux enjeux de sécurité, de santé, de sauvegarde de l'emploi. Des revendications de transition industrielle décarbonée auxquelles le groupe, l'un des premiers pollueurs de France et grand bénéficiaire d'investissements publics, reste sourd.

texte SOPHIE BOUTIÈRE-DAMAHI





« **A** vant, les salariés se disaient sans problème qu'ils allaient mourir plus jeunes que les autres. Aujourd'hui, ils ne l'acceptent plus », constate Maître Julie Andreu. Le 17 juin dernier, l'avocate marseillaise, spécialisée dans le droit environnemental, accompagne une poignée de travailleurs de l'usine ArcelorMittal de Fos-sur-Mer devant le Conseil de prud'hommes. La requête est portée au nom de 250 salariés et sous-traitants, avec le soutien de la CGT et de la CFDT. Leur demande: faire reconnaître un « préjudice d'anxiété » causé par leur employeur et leurs conditions de travail. En cause, selon les syndicats, les manquements du géant de l'aciérie pour protéger ses ouvriers de l'exposition à des produits toxiques, dont certains sont cancérigènes. « Les salariés estiment que compte tenu de l'importance de l'exposition et du délai de latence, ils ont un risque important de développer une maladie et veulent agir avant que cela ne leur arrive », explique l'avocate. Car c'est sur une véritable poudrière sanitaire que vivent les 300 000 habitants du bassin de l'étang de Berre, situé quelques kilomètres à l'ouest de Marseille. Aux abords de la Camargue, la zone industrialoportuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer, aussi étendue que Paris intra-muros, accueille 200 usines, dont 23 classées Seveso. Chez les adultes qui habitent aux abords de la ZIP comme autour de l'étang de Berre, on observe deux fois plus de cancers, de diabètes et de cas asthmatiques que dans la moyenne française<sup>1</sup>. Parmi ces infrastructures industrielles, le site d'ArcelorMittal emploie 2 500 des 40 000 salariés de la ZIP, tout en étant l'un des plus pollueurs. Rien qu'en 2022, selon un rapport interne divulgué par les médias d'investigation *Marsactu* et *Disclose*, le deuxième sidérurgiste mondial aurait dépassé les limites légales d'émissions de particules fines dans l'air pendant 240 jours sur son site fosséen, soit près des deux tiers de l'année. Sur des kilomètres, les fumées noires chargées de produits toxiques sortent des torchères de l'usine et se répandent dans l'air. En juin 2023, l'inspection du travail ordonnait la suspension temporaire de l'activité de l'aciérie en raison de l'exposition des travailleurs à des agents cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR), un arrêté qui sera dans la foulée suspendu par le tribunal administratif de Marseille pour des raisons de procédure. S'imposant parmi les gros pollueurs en France, les deux grands sites d'ArcelorMittal à Fos-sur-Mer et Dunkerque concentreraient à eux seuls... 25 % des émissions industrielles de CO<sub>2</sub> sur le territoire métropolitain.

## OBJECTIF DÉCARBONATION

Et les salariés syndiqués, notamment à la CGT, de lier leurs conditions de travail à l'avenir industriel du groupe. Dans le Dunkerquois, le syndicat épingle un recul de la direction sur ses plans de décarbonation depuis l'été dernier, qui accuse un retard important pour tenir ses objectifs: « Ce qui se passe, c'est un scandale d'État, puisqu'ils touchent l'argent public. La dernière fois, Bruno Le Maire est venu (à l'époque encore ministre de l'Économie, ndlr) et m'a affirmé: "Monsieur, on a sauvé la sidérurgie française, on est repartis pour 50 ans!". Et puis six mois après, Arcelor nous annonce que les projets sont en standby », déplore Gaëtan Lecocq, secrétaire général de la CGT ArcelorMittal Dunkerque. Sur le site, 2 000 salariés sont déjà touchés par six jours de chômage partiel temporaire (jusqu'à fin 2024, tel qu'annoncé pour l'instant), le groupe sidérurgique mettant en avant des difficultés d'ordre concurrentiel et peinant à rester compétitif face à l'acier chinois. De quoi faire craindre aux salariés un *Florange bis*<sup>2</sup>. La CGT du Dunkerquois s'inquiète en effet de devoir subir une « année noire » pour l'emploi, et anticipe déjà l'instrumentalisation du plan décarbonation échafaudé par ArcelorMittal, qui pourrait servir d'écran de fumée pour réaliser des coupes dans ses effectifs français.

Au cœur du plan de relance France 2030, la décarbonation entend pourtant allier sauvegarde de l'emploi et transition écologique. Au total, l'État compte investir 5,6 milliards d'euros pour respecter l'engagement d'une réduction de 35 % des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de l'industrie entre 2015 et 2030. Pour ce faire, le gouvernement a promis une enveloppe de 850 millions d'euros de subventions à ArcelorMittal pour ses sites de Dunkerque (Nord) et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), et ce « malgré une stratégie de décarbonation imprécise et incomplète [...] ainsi que de multiples infractions environnementales ayant des conséquences néfastes sur les populations riveraines des mines et sites sidérurgiques du groupe », s'inquiète un récent rapport de Réseau Action Climat<sup>3</sup>.

Pour sauver le secteur, les syndicats se sont aussi saisis de la question de la décarbonation. Le 22 novembre 2019, la CGT d'ArcelorMittal réunissait 200 personnes au théâtre de Fos-sur-Mer à l'occasion d'un débat public sur les dégâts des émissions de carbone de l'usine. Répondent présent des militants écologistes locaux, des citoyens lambda, des



médecins-experts... Alain Audier, figure de la CGT à Fos-sur-Mer, délégué CGT au CSE d'ArcelorMittal Méditerranée, se trouve aux premières loges de la réunion: «On souhaitait agir de l'intérieur et pousser vers l'extérieur. [...] On a été contacté par des avocats de riverains concernés par la pollution, mais l'action judiciaire, pour nous, c'était le dernier recours. Par ailleurs, les actions et interventions des associations environnementales se multipliaient, on a compris qu'il se passait quelque chose à l'extérieur de l'usine.» Alors que de premières études font état de taux de cancers et maladies respiratoires deux fois supérieurs à la moyenne nationale dans le bassin de Fos-sur-Mer, la CGT de l'usine expose son «projet alternatif pour une usine éco-responsable», notamment le recyclage de ferraille de navires démantelés sur le port à proximité en coopération avec AscoMétal.

Le lendemain de la réunion, est fondé le Comité de surveillance de l'activité industrielle du golfe de Fos et son impact environnemental (CSAIGFIE). La CGT se taille une place privilégiée au sein de ses représentants, s'assurant 11 des 25 sièges du conseil d'administration aux côtés de sept élus, un médecin-expert, un citoyen, et cinq représentants d'associations<sup>4</sup>. Plusieurs groupes de travail sont montés, notamment sur le transport: «Par exemple, on avait pensé que les conteneurs déchargés sur le port de Fos pouvaient être transportés sur des trains plutôt que des camions [...], on s'était mis en relation avec les cheminots pour penser la question avec eux», illustre Alain Audier. Le Comité rencontre aussi l'agence régionale de santé (ARS) et se confronte au manque de transparence de l'impact sanitaire des industries du bassin, constatant notamment l'absence d'antenne de dépistage des maladies professionnelles pour le bassin de Fos.

Si le Comité est en sommeil depuis un an, son ancien président Alain Audier, désormais retraité, entend toujours trouver un successeur, bien que le climat actuel pousse davantage les salariés à porter des revendications urgentes, comme sur les salaires, alors qu'ArcelorMittal avance déjà des futures coupes dans les effectifs du site de Fos. Mais les syndicats ne se soucient pas uniquement de la santé des travailleurs et des salaires, ils poussent également en direction de la conversion écologique de l'appareil industriel... en vain.

À Dunkerque, faute de comité de surveillance des émissions, la CGT porte depuis 2010 un projet de filière



de production d'hydrogène pour capter le CO<sub>2</sub> des hauts-fourneaux. Une proposition ignorée par la direction d'ArcelorMittal. Celle-ci préfère, selon le syndicat, capter une partie du CO<sub>2</sub> émis par ses usines pour l'utiliser ensuite, «en partenariat avec Total», l'enfouir en mer du Nord pour faciliter l'extraction pétrolière: «Est-ce cela qu'on appelle le développement durable?», ironise la CGT dans son communiqué<sup>5</sup>.

## SYNDICALISME COMMUNAUTAIRE

«Aujourd'hui, tout est bloqué. On a l'impression qu'on va droit dans le mur. Si on ne fait pas nos projets de décarbonation, en 2030, on est morts», affirme Gaëtan Lecocq. Le syndicaliste pointe entre autres la stratégie historique du groupe qui, selon lui, «tire les usines jusqu'au bout et laisse crever les sites», tout en redirigeant ses investissements à l'étranger, dans des pays comme le Brésil ou l'Inde. Depuis le mois de juin, à Dunkerque, les salariés s'inquiètent de l'immobilisme de la direction dans ses projets de décarbonation. Parmi les projets en question, la mise en place de deux fours électriques, ou encore la rénovation du plus gros haut-fourneau d'Europe pour produire de l'acier vert. «J'ai interpellé le directeur d'établissement après un CSE, je lui ai demandé: "Mais vous allez faire quoi de ce pognon, si vous lancez pas les projets?" Il m'a répondu que si l'État finissait par leur demander de rembourser, alors ils rembourseraient», lâche le délégué CGT. Car, pour tenir l'objectif 2030, les projets devraient être amorcés avant 2026, ce qui semble loin d'être le cas, même si la direction d'ArcelorMittal assure que le plan de décarbonation n'est pas remis en cause.

«Quand on rencontre les politiques et qu'on leur explique ce qu'il se passe, ils tombent de haut, parce qu'ils pensaient que les projets étaient déjà lancés», rapporte Gaëtan Lecocq. Si ces derniers tardent à se mettre en place à Dunkerque, site phare du plan macroniste, à Fos aussi, le processus patine. L'usine sidérurgique tourne désormais à 50 % de ses capacités de production. De quatre millions de tonnes d'acier, la production stagne aujourd'hui à deux millions, malgré l'inauguration fin septembre d'un nouveau four de poche permettant de multiplier par cinq la part d'acier recyclé dans l'acier fabriqué.

Ça n'a pas empêché la direction d'ArcelorMittal d'annoncer une réduction d'emplois à venir de l'ordre de 10 % de ses effectifs. Les coupes dans les effectifs seront bien plus importantes, pronostique Alain Audier: «La seule volonté d'ArcelorMittal, c'est d'accaparer les aides de l'État. On a clairement l'impression d'un plan social déguisé.»

Timidement, la transition écologique devient un objectif de lutte des syndicats, et s'hybride avec d'autres inquiétudes, comme la santé au travail et la sauvegarde de l'emploi. Dans son ouvrage *Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail*<sup>6</sup>, Paul Guillibert évoque l'exemple de l'usine sidérurgique de Tarente, dans le sud de l'Italie (Pouilles). Dans cette ville de 200 000 habitants, le groupe ILVA emploie plus de 10 000 salariés. Comme à Fos-sur-Mer, en plus du CO<sub>2</sub>, les populations sont exposées aux pollutions toxiques et cancérigènes (dioxyde d'azote, dioxyde de soufre ou encore benzène). Dans les années 2000, de premières mobilisations s'organisent entre ouvriers syndiqués et organisations écologistes locales contre les pollutions industrielles. La lutte aboutit à la condamnation d'ILVA en 2012, jugée «coupable de catastrophe environnementale et de santé publique». Un exemple du «syndicalisme communautaire», dont la caractéristique principale est d'émerger et de s'organiser localement, initiative qui est rarement appréciée par les confédérations nationales, en proie à l'inertie et au dogmatisme. Confrontés aux positions productivistes de la FIOM<sup>7</sup>, plusieurs délégués ont par exemple été exclus après avoir dénoncé les crimes environnementaux de leur entreprise.

Ce syndicalisme «par la base» permet aussi de faire tomber les murs de l'usine, de nouer des alliances avec les habitants. Né de cette convergence à Tarente, le Comité de citoyen-nes et de travailleurs libres et réfléchis (Comitato Cittadini e Lavoratori Liberi e Pensanti CCLLP) intègre aussi des précaires, des étudiants, des intérimaires, des citoyens engagés et déploie un espace de connexion<sup>8</sup> où s'organisent, toujours aujourd'hui dans la ville, les luttes communes entre écolos et travailleurs exposés aux risques sanitaires de l'aciérie.

## CONVERGENCE DES LUTTES

Retour à Fos-sur-Mer, d'où jaillissent des espoirs de développement d'un mouvement social semblable à celui des Italiens. «C'est un mouvement qui va faire des petits, s'enthousiasme M<sup>e</sup> Julie Andreu. Les salariés ont envie de faire bouger les choses



# «SI ON NE FAIT PAS NOS PROJETS DE DÉCARBONATION, EN 2030, ON EST MORTS»

— GAËTAN LECOCQ

et n'accepteront pas ce que leurs parents et grands-parents ont enduré.» En 2020, l'expérience de la raffinerie TotalEnergies de Grandpuits (Seine-et-Marne) avait déjà montré la voie. À l'époque, TotalEnergies annonce la fermeture des capacités de raffinage de Grandpuits pour les délocaliser et reconvertir le site en usine de production de biocarburants et de bioplastiques. La grève des travailleurs permet une première alliance des syndicats, notamment de la CGT, avec des ONG écologistes pour dénoncer le greenwashing de Total, alors que 700 emplois menacent d'être supprimés sous couvert de plan de reconversion écologique.

Problématique encore plus prégnante dans le bassin fosséen, alors que les recours en justice se multiplient. En 2019, un collectif de 14 riverains fosséens entamait une procédure au civil contre plusieurs industriels de la ZIP (ArcelorMittal, Esso, Kem One et DPF) pour «troubles anormaux du voisinage» causés par la pollution. Parmi les plaignants, Sylvie Anane réside à Fos-sur-mer. Depuis son jardin, les cuves de pétrole grignotent l'horizon. Et la Fosséenne de se demander si elles ne grignotent pas aussi sa santé: tumeur à l'ovaire, diabète, cancer de la thyroïde puis cancer du sein... À 57 ans, elle multiplie les comorbidités.

Elle meurt en 2021 des suites de ses cancers et affections cardio-vasculaires. En juillet 2022, le tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence rend sa décision aux riverains plaignants. Selon les magistrats, le trouble existe et la causalité est à mi-mot avouée, avant d'être balayée par une sibylline double négation: «La qualité de l'air dans la région de Fos-sur-Mer est la conséquence de choix effectués au fil des années par les acteurs publics et privés. Il s'en déduit que les troubles dénoncés doivent être considérés comme ne présentant aucun caractère anormal.»

«Ils nous disent qu'en gros, c'est "acceptable" à Fos, alors que partout ailleurs ça ne le serait pas. Mais ici ça l'est, parce qu'il y a eu un choix étatique d'installer ces usines ici», avance M<sup>e</sup> Julie Andreu. En 2021, ArcelorMittal a été condamné à verser 30 000 euros à l'association France Nature Environnement (FNE) pour 36 infractions environnementales liées aux rejets polluants. À Dunkerque, le groupe est aussi responsable de pollutions des eaux dues à des dérives répétées de concentration en légionelles dans le réseau public<sup>9</sup>.

Le coût social de l'impact sanitaire d'ArcelorMittal dans le Dunkerquois est ainsi estimé à 1,5 milliard d'euros par l'agence européenne pour l'environnement (AEE). Un ras-le-bol qui interroge le rôle des autorités: «ArcelorMittal connaît la loi, les règles, mais fait comme si de rien n'était.

On a une impression de surpuissance de ce groupe. Et les autorités, à part de ponctuels arrêtés de mise en demeure, ne font pas grand-chose», ajoute l'avocate marseillaise qui dit se préparer à déposer une requête pour «carence fautive de l'État» contre le préfet des Bouches-du-Rhône.

Après plusieurs mois d'alerte, ArcelorMittal a confirmé, lundi 25 novembre, la fermeture de ses centres de services de Reims et de Denain. Au total, 135 emplois sont concernés, dont ceux des équipes de Denain qui avaient pourtant été mises à l'honneur cet été pour avoir fabriqué les anneaux olympiques accrochés sur la tour Eiffel. Comme sur le site de Dunkerque, les salariés du site étaient déjà confrontés au chômage partiel depuis deux ans. **E**

1. Selon une première étude participative de 2017 menée par l'équipe FOS EPSEAL et la sociologue américaine Barbara Allen.
2. Le 30 novembre 2012, après leur mise en sommeil pendant un an, la fermeture des hauts fourneaux d'ArcelorMittal à Florange (Moselle) conduit à la suppression de 629 emplois.
3. Réseau Action Climat, «La difficile mutation de l'industrie française», juillet 2024.
4. Le Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE), l'Association de défense et de protection du littoral du golfe de Fos (ADPLGF), l'Association de Défense des Victimes des Maladies Professionnelles de l'Ouest de l'Etang de Berre (Adevimap), l'Institut Écociroyen (association montée en 2010 par des citoyens pour analyser la teneur en particules ultra fines de l'air, une première en France) et Alternatiba.
5. Communiqué CGT ArcelorMittal, «Décarbonation du site d'ArcelorMittal Dunkerque: La CGT a des choses à dire... et à réclamer!», 10 février 2023.
6. Paul Guillibert, *Exploiter les vivants - Une écologie politique du travail*, Éditions Amsterdam, 2023.
7. La FIOM est la fédération de la métallurgie de la CGIL, la Confédération générale italienne du travail (une des plus importantes confédérations syndicales en Italie, fondée en 1944 et historiquement proche du Parti Communiste Italien).
8. Alberto De Nicola et Biago Quattrocchi, «Sindacalismo sociale, Lotte e invenzioni istituzionali nella crisi europea», Ed. Deriveapprodi, 2016.
9. Pierre Leibovici, «ArcelorMittal visé par deux plaintes pour pollutions illégales à Dunkerque et Fos-sur-mer», *Disclose*, 23 mars 2023.



# LA BIO: UN CHAMP DE RUINES?



texte  
CHRISTOPHE OSMONT  
illustration  
MARINE BENZ

## BIO GRO PHIE

Ancien journaliste sportif, Christophe Osmont élève des vaches, des veaux et des cochons en bio dans sa ferme du domaine de La Guérie, située au cœur du bocage normand où il s'est installé en 2014 avec son épouse et ses deux enfants. Militant écolo, il se démène localement pour faire bouger les lignes, et tient pour *Fracas* cette chronique où il relate son expérience de paysan et ses combats du quotidien.

# E

n 2023, la France a perdu 2 % de ses terres agricoles bio et en conversion vers la bio. C'est le terrible constat de l'Agence Bio, annoncé au printemps dernier<sup>1</sup>. Ce chiffre confirme ce que nous, paysans labellisés, ressentions depuis deux ans: l'agriculture bio connaît une grave crise. Elle a commencé à l'été 2021, par une baisse de la consommation de produits bio au sortir des confinements. Les cessations d'activité de fermes bio se multiplient et, pire encore, des producteurs se «déconvertissent», dégoûtés et séduits par un retour à la facilité de la chimie, à une agriculture moins respectueuse du vivant... et aussi moins contrôlée.

Devons-nous simplement acter le fait que le marché de la bio est arrivé à saturation et accepter la disparition des fermes bio comme une adaptation darwinienne? C'est ce que nous suggèrent, en creux, les personnes au pouvoir, qui considèrent que l'alimentation est un marché comme les autres. Cette vision a poussé à supprimer l'aide au maintien à l'agriculture biologique et à la réduction drastique des aides à l'agriculture biologique dans le plan stratégique national, déclinaison française de la politique agricole commune européenne (PAC) pour la période 2023-2027. Elles ont été fondées dans un «éco-régime»: une enveloppe aux critères d'accès tellement peu ambitieux que 95 % des agriculteurs, bio comme conventionnels, doivent se la partager. Les aides à la surface bio (hors conversion) ont ainsi diminué

en moyenne de 52 % en 2023 par rapport à 2022. Sur ma ferme, les aides de la PAC spécifiques pour la bio sont passées de 196 euros par hectare en 2022 à 97 euros en 2023.

## OBJECTIFS HYPOCRITES

La classe libérale macroniste a fait le choix de diriger les fonds vers la conversion à l'agriculture bio (350 €/ha), mais ceux-ci ne seront pas dépensés faute de candidats dans ce contexte de crise du marché: l'objectif affiché d'atteindre 18 % de surface agricole bio en 2027 paraît donc hypocrite. Les régions, qui ont en charge une partie de la politique agricole, ne se bousculent pas pour prendre le relais et réaliser ces objectifs. Quand nous, paysans bio, réclamons du soutien financier durable pour nous garantir un revenu digne sur le long terme, nous n'obtenons que quelques aides d'urgences pour combler les pertes liées à la crise, ou des financements pour réaliser des campagnes de communication. Comme si quelques affiches placardées sur des abribus pouvaient changer la donne.

Ivan Dufeu, économiste spécialisé dans la transition écologique à l'Université d'Angers, que je côtoie en comité de labellisation, constate un rejet récent et inédit de l'écologie et de la bio par les classes moyennes et aisées, concomitant avec la hausse du vote RN dans ces catégories. Selon lui, «ce rejet s'explique par le refus de changer de mode de vie et de renoncer à ce qu'ils perçoivent comme un confort». Ses propos confirment mon opinion: nous ne pouvons et ne devons pas faire reposer le changement nécessaire du mode de production dans nos sociétés sur les comportements individuels. Nous, paysans bio, ne voulons pas proposer nos produits aux seuls consommateurs fortunés et/ou engagés. La grande distribution veut nous enfermer dans cette case en appliquant des marges plus importantes sur les produits bio (les fruits et légumes bio y sont 13 % plus

cher qu'en circuits courts<sup>2</sup> et en les retirant des rayons quand l'inflation augmente – la baisse du chiffre d'affaires des produits bio en supermarché (-5,1 % entre août 2023 et août 2024 selon Circuits Bio) s'explique d'abord par la réduction de l'offre qui y est pratiquée (-8,8 %).

## LA BIO N'EST PAS UN ALIBI

La bio est une réponse aux dérives de l'agriculture chimique et industrielle. Elle atteint des objectifs que nous devons nous fixer en tant que société: préservation de la biodiversité, de la santé, de la qualité de l'eau, réduction de la pollution, respect des êtres vivants quels qu'ils soient... Elle ne doit pas se contenter d'être une alternative au modèle dominant, un alibi pour ne rien changer sous prétexte que les consommateurs ont le choix, comme l'affirme l'Atelier paysan dans le formidable *Reprendre la Terre aux machines* (Seuil, 2021): «Un secteur ne peut pas se trouver transformé par une création de niches commerciales. Il faut se donner d'autres moyens [...] pour espérer le changement social nécessaire à une politique alimentaire plus démocratique.»

Parmi ces moyens, il y a la possibilité de mettre en place une sécurité sociale de l'alimentation, comme l'évoque l'Atelier paysan dans son manifeste. De nombreuses expérimentations naissent en France et l'idée est de plus en plus présente. Mais en attendant son avènement et afin d'éviter que ne se poursuive la catastrophique baisse de la bio dans la surface agricole, la puissance publique doit rehausser ses aides aux agriculteurs qui ont choisi de respecter ce cahier des charges exigeant et reconnu. Hausse de l'aide à l'hectare, paiements pour services environnementaux... Il est urgent de suppléer aux carences du marché. 🌱

1. «Les chiffres du bio. Panorama 2023», Agence Bio.
2. «Beaucoup moins chers en circuits courts», UFC-Que choisir, juillet 2024.



# RÉSEAUX D'EAU LA FUITE EN AVANT



On ouvre le robinet, on tire la chasse, et l'eau potable jaillit sans même qu'on y pense. Pourtant, elle passe par d'énormes infrastructures, sur lesquelles s'activent chaque jour en France 125 000 foreurs, chimistes, canalisateurs, chercheurs de fuites...

Un parcours intensif, aujourd'hui à bout de souffle.

texte CHRISTELLE GRANJA

**L**a Seine, un matin d'automne, dans le Val-de-Marne. Le débit est tranquille, la couleur du fleuve peu engageante. Depuis un sentier boueux qui longe la rive, on aperçoit une structure plongée dans l'eau, évoquant de grandes pailles de béton: il s'agit du site de prélèvement de l'usine d'eau potable de Choisy-le-Roi, propriété du Syndicat des Eaux d'Île-de-France, exploité

par Veolia Eau, l'un des poids lourds du secteur (qui n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations). 302 millions de litres sont aspirés ici chaque jour en moyenne. Moins de 24 heures plus tard, ils se retrouvent prêts à jaillir des robinets du 1,6 million d'habitants desservis par l'usine, de Noisy-le-Grand à Vincennes, de Thiais à Puteaux. Au passage, l'eau traverse quatre décanteurs, 53 filtres à sable, huit cuves d'ozonation, 16 ozoneurs,

12 filtres à charbon et 12 réacteurs UV (rien que ça!) avant d'être stockée dans des réservoirs ou des usines-relais. Elle parcourt des milliers de kilomètres de réseaux souterrains, parfois aériens.

**«LE FOREUR  
PEUT Y RESTER»**

Et à chaque étape, des humains s'activent. Nathan (le prénom a été changé), la vingtaine, a travaillé

en tant que chimiste à l'usine de Morsang-sur-Seine. Propriété de Suez, autre mastodonte du secteur, elle est l'une des plus grosses d'Europe, et pompe elle aussi dans la Seine. «*Sur site, on porte combinaison et masque à gaz, car on est en contact avec de la soude, de l'ozone, et d'autres gaz qui peuvent tuer*», détaille tranquillement le jeune homme. Il faut dire que la Seine n'est pas plus propre qu'elle en a l'air: son estuaire reçoit les rejets de 30 % de la population française (18 millions d'habitants), de 40 % de l'industrie nationale, et les pollutions diffuses de 25 % de l'agriculture nationale... Alors pour rendre son eau potable, «*les procédés sont lourds*», résume Nathan. Ce n'est toutefois pas l'ozone qui lui a fait quitter l'usine: «*Avec mon niveau d'études, j'aspirais à être mieux payé.*» Potabiliser une eau dans laquelle il est interdit de nager n'est pas la solution la plus courante: 68 % de l'eau potable vient des nappes souterraines. Pour y accéder, il faut creuser, un peu partout: 31 000 points de captage sont disséminés sur tout le territoire. Tony Machado travaille pour la société Forasud. Quand son camion-grue et son 26 tonnes équipé d'un mât de huit mètres arrivent sur site («*dans le forage, tout est lourd*»),

**«QUAND ON TROUVE UNE FUITE, ON ESTIME QUE TROIS AUTRES S'OUVRENT AILLEURS. C'EST UN PATRIMOINE QU'ON A LAISSÉ VIEILLIR»**  
— Cécile Faragoni

les villes ont souvent déjà installé des plateformes afin d'aplanir le terrain et de permettre l'accès des engins à la zone de captage. «*Les gros forages peuvent durer deux mois, on peut descendre jusqu'à 700 mètres.*» Dans ces cas-là, les équipes dorment cinq jours sur sept dans des hôtels ou Airbnb du coin. C'est l'un des inconvénients du métier: être sou-

vent loin de chez soi et toujours dehors, hiver comme été. Il y a aussi les dangers du sous-sol: quand le mât rencontre un fil électrique, «*le foreur peut y rester*». D'où l'intérêt du pilotage automatique, enclenché pour les premiers mètres, glisse Tony. Une fois l'eau trouvée («*ça fait comme un geyser, plus il y a de l'eau, plus c'est impressionnant*»), la quantité disponible est testée, puis la pompe est installée. Les différentes couches de sable, de gravier ou de roche qu'on traverse ces eaux souterraines sont autant de filtres qui vont faciliter le travail en usine, où un simple traitement par charbon actif et ultra-filtration élimine les polluants. Du moins, suffisamment pour respecter les normes en vigueur.

**«QUAND IL Y A UNE CASSE, ÇA FAIT UN BRUIT ÉNORME»**

Mais l'eau est encore loin de votre robinet. Elle va transiter par un réseau vieillissant de plus de 900 000 km<sup>2</sup> à l'échelle nationale. 19 % se perd en route (et jusqu'à 50 % dans certains territoires – les travaux coûtent cher). Aymeric Declerq est technicien en recherche de fuites, à la régie publique de l'eau de Grand Paris Sud. Quand

il gèle ou qu'il fait chaud, il en répare trois à quatre par jour. «*Mais quand on en trouve une, on estime que trois autres s'ouvrent ailleurs. C'est un patrimoine qu'on a laissé vieillir*», précise sa collègue Cécile Faragoni, cheffe de service ingénierie. À l'échelle de cette communauté d'agglomération, 1 200 km de réseaux et 67 000 branchements assurent la distribution de l'eau potable pour quelque 350 000 habitants. «*C'est énorme, mais on ne s'en rend pas compte. On est dans l'invisible... Jusqu'à ce qu'il y ait un problème!*» Dans ces cas-là, c'est Aymeric que l'on appelle. Il se rend sur les lieux avec sa mallette; à l'intérieur, une canne et des micros. «*On ne travaille quasiment qu'à l'écoute. Je dispose les micros de part et d'autre d'une vanne, et j'en place un au bout d'une canne que je plonge dans la canalisation. Nos réseaux sont à cinq bars de pression: alors quand il y a une casse, ça ne s'écoule pas doucement, ça fait un bruit énorme.*» Si l'environnement urbain est trop bruyant, Aymeric passe en horaires de nuit: à 4 heures du matin, les rues sont plus calmes. Parfois, il peut être alerté d'un risque de fuite par ses collègues de l'assainissement: «*Quand on voit beaucoup d'eau claire dans les égouts, c'est louche.*»

**«HABILLER NOS SALARIÉS EN COSMONAUTES»**

Une fois la fuite trouvée, les canalisateurs prennent le relais. Ils sont près de 32 000 en France à réparer, remplacer, et prolonger le réseau. Christophe Ruas est à la tête de SRC, l'une des nombreuses PME spécialistes. Il énumère les risques du métier: l'amiante n'est pas rare (dans certains départements, elle est présente dans 20 % du réseau), il faut alors «*habiller nos salariés en cosmonautes, avec des procédures très strictes*», pour déposer les anciens tuyaux et en poser de nouveaux, en fonte et en PVC, sous pression. Il y a aussi la canicule, «*vraie contrainte organisationnelle*», dit le patron de PME, qui vante toutefois un métier moins physique que par le passé, grâce aux aspirateurs et au matériel de levage, et où l'on débute à 2 000 euros nets. Malgré ces atouts, les canalisateurs «*souffrent encore d'une mauvaise image*». C'est pourtant grâce à eux que l'eau transite du réservoir jusqu'au lavabo de l'abonné, et du siphon jusqu'aux 22 704 stations d'épuration de l'Hexagone. Christophe Ruas en est persuadé, face à un risque de coupure d'eau

accru, la qualité de ce réseau va devenir un enjeu crucial dans les années à venir. «*Pour préserver la ressource en eau, on renouvelle le patrimoine. Mais nous sommes de plus en plus nombreux, et il y a de moins en moins d'eau...*», pointe Cécile Faragoni. Pour Julie Trottier, experte de l'eau au CNRS, le problème vient moins de l'augmentation de la population que de choix de société, et d'un mode de gestion de l'eau très énergivore – et aussi coûteux: 0,84 % du PIB. Un autre parcours de l'eau, plus sobre et moins polluant, est-il possible? Aujourd'hui, l'écart se creuse entre les cycles de l'eau naturels, déjà fragilisés, et ces infrastructures gigantesques dont nous sommes les héritiers. Choisir de jeter une partie de nos déchets dans l'eau potable, déverser notre pollution industrielle et agricole dans nos nappes et nos fleuves est pourtant loin d'être une évidence: c'est le résultat de choix, de batailles perdues (ou gagnées, selon d'où l'on se place). L'une d'elles a sans doute commencé en 1894, à Paris. Pour la première fois en France, une ville se dote du tout-à-l'égout, rappelle Fabien Esculier, coordinateur du programme Ocapl de l'École des Ponts ParisTech. C'est l'occasion de



© Grand Paris Sud. Chantier de renouvellement de canalisations sur le territoire de l'agglomération de Grand Paris Sud.



© Clotilde Arnaud. Travaux de canalisation menés par l'entreprise EHTP à Villeneuve (04).

# «QUAND LA DISPONIBILITÉ EN EAU DIMINUE, LE TOUT-À-L'ÉGOUT APPARAÎT DE MOINS EN MOINS ADAPTÉ. NOUS SOMMES ACTUELLEMENT À UN POINT DE RUPTURE»

recupérer une matière fertile: des décennies durant, les eaux usées sont valorisées dans des champs d'épandage aux alentours de la capitale, et on oblige alors les propriétaires à raccorder leurs immeubles au réseau. «*Mais dans les années 1960, contre l'avis de nombreux acteurs du ministère de l'Agriculture, la logique d'assainissement par station d'épuration va triompher, bien que plus coûteuse que l'épandage, et les engrais fossiles vont s'imposer, en partie financés par le plan Marshall.*» Pensé dans une logique d'abondance d'eau adaptée aux pays du Nord, le tout-à-l'égout est extrêmement intensif en ressources et en génie civil. «*Alors quand la disponibilité en eau diminue, il apparaît de moins en moins adapté. Nous sommes actuellement à un point de rupture*», alerte Fabien Esculier.

## «LES MAILLONS D'UN SYSTÈME VERTUEUX»

Avec l'équipe d'Ocapi, il étudie les alternatives au tout-à-l'égout. Parmi elles, la «séparation à la source». Elle permet de valoriser les urines, les matières fécales ou même les eaux ménagères, plutôt que de les évacuer fissa (et qu'on ne les sente plus, vite!) vers les stations

d'épuration, ces «*usines de destruction d'engrais naturel*», non-sens et gabegie publique aux yeux de Fabien Esculier, alors que la France importe l'azote et le phosphore qu'elle épand dans ses champs. «*Au-delà de l'écologie, nous avons un intérêt géopolitique à la circularité*», défend le chercheur. Dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement parisien, Louise Raguet, designeuse en assainissement écologique et membre d'Ocapi, a piloté un projet de séparation à la source sur un éco-quartier (doté de 50 % d'habitat social) unique en son genre. 600 appartements vont être équipés de cuvettes spécialement conçues pour récupérer (sans se salir les mains!) les urines, naturellement riches en azote. D'une pierre deux coups: elles sont valorisées en engrais pour les espaces verts de la capitale, et leur rejet dans les eaux usées, donc dans les cours d'eau, où l'azote alimente la prolifération d'algues néfastes pour les écosystèmes, est limité. Il s'agit du premier projet de cette ampleur en France, mais le scepticisme des premiers temps a laissé place à l'enthousiasme: de nombreux autres pourraient bientôt suivre. À Saclay, Lyon, Bordeaux ou Angers, la designeuse observe un vif intérêt des acteurs de la ville et

des territoires. Si ces dispositifs venaient à se généraliser, la nature et l'image des métiers de l'eau pourraient en être transformées: canalisateurs, égoutiers, agents d'entretien, deviendraient aussi des producteurs de ressources, «*les maillons d'un système vertueux*». Mais cette question cristallise aujourd'hui deux imaginaires socio-techniques, juge Julie Trotter, qui évoque une véritable «*bataille*» de l'eau: d'un côté, on pousse toujours plus loin la performance du réseau, avec des infrastructures et des technologies de dépollution toujours plus complexes et onéreuses – donc lucratives pour ceux qui les vendent, qui contribuent à détériorer un peu plus l'environnement. De l'autre, on tente d'améliorer la santé de la ressource bleue en amont des captages, et de réinscrire la ville dans une circularité vitale. Deux logiques irréconciliables? La guerre est peut-être séculaire, mais elle n'est pas perdue. Un changement de réglementation, la mise en place de nouvelles subventions, pourraient créer des opportunités économiques ou des obligations à même de déplacer les intérêts des multinationales de l'eau, veut croire Louise Raguet. Et *in fine*, retrouver une gestion de l'eau plus viable. 



© DR. Ce tracteur est équipé d'un outil d'épandage permettant de limiter la volatilisation de l'azote.

© Ocapi. Quand elle est stockée, l'urine se transforme en lisain. Ici, une cuve est entreposée dans une ferme, avant d'être utilisée comme fertilisant agricole.



# LA SALAMANDRE,

# DOMPTEUR DE FEU

# ET ORIFLAMME DES COMBATS ÉCOLOGISTES



Admirée par les rois, redoutée pour son poison, la salamandre a toujours été nimbée d'une réputation occulte, bien éloignée de la réalité. Aujourd'hui, les luttes écologistes érigent ce drôle d'amphibien en symbole. Dans cet épisode, *Fracas* poursuit sa série consacrée aux animaux mal-aimés en rendant hommage au plus gluant d'entre eux.

texte DAMIEN MESTRE

Faites le test: sur Wikipedia, la fiche zoologique consacrée à l'approche scientifique des salamandres est bien moins longue que celle intitulée «Salamandre (animal légendaire)». La gluante bestiole aurait-elle une double vie? Habitante tranquille des sous-bois le jour, créature de contes la nuit. Contrairement aux chiens à trois têtes et autres chevaux ailés, l'animal se suffit à lui-même: ses yeux globuleux, sa peau visqueuse et son corps noir gonflé tacheté de jaune... Déjà du grand spectacle. Surtout que, depuis l'Antiquité, une rumeur tenace auréole la salamandre d'un pouvoir surnaturel: elle ne craindrait pas le feu. Mieux, elle s'en nourrirait. L'animal est tellement froid qu'il éteint les flammes à la manière de la glace, c'est Pline l'Ancien qui l'assure dans son *Histoire naturelle*. Au Moyen Âge, les chrétiens en font un symbole de pureté. On lit dans les bestiaires médiévaux<sup>1</sup> qu'elle incarne «le sage de sainte vie», celui qui a une foi si grande qu'il met fin à «l'ardeur de la luxure». Voilà même pour Saint Augustin une preuve de l'éternité de l'âme face au brasier de l'Enfer! François I<sup>er</sup>, lui, en avait fait l'emblème de son pouvoir royal entouré de flammes et parfois accompagné de la devise *nutrisco et extinguo* (je nourris et j'éteins); au château de Chambord, la bête est représentée plusieurs centaines de fois, sculptée dans les murs et les plafonds à caissons.

## LA SCIENCE EST CRUELLE...

D'où vient la confusion? Beaucoup racontent que les salamandres ont simplement le malheur d'apprécier les souches d'arbre. Une fois jeté au



bûcher avec son abri, l'amphibien se réveille et saute en dehors de la cheminée, donnant cette impression de résister au feu. En 1646, le médecin Thomas Browne publie un immense ouvrage dans le but de démontrer méthodiquement les croyances populaires de son époque<sup>2</sup>. Le chapitre consacré aux animaux comporte une entrée dédiée à la salamandre. La conclusion est cruellement sans appel: «Nous avons constaté par l'expérience qu'elle est si loin d'éteindre les charbons ardents, qu'elle y meurt immédiatement.» Dans le bestiaire légendaire, la salamandre n'a plus qu'à laisser la place au phénix, visiblement seul à renaître des cendres.

## CAPACITÉ UNIQUE DE RÉGÉNÉRATION

Mais comme toujours avec les animaux étranges: si la science désillusionne, c'est aussi elle qui réhabilite. En parlant de phénix, la salamandre a elle aussi des dons de prestidigitation. Elle peut régénérer ses membres amputés tout au long de sa vie et de façon répétée. Y compris des parties de la tête ou de l'œil. En cas de blessure, un amas de cellules se forme au niveau de la plaie. Elles se multiplient et retrouvent la capacité à se différencier et à se spécialiser (pour composer un muscle, la peau, un organe...), comme lors de la phase embryonnaire. Une sorte de retour dans le temps. C'est ce que l'on appelle l'épimorphose – de la sorcellerie, disait-on plus simplement il y a quelques siècles. En cas accident grave, des salamandres peuvent régénérer leur moelle épinière et retrouver l'usage de leurs pattes. Une performance unique chez les vertébrés. Forcément, les urodèles (le nom que l'on donne aux amphibiens munis d'une queue, contrairement aux crapauds)



# EN CAS D'ACCIDENT GRAVE, LES SALAMANDRES PEUVENT RÉGÉNÉRER LEUR MOELLE ÉPINIÈRE ET RETROUVER L'USAGE DE LEURS PATTES

fascinent les scientifiques. Les médecins y voient une source d'avancées majeures pour la chirurgie réparatrice.

## LES SALAMANDRES DANS LES ZAD

D'autres en ont fait un emblème des luttes écologistes. Les tritons créés et les tritons marbrés, cousins proches de la salamandre commune, issus de la même famille, sont même devenus des stars à Notre-Dame-des-Landes. Dans les manifés, sur les pancartes... mais aussi au cœur des recours juridiques pour tenter de faire capoter le projet d'aéroport. Des collectifs de naturalistes ont pris l'habitude de favoriser la présence de ces espèces protégées dans les ZAD. En mai 2023, une photo a fait le tour des réseaux sociaux: on y voyait des militants en mode commando – visages masqués et pelle entre les mains – en train de creuser une «mare à tritons» sur le chantier d'un projet autoroutier près de Rouen.

Il faut dire que les habitudes de vie des tritons en font une formidable espèce «parapluie»: les protéger permet de sauver tout un tas de bestioles et de plantes qui leur sont liées.

Les exigences de confort des urodèles sont nombreuses. La base: un milieu à la fois aquatique et terrestre. Idéalement, près de quelques sources, d'un petit ruisseau calme et oxygéné, ou bien au milieu des marais... Même si une fontaine, ou juste une flaque, peut parfois faire l'affaire. La naissance se passe dans l'eau, avant une phase de métamorphose qui conduit les petits à rejoindre la terre ferme – comme si



toute l'histoire du vivant, de la sortie des océans jusqu'à la conquête des montagnes, était résumée à l'échelle d'une seule vie. Ensuite, il faut un nombre important de cachettes: du bois mort, de la mousse, des pierres... Un milieu frais et humide. L'hiver, tritons et salamandres s'abritent et vivent au ralenti. Ils squattent des terriers, se planquent dans des petites grottes, descendent dans des puits abandonnés ou se reposent discrètement dans les caves. Et puis, entre deux lieux de villégiature, il faut pouvoir manger: lombrics, limaces, araignées... Bref, pour que l'animal se sente bien, l'habitat doit être riche et foisonnant. Autant d'équilibres subtils rarement pris en compte par les aménageurs du territoire.

## TRANSPIRER DU POISON

Autre motif de réjouissance possible pour les militants qui voudraient l'ériger en symbole: la salamandre est un modèle d'autodéfense. Démarche pataude, attitude tranquille... Elle sait qu'elle peut compter sur une arme redoutable pour tenir à distance ceux qui la menacent: la sécrétion d'une neurotoxine. Littéralement, les urodèles «transpirent» du poison. Grâce à des glandes situées le long du corps, ils exsudent un liquide laiteux, capable de provoquer l'asphyxie de ses prédateurs. Un crapaud qui aurait la bonne idée de se faire un festin se retrouverait en danger de mort<sup>1</sup>. Pline l'Ancien (encore lui), assure même que l'animal peut empoisonner un village entier en buvant dans la même source que ses habitants. Un motif que l'on retrouve dans les folklores locaux, dépeignant l'amphibien comme un tueur récidiviste. Là encore, c'est un brin exagéré: l'être humain n'a en réalité rien à craindre. On rapporte seulement l'histoire d'un enfant de cinq ans, dont la main s'est retrouvée couverte de cloques après avoir joué avec une salamandre. Une tactique d'autodéfense un peu légère face aux pelleteuses qui menacent leurs mares.<sup>2</sup>

1. Josy Marty-Dufaut,

*Les animaux du Moyen Âge: réels et mythiques*, Éditions Autres Temps, 2005.

2. Thomas Browne,

*Pseudoxia Epidemica or Enquiries into very many received tenets and commonly presumed truths*, 1646.

3. Françoise Serre Collet,

*Salamandres, tritons et cie*, Éditions Quae, 2019.

## L'Internationale Zoologiste

Les chevaux ont une grande histoire. Les Deutsch-Shire la célèbrent dans des rondes maniérées et grandiloquentes autour des points d'eau qui font leur richesse.



Leurs parades glorifient leurs ancêtres, de vaillants destriers guerriers, en mêlant souvenirs et fictions chevalines.



Mais ce récit, bien éloigné de la vérité historique, masque les luttes sociales et hiérarchiques des chevaux, légitimant ainsi une domination qui sert les intérêts des Deutsch-Shire.



De l'autre côté de la prairie, les percherons-communs, qui labourent les champs depuis des siècles, s'opposent à cette réécriture de l'histoire comme un roman national.

Leur approche matérialiste permet de comprendre une autre réalité sociale et historique, plus objective, déconstruisant ainsi la légitimité des Deutsch-Shire.



Une fois la fable éventée, il devient facile de les déloger de leurs points d'eau, désormais renommés "puits des fous" pour les ridiculiser.



# L'ASSOCIATION DES

# CLIMATO- RÉALISTES

Ils aiment porter des t-shirts  
«I love CO<sub>2</sub>», dénoncer  
le «carbocentrisme» du GIEC,  
pérorer contre la «panique»  
organisée par les élites sur le climat:  
bienvenue dans la galaxie

## 1. UN RÉSEAU

L'histoire retient 2015 comme l'année de la COP21 de Paris. Une histoire alternative pourrait aussi en faire l'année clé du climato-négationnisme à la française. Celle-ci commence très exactement le 1<sup>er</sup> septembre 2015, avec la création d'un «collectif climato-réaliste». Son objet: «favoriser le retour à la raison» contre «la propagande actuelle qui impose une véritable panique» à l'occasion de la COP21, programmée quelques semaines plus tard. Immédiatement, le groupe se trouve une cause, la défense de Philippe Verdier. Ce chef du service météo de France Télévisions vient d'être limogé pour son livre déniériste *Climat investigation*, paru chez le feu éditeur d'extrême droite Ring. Une pétition en ligne pour le confirmer dans son poste sera signée par 20 000 personnes. En vain. Mais l'essentiel est posé. Une multitude de lobbys ultra-libéraux (Contribuables associés, Iref, Institut Turgot...) et pro-industrie (Amicale des foreurs et des métiers du pétrole...) rejoignent la dynamique climato-réaliste et font allégeance à ses porte-voix. En particulier à une figure: Benoît Rittaud, qui anime déjà le collectif semi-anonyme du site déniériste *Skyfall*, dont les premiers articles datent de 2006 et qui sera l'hébergeur numérique du collectif – son groupe Facebook, encore actif, compte 8 600 membres. Ce mathématicien va structurer le mouvement en lançant en mars 2016 l'Association des climato-réalistes (ACR). Officiellement, son objet est d'une banalité confondante. «Promouvoir un débat ouvert et libre» sur les sujets environnementaux, «sensibiliser le citoyen aux enjeux et aux risques» des politiques climatiques, «développer une culture citoyenne» grâce à la diffusion de travaux scientifiques: voilà pour les statuts officiels de cette association loi 1901, dont le site diffuse des articles et fait la promotion de ses débats et autres colloques déniéristes. Sous son nom, l'ACR mène des activités plutôt confidentielles – la plus emblématique consistant à organiser des «contre-COP». La première, en 2016, fut d'ailleurs inaugurée par l'égérie hexagonale des climato-négationnistes, l'ancien ministre de l'Éducation nationale Claude Allègre...

des climato-réalistes,  
dont l'association lancée  
en 2016 héberge  
la crème du climato-  
négationnisme français.



## 2. DES FIGURES



L'ACR est avant tout un *hub*, une sorte d'équipe de France anti-écologie organisée autour d'une cheville ouvrière, Marie-France Suivre, à la fois secrétaire et chargée de la communication. Cette consultante, qui a été membre de l'Institut

Turgot et collaboratrice de l'ancien député et ministre très à droite Alain Madelin, incarne l'accointance de cette sphère avec l'ultralibéralisme français. Son comité scientifique, lui, compte une quinzaine de personnalités parmi lesquelles la crème du dénielisme français: son président Benoît Rittaud, l'ingénieur Christian Gerondeau ou encore le physicien François Gervais. Ils ont tous deux points en commun: se parer d'intitulos ronflants censés accréditer leur statut d'expert, et n'avoir aucune légitimité académique sur les questions climatiques.

Benoît Rittaud affiche par exemple un statut prestigieux de maître de conférences à l'université Sorbonne-Paris-Nord en... mathématiques. Spécialiste des systèmes dynamiques et de la théorie des nombres, il n'a jamais travaillé sur le climat. Et pourtant, après quelques ouvrages pédagogiques sur sa spécialité dans les années 2000, Benoît Rittaud profite de son crédit universitaire pour publier *Le Mythe climatique* dans la prestigieuse collection «Science ouverte» du Seuil, en 2010. Sous couvert de réflexion épistémologique, il s'en prend au «carbocentrisme» qui serait au cœur du consensus climatique, et dénonce une «science pathologique». Cet essai – dont la page a été supprimée du site du Seuil – marque le tournant dénieliste du mathématicien, tout en constituant sa rampe de lancement dans ce réseau: fin 2009, Benoît Rittaud lance un blog pour accompagner la sortie de son livre, et l'associe aussitôt à Skyfall. Ce site sera remplacé vers 2012 par le blog *Mythes, manies et mathématiques*, toujours actif.

L'autre grande figure de l'ACR, Christian Gerondeau, n'a lui non plus jamais travaillé sur le climat. Il est plutôt spécialiste de... sécurité routière. Ce polytechnicien, délégué interministériel sur ce sujet dans les années 1970, sera longtemps haut fonctionnaire. Ce qui ne l'empêche pas d'œuvrer pour les intérêts privés: il devient en 1997 président d'un lobby automobile, la Fédération française des Automobile Clubs. Dix ans plus tard, il signe *Écologie, la grande arnaque* (Albin Michel, 2007), premier livre de ce qui deviendra une obsession. Dans sa nouvelle croisade, il trouvera même un allié de luxe pour préfacer *CO<sub>2</sub>. Un Mythe planétaire* (Toucan) en 2009: l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing.

## 3. UN ARGUMENTAIRE



Tout le narratif des climato-réalistes se fonde sur une inversion grotesque: le consensus climatique du GIEC serait devenu une nouvelle religion dont l'objectif serait de gouverner par l'angoisse pour légitimer des atteintes aux libertés individuelles. Face à cette menace, il s'agirait de réhabiliter la raison scientifique. Autrement dit, l'ACR incarne la ligne «rassuriste», qui consiste à minimiser la catastrophe environnementale. La récupération habile de l'adjectif «réaliste» permet de rendre crédible la raison d'être de ce lobby. Ce qui se traduit par un artifice courant, et déjà observé chez les «experts» du mouvement antivax, consistant à saturer la communication d'apparences de scientificité. Cette tactique se traduit par l'exhibition des titres universitaires de ses membres, mais aussi par la technicité factice de chaque contenu publié – qui donne à la fois un vernis à ces articles, tout en rendant impossible la contre-argumentation pour le profane.

Une méthode qui sert, sur le fond, les positions habituelles des dénielistes. L'argumentaire des climato-réalistes se présente comme une valse à trois temps. D'abord: le climat ne peut pas se dérégler, puisqu'il a toujours varié. Ensuite: rien n'accrédite l'origine humaine du réchauffement climatique, qui n'est pas un «consensus», puisque le GIEC est partisan. Enfin: les politiques climatiques sont «nuisibles et coûteuses». Ce qui sert un combat pro-nucléaire, anti-éolien et, surtout, pro-capitalisme. «Le développement économique et l'innovation sont nos meilleures armes», affirme l'ACR dans une brochure de communication. Cette phrase exprime le nœud de l'idéologie politique de l'ACR et éclaire son imbrication avec les lobbys ultralibéraux, puisque cette vision se présente comme un mélange libertarien de culte du marché et d'individualisme sauvage, farouchement hostile à toute idée de contrainte.

## 4. UNE MAISON D'ÉDITION



Pour avoir l'air sérieux, publier est une nécessité. Avec la griffe d'une maison reconnue, si possible. Mais, sur ce plan, on devine une césure autour de 2015. Avant la COP21, les principales figures de l'ACR avaient réussi des incursions dans le panthéon éditorial français. Benoît Rittaud plaçait son *Mythe climatique* au Seuil, Christian Gerondeau son *Écologie, la grande arnaque* chez Albin Michel, qui accueillait aussi *L'Innocence du carbone* de François Gervais en 2013. Quant à Claude Allègre, Plon publiait en 2010 son *Imposture climatique*. Depuis le milieu des années 2010, certainement sous l'effet de l'amplification de la crise écologique et du risque d'image pour les grandes maisons, les climato-négationnistes ne parviennent plus à publier chez les éditeurs reconnus – *L'Obscurantisme vert* d'Yves Roucaute, publié en 2022 au Cerf, fait figure d'exception.

Heureusement, une terre d'accueil s'est ouverte pour les pontes climato-réalistes: les éditions du Toucan, fondées en 2006 au sein de la chaîne TF1 par Damien Serieux, éditeur passé par Stock et Le Seuil, et qui deviendra indépendante en 2010. Sous sa bannière L'Artilleur, cette maison ne publie pas seulement des ouvrages révisionnistes sur le génocide rwandais ou controversés sur le Covid: elle s'est aussi spécialisée dans le climato-négationnisme, traduisant la Bible du milieu dénieliste, *Climat, la part d'incertitude* de Steven Koonin. Le catalogue de L'Artilleur compte, entre autres, une dizaine de titres de Christian Gerondeau (parmi

lesquels sa trilogie *La Religion écologiste* et l'inénarrable *Oui, vous pouvez acheter un diesel!*), deux livres de Benoît Rittaud et quatre de François Gervais – dont l'immanquable *Merci au CO<sub>2</sub>*.

## 5. DES RELAIS MÉDIATIQUES



Les climato-réalistes peuvent compter sur leurs médias sûrs de la galaxie libérale-identitaire aux accents complotistes, comme Sud Radio, où l'animateur star de la station André Bercoff ouvre régulièrement son studio au trio Rittaud-Gervais-Gerondeau. Au point d'avoir remporté le trophée de la première mise en garde par l'Arcom pour climato-scepticisme en juin 2024 – un mois avant CNews, à qui l'autorité infligeait même une amende. *Atlantico*, *Causeur*, *France Soir*, *Contrepoints* et *Valeurs actuelles* (où Benoît Rittaud tient d'ailleurs une chronique) accueillent régulièrement les climato-réalistes, qui trouvent aussi leur place sur l'écran de la web-TV d'extrême droite TV Libertés et sur la chaîne CNews.

Ces médias offrent une voix aux climato-réalistes, tout en soulignant aussi le ghetto dans lequel leur parole est séquestrée. Comme pour l'édition, l'accès aux médias les plus légitimes s'est fermé. Benoît Rittaud avait encore pu intervenir dans l'émission de France Culture «Les chemins de la philosophie» en 2015 – mais rien depuis. Cependant, dans la «grande presse», une brèche reste complaisamment ouverte: *Le Figaro*, récemment épinglé par le site *Bon Pote*<sup>1</sup>, et qui multiplie les assauts dénielistes contre l'écologie. On y trouvait une tribune anti-Giec de Benoît Rittaud en 2021, un entretien avec Yves Roucaute en 2022, une réclame d'une demi-page pour un essai de Christian Gerondeau chez L'Artilleur en juin 2023. En 2024, le journaliste Charles Jaigu consacrait même par deux fois (en février puis en septembre) sa chronique hebdomadaire à l'éloge du même livre. Il s'agissait d'*Énergie, mensonge d'État*, de Samuel Furfari. Un membre de l'ACR, bien entendu. Publié chez L'Artilleur, évidemment. <sup>6</sup>

1. Thomas Wagner, «À quoi joue Le Figaro? Tribunes climatosceptiques, anti-science...», *Bon Pote*, 19 janvier 2024.





propos recueillis par  
ISMA LE DANTEC

# SYNCHRONISER POUR MIEUX GAGNER

L'association Terres de lutttes a publié les résultats de son enquête répertoriant 162 victoires écolos au cours des dix dernières années, dont 42 détaillées. Ce travail, mené avec la revue *Silence!*, met en lumière celles et ceux qui ont permis l'abandon de projets polluants et inutiles, et analyse tant les stratégies et les synergies déployées que les liens qui se tissent entre territoires.

Rencontre avec Gaëtan Renaud, co-auteur de cette enquête.

**QU'EST-CE QUI VOUS  
A CONDUITS À MENER  
CE TRAVAIL D'ENQUÊTE  
SUR LES VICTOIRES  
DES LUTTES LOCALES  
CONTRE DES PROJETS  
DESTRUCTEURS?**

**Gaëtan Renaud** Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, l'historien Jean-Baptiste Fressoz écrivait: «*En dehors des grandes victoires passées à la postérité, l'essentiel des combats est tombé dans l'oubli.*»<sup>1</sup> L'idée était de pallier ce manque, de mettre en lumière certaines victoires, sachant qu'elles permettent de comprendre plus largement la nébuleuse qu'est le mouvement écologiste. Avec *Terres de lutttes* et la revue *Silence!*, nous avons sélectionné des mobilisations contre de grands projets inutiles, imposés et souvent très polluants, et des projets d'aménagement. On estime qu'il y a victoire quand il y a eu abandon du projet. L'équipe de *Silence!* est remontée jusqu'en 1972. J'ai fait un travail plus approfondi sur les dix dernières années: on a trouvé 162 cas de victoire depuis 2014. Sur ces 162, j'ai mené des entretiens avec les protagonistes de 42 cas d'étude.

**POURQUOI  
CES 42 VICTOIRES-LÀ  
EN PARTICULIER?**

Nous avons souhaité mettre en lumière une diversité de secteurs de lutttes: contre des projets d'extractivisme, des projets nucléaires, de transports, de zones d'activités... On a aussi fait attention à avoir une bonne variété dans la répartition géographique, ou dans la durée des lutttes, pour recenser des victoires éclair comme des combats qui ont duré 50 ans. Les structurations aussi différent: des collectifs, des associations... Mon travail en tant que chercheur, c'est de trouver un sens commun à toutes ces lutttes.

**EST-CE QUE  
TU SAURAI S DIRE  
CE QUE CES LUTTES  
ONT EU  
EN COMMUN?**

Les victoires sont plurielles, mais on y retrouve majoritairement trois «piliers». Le premier, c'est une coalition contestataire et ancrée dans le territoire, qui se maintient sur le long terme. Le deuxième, c'est une synchronisation des tactiques qui permet d'être présent sur plusieurs fronts. On préfère dire synchronisation plutôt que diversité des tactiques: ça vient du grec *syn* (ensemble), et *chronos* (le temps), on comprend mieux ainsi qu'il y a une notion d'interdépendance, de confluence

**«LE MOUVEMENT  
SOCIAL  
ÉCOLOGISTE  
CONSTRUIT  
LES PRÉMICES  
D'UN RÉSEAU  
D'ENTRAIDE  
ET DE  
RÉSISTANCE»**

des actions entreprises. Mais ce n'est pas toujours anticipé et coordonné, certains éléments spontanés ont aussi leur importance! Pour prendre un exemple: l'une des tactiques est le recours juridique, mais il coûte cher. Pour avoir de l'argent, il faut récolter des fonds et donc massifier le mouvement, le faire connaître, par exemple en organisant des mobilisations pour que des journalistes s'y intéressent. Mais pour cela, il faut d'abord développer un argumentaire assez conséquent, et donc monter en compétences, créer une expertise, ce qui prend du temps. Alors en attendant le recours juridique, l'outil de la désobéissance civile peut, par exemple, permettre de ralentir ou stopper les travaux

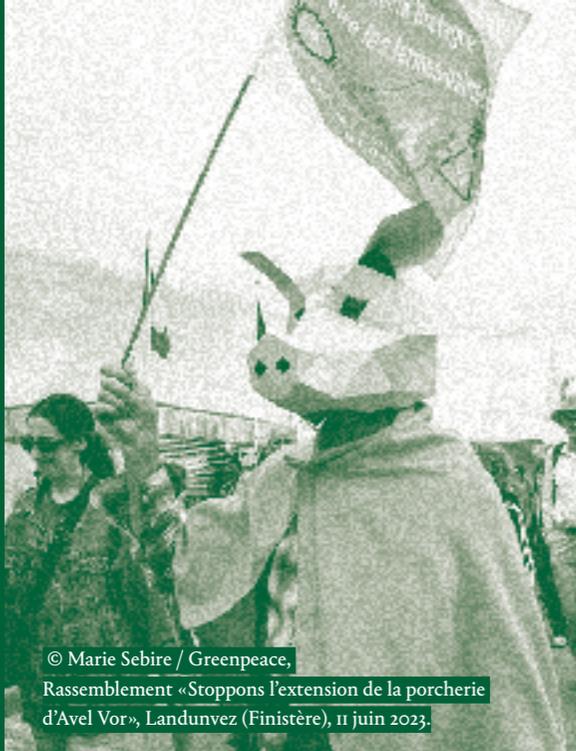
**ET LE TROISIÈME  
ÉLÉMENT  
COMMUN?**

C'est que ces victoires renforcent l'entraide au sein d'un mouvement social décentralisé. Le collectif scientifique Les Plumes dans le goudron<sup>2</sup> décrivait en 2018 ce mouvement comme une nébuleuse, un réseau décentralisé qui n'a pas forcément conscience de lui-même. Ensuite, il y a trois ans, le sociologue Kévin Vacher, dans son rapport «Les Davids s'organisent contre Goliath»<sup>3</sup>, a quant à lui montré que ce réseau décentralisé commençait à créer du lien. Dans notre rapport, on défend l'idée que ce réseau a bel et bien conscience de lui-même et qu'il se structure. Et par cette



© Soulèvements de la terre (action contre Lafarge et le monde du béton, 2023).





© Marie Sebire / Greenpeace,

Rassemblement «Stoppons l'extension de la porcherie d'Avel Vor», Landunvez (Finistère), 11 juin 2023.

structuration se crée un réseau décentralisé d'entraide et de résistance.

Même lorsque les victoires sont mitigées, elles permettent l'acquisition d'une expertise technique peut être partagée à d'autres luttes. Par exemple, les méthaniseurs, c'est un sujet assez technique<sup>4</sup>: il y a eu beaucoup d'entraide entre collectifs, qui se sont renforcés mutuellement. Parfois, les liens sont plus d'ordre géographique que thématique: l'affluence autour de la lutte contre la construction de l'autoroute A69 [de nombreuses manifestations ont eu lieu et plusieurs Zad ont été montées le long du parcours au cours des deux dernières années ndr] a donné de la visibilité, amené du monde sur d'autres luttes et permis des victoires en Occitanie. Pour moi, ce mouvement social écologiste ne s'ignore plus du tout, il est en train de construire les prémices d'un réseau d'entraide et de résistance.

### CETTE ENQUÊTE PEUT-ELLE ÊTRE UNE SOURCE D'ESPOIR EN PERMETTANT LA PRISE DE CONSCIENCE DE VICTOIRES JUSQUE-LÀ IGNORÉES?

Personnellement, ça me fait beaucoup de bien (rires)! Il faut néanmoins rester lucide sur le contexte national et international. La victoire n'est jamais totale ou définitive. Les militants et militantes expriment de la prudence, de la méfiance quant à la pérennité de leur succès, ils y voient souvent une petite bataille gagnée dans la folie des aménageurs. Il arrive qu'il y ait un réel changement de politique publique, quand un collectif en lutte propose une alternative qui plaît à la

mairie, conduisant à une vraie bifurcation de trajectoire. Quand je pense à l'autoroute entre Saint-Etienne et Lyon, l'A45, en 2018, la lutte a aussi produit des transformations qui dépassent le seul abandon du projet, notamment par l'alliance entre les agriculteurs et les militants écologues. Depuis, la moitié des agriculteurs sur le tracé de l'autoroute sont passés en bio, avec un vrai renforcement des circuits courts.

Ces luttes et ces victoires permettent aussi de se poser la question de ce que nous voulons sur notre territoire, de se l'approprier par une réflexion citoyenne, à rebours de la déconnexion des aménageurs. Comment penser les transports, comment veut-on se nourrir, comment pourrait-on se loger?

### PEUT-ON TROUVER DANS CETTE ENQUÊTE UNE SORTE DE BOÎTE À OUTILS, DES RECETTES APPLICABLES À D'AUTRES COMBATS?

J'essaie de déconstruire cette idée de recette. En fait, ce sont des outils qui sont mobilisables et qui diffèrent selon le type de projet, le territoire, le capital économique des militants. Chaque territoire a ses atouts, ses spécificités. C'est au collectif d'identifier quels outils sont les plus appropriés. On voit des victoires sans volet juridique, d'autres sans avoir les élus de leur côté, d'autres encore sans manifestations... ça montre qu'il n'y a pas forcément à réunir tous les «ingrédients» qu'on imagine. S'il y a un gros enjeu à retenir, qu'on pourrait peut-être voir comme une recette, c'est celui de la structuration, de l'orchestration temporelle des tactiques, qui rend possible leur renforcement mutuel. Cela demande du travail, un apprentissage collectif constant, savoir qui fait quoi, quand, comment ajuster le tempo. **F**

1. Jean-Baptiste Fressoz, «Luttes écologiques: "En dehors des grandes victoires passées à la postérité, l'essentiel des combats est tombé dans l'oubli"», *Le Monde*, 12 juillet 2023
2. Collectif Des plumes dans le goudron, *Résister aux grands projets inutiles et imposés - De Notre-Dame-des-Landes à Bure*, Éditions textuel, 2018.
3. Kévin Vacher, *Les Davids s'organisent contre Goliath*, Terres de luttes, 2021.
4. La méthanisation permet de transformer les matières organiques en biogaz et peut assurer aux éleveurs un complément de revenus. Dans un même temps, elle présente une vraie menace de pollution des sols et d'émission importante de gaz à effet de serre.

## À LANGOËLAN, DE FAUX CONSEILLERS BANCAIRES, UN ESCARGOT ET UNE VICTOIRE EXEMPLAIRE CONTRE LE POULAILLER GÉANT

Deux poulaillers de plus de 4000 m<sup>2</sup> pour accueillir près de 120 000 poules... Tel était le projet de deux jeunes exploitants agricoles, qui a été révoqué par le tribunal administratif de Rennes le 9 décembre 2021. À l'époque, c'est Isabelle Villette, agricultrice bio à Langoëlan, intriguée par des travaux de raccordements avoisinant sa ferme, qui se renseigne, lance l'alerte et une pétition qui récoltera 75 000 signatures. «*La presse commence à en parler et un collectif se monte autour d'elle, avec de premières manifestations*», se souvient Romane, habitante du Centre-Bretagne qui a participé à la mobilisation. Ensemble, les militants épluchent l'enquête publique et mettent en place une stratégie malicieuse: «*Ils savaient que le Crédit agricole allait débloquer un prêt, et avaient anticipé que le tribunal administratif allait rejeter l'arrêté préfectoral qui autorisait la construction. Alors, ils se sont présentés comme conseillers bancaires plus que comme militants face aux banquiers*», résume Gaëtan Renaud. Première victoire: face à l'argument pécuniaire, le Crédit agricole joue la prudence et suspend son prêt. «*Parfois, il faut être dans la confrontation, mais là, c'est en jouant les partenaires qu'on a été les plus efficaces*», commente Romane.

Le collectif a aussi su feuilletonner l'affaire, et se garder quelques informations issues de son expertise naturaliste sous le coude jusqu'à l'audience du recours au tribunal administratif. «*C'est la fameuse légende de l'escargot: le projet de poulailler impliquait une zone de débroussaillage qui aurait endommagé la litière naturelle de l'escargot de Quimper, espèce protégée en France et en Europe. Un huissier a pu attester qu'il y avait bien des escargots. Ça n'a pas été à proprement parler une pièce du dossier, mais juridiquement et médiatiquement, ça a dû jouer*», se souvient Romane. Le tribunal a aussi pris en compte les potentiels effets cumulés en termes d'émissions, notamment les retombées d'azote ammoniacal causées par l'élevage intensif dans les zones avoisinantes. «*C'est la première fois qu'un tel argument était mentionné dans un jugement, c'est le genre de décisions qui peut faire jurisprudence et donne donc une autre ampleur à cette victoire*», se réjouit Romane.

Plus largement, ce projet de poulailler intensif était le premier d'un Plan volaille à l'échelle de la Région Bretagne, visant à soutenir l'installation d'une cinquantaine d'élevages de gallinacés. Celui-ci a été abandonné, et tout porte à croire que le collectif contre les poulaillers des 120 000 poules de Langoëlan n'y est pas pour rien. «*On a porté un discours plus large, pour dire que les fermes-usines, c'est ni ici, ni ailleurs*», confirme Romane. Forts de leur victoire et d'un solide bagage argumentaire, les militants de Langoëlan ont ensuite contribué à la création de Morbihan contre les fermes-usines, devenu Bretagne contre les fermes-usines. Romane fait aujourd'hui partie de la coalition des Résistances aux fermes-usines (Rafu), où différents collectifs agrégés alertent sur les dangers sociaux et environnementaux des fermes-usines et demandent un moratoire sur le sujet. **F**



© Collectif Bretagne contre les fermes-usines





Reprendre les terres agricoles pour en faire des communs, quelle bonne idée! Des foncières le font déjà... Mais *quid* des bâtiments? Souvent hors de prix ou vétustes, ils sont indispensables à toute activité agricole mais leur gestion complexe et onéreuse rend parfois impossible la reprise des fermes, pour les paysan·nes comme pour les foncières. Alors comment articuler, sur une même ferme, la gestion des terres et du bâti malgré leur nature si différente, tout en assurant leur unité sur le long terme? Un vieux bail agricole breton au nom compliqué, tombé dans les oubliettes de l'histoire, pourrait permettre de résoudre cette délicate équation:

# LE BAIL À DOMAINE CONGÉABLE

**QUI SOMMES NOUS?**

Comment reprendre les terres à la machine? Qu'il s'agisse de terres agricoles, sauvages ou en ville, cette question taraude le collectif «Reprise de terres», un groupe de personnes qui cherchent, militent, créent et enquêtent ensemble. Dans cette chronique, nous visons à rendre visibles et accessibles des tactiques foncières, politiques et juridiques en montrant leur potentiel de transformation via une analyse critique nourrie de retours d'expériences.

écriture coordonnée par

TANGUY MARTIN et ALESSANDRA MIGLIO

Dans les zones périurbaines françaises, la pression foncière est telle que s'installer peut représenter un défi insurmontable pour un·e paysan·ne. Parmi les nombreux obstacles: le coût des bâtiments présents sur les terres à reprendre, qui fait augmenter le coût total de l'installation, parfois du fait de travaux et de réparations onéreuses. Pourtant, la foncière coopérative Passeurs de terres (PDT) dans les Pays de la Loire, qui mobilise de l'épargne citoyenne pour acheter et préserver les terres agricoles, semble esquisser une solution par le recours à un outil méconnu: le bail à domaine congéable (BDC). L'expérience menée à la Fermette du Bois Olive, à Bouaye (Loire-Atlantique), est en la matière particulièrement éclairante. Sur cette ferme, la coopérative PDT a été confrontée en 2022 à une situation de transmission où les bâtiments agricoles en vente avec les terres auraient nécessité des travaux trop importants pour être pris en charge par la foncière. PDT a tout de même acheté l'ensemble des terres et des bâtiments agricoles: les premières sont louées en bail rural environnemental, tandis que les seconds font l'objet d'une revente temporaire le temps du bail. Les paysan·nes acquièrent ainsi temporairement la propriété des bâtiments agricoles qu'ils peuvent aménager selon leur activité. Si les paysan·nes partent, ils et elles doivent donc revendre les bâtis à leur repreneur·se, ou au propriétaire des terres (en l'occurrence, la coopérative PDT), qui est obligé de les racheter s'il n'y a pas de reprise. Mais le bail à domaine congéable a aussi une dimension anti-spéculative. La loi prévoit qu'à valeur d'usage équivalente au début et à la fin du bail, le bâti doit être revendu au même prix qu'à son achat. Le ou la fermier·e ne peut donc pas réaliser une plus-value à la revente, mais peut obtenir rémunération des améliorations pour un montant plus juste que dans un bail rural classique.

## MULTIPLIER LES INSTALLATIONS PAYSANNES MILITANTES

Le BDC présente ainsi plusieurs avantages pour les fermier·es ainsi que pour les structures foncières solidaires. D'abord, le ou la porteur·se de projet agricole peut s'installer sans avoir à payer les terres et peut accéder au bâti pour un prix non-spéculatif. De plus, iel est autonome dans la réalisation d'éventuels travaux en vertu de sa responsabilité propriétaire sur le bâti, qu'il peut donc adapter à ses besoins spécifiques. Enfin, iel a la garantie qu'en fin de carrière, faute de repreneur·ses, la foncière rachètera les biens et le·a rémunérera des améliorations faites. Du côté de la foncière, le BDC permet de s'affranchir de coûts d'entretien importants: la foncière peut ainsi acquérir des fermes qu'elle n'aurait pas pu se permettre d'acheter autrement et de multiplier les reprises de terres militantes. Dans une optique de maintien de l'activité agricole sur les territoires, ce type de bail favorise aussi la transmission des exploitations, car il permet de conserver la vocation agricole du bâti et son unité avec les terres. Enfin, cette modalité de location encourage les fermier·es à entretenir les bâtiments dont iels sont propriétaires, ce qui favorise la préservation du patrimoine bâti agricole à long terme.

## DU MOYEN ÂGE AU LARZAC

L'utilisation de ce type de contrat implique pourtant des points de vigilance. On peut remonter la trace d'utilisations du bail à domaine congéable jusqu'à la fin du Moyen Âge, en Bretagne. Malgré des griefs retrouvés dans des cahiers de doléance en 1789 – les seigneurs propriétaires pouvaient notamment congédier brutalement leurs locataires, ou les empêcher de faire des améliorations pour ne pas avoir à les payer –, l'usage en est fréquent, puis tombe en désuétude au XX<sup>e</sup> siècle. Il est ensuite

intégré dans le statut du fermage de 1946, issu du Programme du Conseil national de la Résistance. Du fait de sa disparition dans les usages, il n'existe aucune jurisprudence autour des litiges qu'il pourrait susciter. Or, les articles de loi qui le régissent reprennent des formulations de droit féodal parfois compliquées à interpréter, ce qui insécurise les locataires, notamment sur l'établissement de la valeur des améliorations qu'on leur doit en fin de bail. Par ailleurs, le BDC est un bail notarié: à chaque entrée et sortie du bail, il faut payer un acte, ce qui peut rendre sa gestion très onéreuse en frais et taxes. De plus, le ou la paysan·ne doit acheter le bâti, qui est de plus en plus cher sur les fermes, contrairement à un bail classique où iel ne paye qu'un simple loyer. Iel doit aussi en entretenir les toitures et la maçonnerie, ce qui est d'habitude à la charge des propriétaires. Malgré ces angles morts, le BDC a déjà fait ses preuves dans l'histoire des luttes pour l'émancipation paysanne: il a entre autres inspiré le système de gestion des maisons de ferme du Larzac en 1981<sup>1</sup>, à la suite de la victoire contre l'extension d'un camp militaire. Si ce système est, pour le coup, en dehors du droit, il fonctionne depuis quarante ans sans que ses usager·es n'aient eu besoin d'aller au tribunal. Ceci montre que des lois désuètes peuvent être recyclées, réinterprétées, détournées, afin de contribuer aujourd'hui à des installations foncièrement justes pour les paysan·nes. ☺

1. Les 1 200 hectares de terres collectivement acquis par les paysan·es en lutte du Larzac sont gérées par la société civile Gestion foncière agricole du Larzac. Un modèle qui a permis de sortir ces terres de la propriété privée. Le choix a aussi été fait de signer des baux de carrière: le paysan peut rester jusqu'à la retraite, puis il doit partir pour laisser la place à d'autres.



# CORNUCOPIA, « SUR LE POINT DE BASCULE »



Avec *Cornucopia*, une dystopie sur le fantasme de l'abondance, le metteur en scène Joris Mathieu et le collectif Haut et Court nous tendent un reflet drôle et cruel de notre monde et de nos errances.

texte CHRISTELLE GRANJA

« Pourquoi le Monsieur était en culotte verte ? » Quand les lumières se rallument à la fin du spectacle *Cornucopia - D'autres mondes possibles* (épisode 2), une collégienne pouffe en direction de l'équipe artistique, revenue sur le plateau pour échanger avec le public. L'air de rien, sa question pointe le choix de Joris Mathieu de convoquer l'extravagance pour penser le futur de la planète. Pari hasardeux ? « Risqué, mais libérateur », dit le metteur en scène, qui revendique un « besoin d'hilarité » : « Quelle autre réponse que le ridicule et l'absurde dans un monde à bout de souffle ? ». Un an après avoir livré un premier épisode de leur cycle de création *D'autres mondes possibles*, Joris Mathieu et son complice Nicolas Boudier, scénographe et créateur lumière, nous entraînent en territoire de science-fiction théâtrale, à la découverte du monde de *Cornucopia* (corne d'abondance, en latin). La fable futuriste est cruelle, sombre, acide, et pourtant la représentation d'une heure trente fait l'effet d'une bouffée d'air frais. Car de notre monde et de nos errances, Joris Mathieu et sa troupe font théâtre. Ils inventent des formes, ils créent des surprises, ils s'amuse, ils font rire, et ils font même danser les plus jeunes et les moins timides des spectateurs.

## UNE CRÉATION THÉÂTRALE MUSELÉE

La pièce débute sur de faux avertissements, édictés par une sorte de M. Loyal sorti de *Cornucopia*, tout de vert vêtu : d'abord, « économie de moyens oblige », chaque interprète jouera différents personnages, prévient-il. Et si le spectacle n'a pas pour but de choquer, et ne contient aucune scène de nudité, l'équipe décline, conformément à la loi votée en agora, toute responsabilité quant à l'imagination mal placée des spectateurs, détaille notre bonhomme, avant de dévoiler dans un salut clownesque sa fameuse culotte verte. Difficile de ne pas voir dans cette parodie de *trigger warning* une dénonciation de la situation du théâtre, et plus largement des injonctions qui pèsent sur la création. « Nous sommes de plus en plus confrontés à des retours très réactionnaires, à une pudeur absolue », alerte Joris Mathieu. À la tête du Théâtre Nouvelle Génération (TNG) - Centre dramatique national de Lyon, il a vu l'an dernier son budget amputé de sa subvention régionale : « Nous avons bien entendu les propos et les désaccords du directeur

CORNUCOPIA - D'AUTRES MONDES POSSIBLES (ÉPISODE 2)

mise en scène et écriture : Joris Mathieu -

Dispositif scénique et dramaturgie : Joris Mathieu et Nicolas Boudier

Interprètes : Philippe Chareyron, Vincent Hermano, Marion Talotti





et nous avons fait le choix de retirer l'intégralité du financement à cette structure», avait justifié Sophie Rotkopf, vice-présidente de la région Auvergne-Rhône-Alpes, lors d'une conférence de presse en avril dernier. Le directeur et metteur en scène a porté l'affaire devant le tribunal administratif, et reste encore aujourd'hui dans l'attente d'une date d'audience. «Le TNG est loin d'être le seul acteur culturel dont la région Rhône-Alpes a coupé la subvention pour raison politique, mais pour la première fois, les élus l'assument.» Joris Mathieu, qui est aussi vice-président du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles, dénonce le signe d'un «système démocratique malade». Aux quatre coins de l'Hexagone, les budgets culturels font les frais des difficultés de l'État et des collectivités territoriales. Mais, au-delà de ça, «de plus en plus d'élus d'extrême droite et de droite extrême manifestent publiquement leur volonté de contrôler le contenu des œuvres par leur pouvoir de subvention». Que le politique considère l'art comme un enjeu politique pourrait être réjouissant, si l'instrumentalisation n'était avérée.

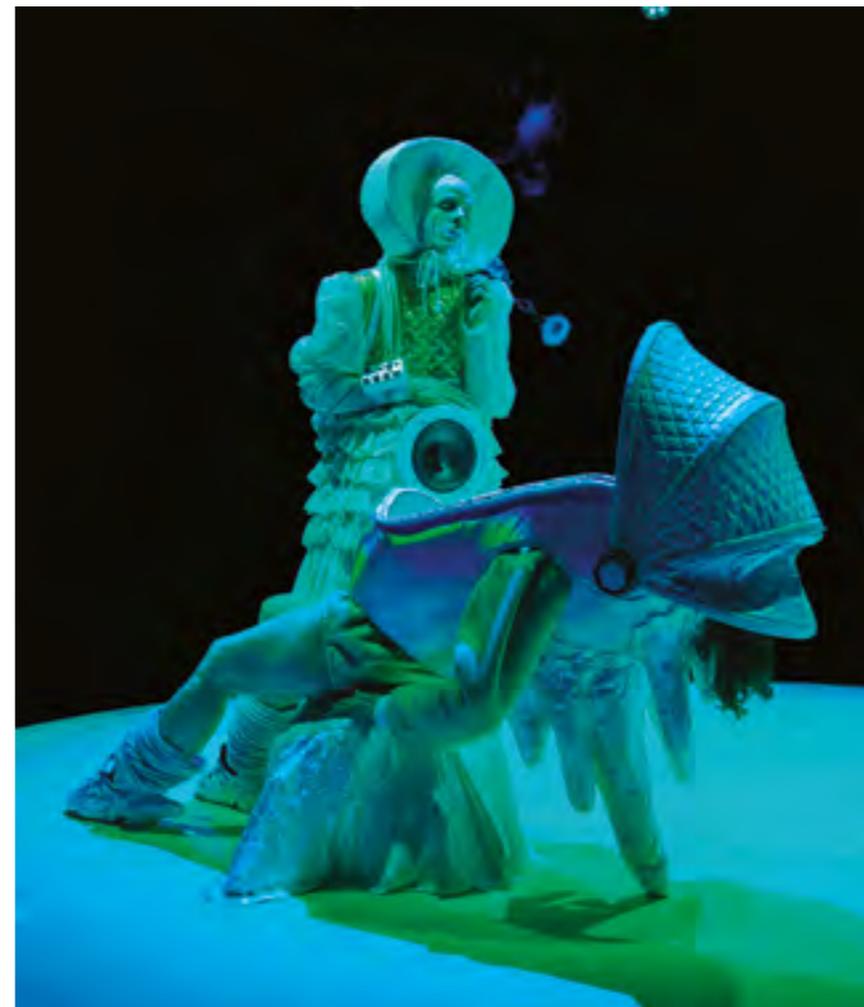
## LABONDANCE ÉTAIT UN LEURRE

Dans ce climat propice à l'autocensure, *Cornucopia* n'hésite pas à tourner en ridicule l'idéologie de l'abondance (non, la croissance sans fin n'est pas possible sur notre planète), la pudibonderie (non, l'art ne peut se lisser au point de ne plus choquer personne), et un certain progressisme des mœurs (que vaut la liberté de choisir son nom sous un régime autoritaire?). En prenant place sur des gradins circulaires aux allures de petit amphithéâtre, le public est mis au fait de la situation: dans un futur proche, la moitié de l'humanité a rejoint les rares espaces encore respirables de la planète, de Nuuk au Groënland à Egvekinot en Sibérie. L'autre moitié a été condamnée aux zones désertiques et à la mort – événement que les survivants nommeront la «correction démographique significative». *Cornucopia*, la nouvelle société créée suite à ce cataclysme, adepte de

novlangue, se pense en idéal de paix et de plénitude. Mais le vernis utopique se craquelle vite. «Ce peuple qui croit mais sans croire» faute de place et de ressources, s'en remet au pouvoir de pierres supposément magiques pour retrouver l'abondance, comme un disciple à son gourou. Affublés de costumes excentriques (robe froufrouteuse percée d'une enceinte, toque encerclant le visage, guêtres en laine, costume-berceau, chapeau-champignon...), les personnages évoluent sur un plateau circulaire et rotatif, évoquant le manège infernal davantage que l'agora grecque. La jeune Azel, héroïne du récit, nous entraîne dans sa quête pour percer les mystères des «pierres à oxygène». *Spoiler*: ces déités minérales ne sont en fait que de simples cailloux; l'abondance rêvée était un leurre.

## «JUSQU'À L'OVERDOSE»

La scénographie millimétrée, le jeu artificiel des comédiens participent à créer un univers étranger, inconfortable pour le spectateur. C'est violet, vert, fluo, rythmé de flash lumineux, de chants, et de logorrhées robotiques. Joris Mathieu assume une envie de «friser le ridicule», d'être sur ce point de bascule entre le premier et le second degré, de percuter des registres qui ne se marient pas ensemble, «jusqu'à l'overdose». Dans un grand geste libérateur, il a bazardé le corset référentiel d'un certain microcosme culturel et artistique: «Quand on parle de décroissance, d'écologie, nous faisons tous appel aux mêmes penseurs – Morizot, Despret, Servigne... Bien sûr, l'enjeu n'est pas de combattre ces nouveaux poncifs, qui génèrent du progrès. Mais pour parler à d'autres qu'à nous-mêmes, et notamment à d'autres générations, il faut sortir de ce système auto-référentiel.» *Cornucopia* en offre une tentative, en créant un autre monde qui nous tend un reflet absurde de ce que nous sommes. Au vu des temps présents, on aurait souhaité un spectacle encore plus fou, poussant plus loin le réquisitoire clownesque. Mais *D'autres mondes possibles* nous réserve un troisième épisode. À suivre. **E**



**En tournée:**  
LES 2 SCÈNES, Scène nationale de Besançon, Janvier 2025  
LE LIEU UNIQUE, Scène nationale de Nantes, Janvier - février 2025  
THÉÂTRE DE ST-NAZAIRE, Scène nationale, Février 2025



# LIVRES ET SORTIES

**IL N'Y A DE RICHESSE QUE LA VIE,**  
JOHN RUSKIN,  
L'échappée, 15 novembre 2024,  
128 pages, 12 euros.



Amasser des richesses est-il source de richesse pour un peuple? Non, répond John Ruskin. «*Il n'y a de richesse que la vie.*» Ce qui pourrait aujourd'hui nous paraître un banal aphorisme de développement personnel fut, en 1860, en pleine ascension de la pensée libérale en Angleterre victorienne, un geste profondément provocateur – et vite censuré par l'*intelligentsia* de l'époque. La thèse d'alors: les vices privés fondent la vertu publique et la «science économique» doit être amoralisée pour fonctionner. John Ruskin prend le contre-pied: la richesse n'est pas ce qui accroît la puissance et ce qui confère du pouvoir sur les autres, mais bien ce qui ennoblit

la vie, perfectionne le travail et les corps. «*L'idée que des directives puissent être données pour amasser des richesses sans se préoccuper de leurs sources morales [...] est peut-être la plus insolentement futile de toutes les idées ayant de tout temps séduit les hommes par leurs vices.*» Contre le culte de Mammon des libéraux, contre le cynisme des idées malthusiennes, John Ruskin, proche des socialistes anglais et de William Morris, s'oppose à un progrès qui ne se fixe aucun but moral. Il est utile de redécouvrir aujourd'hui son œuvre, alors même qu'elle fait l'objet d'une tentative de récupération par les rangs écofascistes.  
PHILIPPE VION-DURY

**POUR LA PALESTINE COMME POUR LA TERRE.**  
**LES RAVAGES DE L'IMPÉRIALISME FOSSILE,**  
ANDREAS MALM,  
La Fabrique, 5 février 2025, 176 pages, 14 euros.



Un an après les débuts du génocide à Gaza, le capitalisme fossile n'est jamais paru à ce point enchaîné dans la logique impérialiste occidentale, dont Israël apparaît comme le pivot dans la région du Proche-Orient. C'est la thèse défendue par l'essayiste suédois Andreas Malm dans la retranscription d'une conférence prononcée en avril 2024 à l'université américaine de Beyrouth. La dynamique que l'auteur décrit prend ses racines en 1840, lors de la victoire de la Royal Navy britannique à Acre, où sont déployés pour la première fois des navires à vapeur dans une opération militaire. Son objectif? Soumettre l'Égypte du pacha Méhémet Ali au libre-échange et trouver de nouveaux débouchés aux productions textiles de l'empire britannique. Après sa victoire, la Grande-Bretagne encouragera l'installation de populations juives en Palestine afin de sécuriser ses intérêts et ouvrira la voie à l'extractivisme qui façonne aujourd'hui la région. L'auteur considère que si le génocide à Gaza montre que l'exploitation écocidaire et l'oppression coloniale convergent dans une logique impitoyable et profondément dévastatrice, il met aussi brutalement en lumière l'indolence globale du monde occidental: «*Dans la catastrophe climatique, les vies des multitudes non-blanches des pays du Sud ne comptent pas. Elles sont sacrificables, sans valeur.*» CLÉMENT QUINTARD



**QUAND LES TRAVAILLEURS  
SABOTAIENT. FRANCE,  
ÉTATS-UNIS (1827-1918),**  
DOMINIQUE PINSOLLE,  
Agone, 13 septembre 2024  
420 pages, 25 euros.

Le sabotage est-il efficace? Alors qu'on le disait illégitime, ce mode d'action bénéficie d'un regain d'intérêt chez les militants écolos, qui renouent ces dernières années avec les pratiques du syndicalisme ouvrier du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. L'historien Dominique Pinsolle retrace dans cet ouvrage les grandes heures de la Confédération générale du travail (CGT) et de l'Industrial Workers of the World (IWW), à une époque où le sabotage était en mesure de faire plier patrons et gouvernants. C.Q.



**«LA MALA, UN GANG  
À NOUS: LA MUE  
DU MOUVEMENT LYCÉEN»**  
podcast l'Expérience,  
un épisode de Clémence Alleazard,  
France culture, 58 minutes,  
16 novembre 2024.

«*On veut se réappropriier le monde. On veut un avenir glorieux pour chacun d'entre nous*», introduit Noa, du mouvement lycéen «la Mala». Elles et ils veulent créer un rapport de force en dehors des syndicats et des partis politiques, décider des mots d'ordre et d'action. Clémence Alleazard les a rencontrés, des manifestations contre la réforme des retraites aux élections législatives, juste avant le bac. «*L'État nous doit-il quelque chose?*», leur demande leur sujet de philo. Ça les a plutôt inspirés. ISMA LE DANTEC



**BOOKMAKERS: MONA CHOLLET**  
podcast produit par Arte Radio,  
créé par Richard Gaitet, trois épisodes.

Ses analyses des mécanismes de domination masculine, capitaliste, professionnelle – ou les trois à la fois –, on fait de Mona Chollet une référence. Dans cette interview, l'essayiste confie son admiration pour Mahmoud Darwich, Susan Sontag et la série *Mad Men*. Le troisième volet est consacré à son dernier livre, qui dissèque avec pertinence la mise en accusation des victimes de violences sexuelles comme «*le flicage des mots et des pensées*» dans les sphères militantes. I.L.D.



# «ENTRE BIG TECH ET BIG OIL, LA LIGNE DE DÉMARCATIION EST FINE»



**LE GRAND RETOURNEMENT. COMMENT LA GÉO-INGÉNIERIE INFILTRE LES POLITIQUES CLIMATIQUES, MARINE DE GUGLIELMO WEBER ET RÉMI NOYON,**  
Les Liens qui libèrent, 16 octobre 2024, 240 pages, 20 euros.

propos recueillis par PHILIPPE VION-DURY

Dans *Le Grand retournement*, la chercheuse Marine de Guglielmo Weber et le journaliste Rémi Noyon alertent sur les risques de la géo-ingénierie. Ils observent et analysent la normalisation, dans les politiques climatiques, de ces perspectives techno-solutionnistes jadis perçues comme irréalistes et qui alimentent aujourd'hui sérieusement la poursuite du *business-as-usual*. Entretien avec Rémi Noyon.

**Dix ans ont passé depuis la traduction des *Apprentis sorciers du climat*, le livre de Clive Hamilton qui a popularisé les enjeux de la géo-ingénierie. À l'époque, les perspectives qu'il dressait étaient encore fantasmagiques... Peut-on encore dire la même chose aujourd'hui?**

Hélas, non. Ces projets, qui étaient alors spéculatifs, rejetés à la marge des discussions climatiques, sont en train de se normaliser. Même le mot «géo-ingénierie» est presque dépassé. L'élimination du CO<sub>2</sub> atmosphérique – autrefois qualifié de géo-ingénierie carbone – est déjà bien installée au centre des politiques climatiques, malgré l'incertitude qui demeure sur le potentiel de ces technologies. Quant à la géo-ingénierie solaire, qui consiste à refroidir le climat en modifiant le bilan radiatif de la planète, elle fait son chemin: on parle désormais plus volontiers de «gestion du rayonnement solaire».

Établie en 2022, la Climate Overshoot Commission [lire notre enquête dans le premier numéro de *Fracas*, ndlr] a été un grand moment de cette désinhibition. Aux deux jambes admises des politiques climatiques, l'atténuation et l'adaptation, elle ajoute les émissions négatives et l'«exploration» de la géo-ingénierie solaire. Se dessine une courbe rassurante, celle d'un dépassement (*overshoot*) maîtrisé: certes, nous allons dépasser le +1,5 °C, mais les aspirateurs à CO<sub>2</sub> nous permettront de revenir à la normale dans la seconde moitié du siècle tandis que le voile solaire, en bloquant les effets du réchauffement, nous fera gagner les quelques décennies manquantes à la maturation des technologies de décarbonation. Peut-être que ce sera l'idée de sobriété qui finira par être qualifiée de folie d'apprentis sorciers.

**L'oxymore «émissions négatives» semble de plus en plus naturalisé. Peux-tu revenir sur son origine et son usage?**

Les «émissions négatives» s'installent dans le paysage à partir du rapport +1,5 °C du Giec, en 2018. Afin de dessiner des scénarios jugés crédibles, les modélisateurs avaient le choix: imaginer des ruptures sociales fortes ou espérer le déploiement de technologies encore balbutiantes. Ils ont préféré la seconde solution. Désormais, nous sommes presque condamnés à développer massivement la bioénergie avec captage et stockage (BECCS), malgré le problème de concurrence avec les terres agricoles, ou la capture directe dans l'air (CDA) en dépit du fait qu'elle soit pour l'instant très énergivore. Une autre piste vise à amplifier des phénomènes naturels, par la «pompe océanique». Plus généralement, ces «émissions négatives» dérivent du concept de «neutralité carbone», qui présuppose une balance entre des émissions et des retraits. Dès le début, les concepteurs de cette notion ont perçu qu'elle pourrait être instrumentalisée par des intérêts pétrogaziers. Aujourd'hui, la bataille fait rage entre ceux qui cherchent un usage ajusté de ces technologies et ceux qui voudraient poursuivre le *business-as-usual*.

**L'enquête relève que des réseaux historiquement climatosceptiques sont maintenant convertis à la géo-ingénierie: est-ce que ça pourrait devenir la botte secrète du «carbofascisme»?**

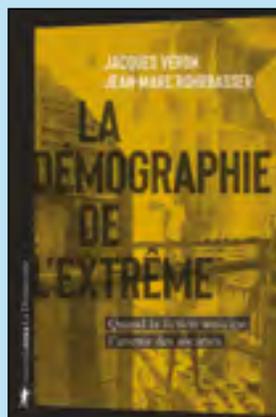
Pour le moment, la géo-ingénierie solaire est plutôt défendue par une veine techno-solutionniste et par des spécialistes des sciences du système Terre, qui craignent que nous franchissions des «points de bascule». Les premiers sont empreints d'un optimisme entrepreneurial, les seconds d'une panique crépusculaire. Quand on regarde les financements, ils émanent plutôt des milieux de la tech ou de la finance, assez peu des intérêts pétrogaziers, pour ce qui est de la géo-ingénierie solaire. Et les chercheurs qui voudraient que nous explorions l'injection d'aérosols dans la stratosphère prennent bien soin de ne plus la présenter comme une solution miracle. Cela étant dit, d'un point de vue écomarxiste, on pourrait considérer que c'est une façon de gagner du temps, d'empêcher une dépréciation trop rapide des actifs fossiles. Comme le montre la nouvelle administration américaine – qui réunit Elon Musk et Chris Wright –, la ligne de démarcation entre «*Big Tech*» et «*Big Oil*», entre les partisans de la «croissance verte» et les promoteurs de la relance fossile, est très fine. Rien n'empêche donc d'imaginer la mobilisation de la géo-ingénierie dans un projet autoritaire d'expansion énergétique.

**Dans ta newsletter 42oppm, tu as publié un article: «Trump, président de la géo-ingénierie solaire?». Qu'est-ce qui t'amène à penser que c'est une possibilité?**

Lors du premier mandat Trump, le pape de la géo-ingénierie David Keith disait craindre un tweet de soutien de l'administration américaine. C'est ce qu'on appelle en anglais le «*superfreak pivot*»: passer du jour au lendemain du climato-scepticisme à une défense sans nuance de la géo-ingénierie solaire. Mais pour le moment, comme l'a montré l'américaniste Jean-Daniel Collomb, les think tanks conservateurs et libertariens ne s'intéressent que peu à la géo-ingénierie solaire. On peut aussi ajouter que Robert Kennedy Jr., qui a rejoint l'équipe Trump, a tenu des propos complotistes sur la modification du climat, et que des artisans du projet Maga [*Make America great again*, ndlr] ont accusé les démocrates de provoquer des ouragans. Difficile d'annoncer après cela le déploiement de soufre dans la stratosphère! Le plus probable est donc que le mandat Trump nous enfonce encore plus profondément dans la débâcle climatique, ce qui justifiera dans quelques années la mise à l'agenda de solutions désespérées. 🗞

**Rémi Noyon anime la newsletter 42oppm, un travail de veille et d'analyse hebdomadaire sur l'actualité de la géo-ingénierie.**  
42oppm.substack.com





**LA DÉMOGRAPHIE DE L'EXTRÊME.**  
**QUAND LA FICTION ANTICIPE L'AVENIR DES SOCIÉTÉS**  
**JACQUES VÉRON ET JEAN-MARC ROHRBASSER**  
 La Découverte, 3 octobre 2024, 296 pages, 22 euros.

Serons-nous un jour trop nombreux pour cette planète? Allons-nous au contraire au-devant d'une fatigue de vivre collective? L'urbanité sera-t-elle le futur de l'humanité ou le cancer de la planète? De la cité idéale de Platon à la métropole méphitique imaginée par Harry Harrison dans le roman *Soleil Vert*

(1966), les fictions ont largement abordé le thème de la surpopulation depuis deux siècles. Dans cette agréable balade littéraire, entre utopie et dystopie, les universitaires Jacques Véron et Jean-Marc Rohrbasser abordent les grands défis du siècle à venir. P. V.-D.



**CHAMPS DE BATAILLE,**  
**PIERRE VAN HOVE** (DESSIN)  
**& INÈS LÉRAUD** (SCÉNARIO),  
 Delcourt / La Revue dessinée,  
 20 novembre 2024,  
 192 pages, 23,75 euros.

Le remembrement, à partir des années 1940, a conduit à un vaste agrandissement des parcelles agricoles et à un exode massif de paysan-nes. Une politique visant à rationaliser l'agriculture et menée de façon autoritaire par les services de l'État, qui laisse des marques douloureuses jusqu'à nos jours. Cette ambitieuse enquête graphique, riche d'archives et de témoignages collectés avec le chercheur Léandre Mandard, met des visages et paysages sur cette histoire tragique et méconnue. I.L.D.



**ÉTINCELLES**  
**ÉCOSOCIALISTES,**  
**MICHAEL LÖWY,**  
 Amsterdam,  
 15 novembre 2024,  
 218 pages, 18 euros.

L'écosocialisme est-il l'utopie concrète du XXI<sup>e</sup> siècle? C'est ce que défend son infatigable promoteur, Michaël Löwy. Dans cet ouvrage, le théoricien marxiste ne recherche pas l'originalité du propos, mais propose plutôt une introduction à l'écosocialisme, de ses origines à aujourd'hui, en France et ailleurs, pour conclure avec un résumé des fausses pistes à éviter et des «dix commandements» à suivre pour sauver la vie sur cette planète. P. V.-D.

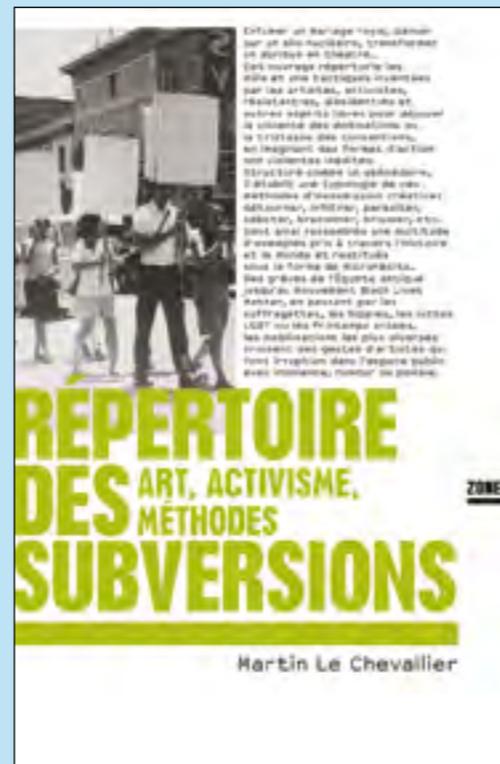
**S'AIMER LA TERRE.**  
**DÉFAIRE L'HABITER COLONIAL,**  
**MALCOM FERDINAND,**  
 Le Seuil, 25 octobre 2024, 608 pages, 25 euros.



Le titre de l'essai cache un peu son jeu, puisqu'il s'agit avant tout d'une époustouflante monographie sur l'empoisonnement généralisé de la Martinique et de la Guadeloupe par le chlordécone, une molécule – aujourd'hui interdite – utilisée dans les plantations de bananes pour éradiquer les charançons. Officiellement, du moins, car le travail de déconstruction de Malcom Ferdinand, déjà remarqué pour son essai *Une écologie décoloniale* (Seuil, 2019), brise tous les chaînons de la formulation officielle.

De la «bananisation des Antilles» aux mécaniques de production de l'ignorance, le politiste montre que derrière chaque terme se niche un partage fondamental: celui d'une blancheur dont les conditions d'existence sont destructrices pour l'autre – les Antillais, les vivants, la Terre. Mêlant l'exhaustivité d'une recherche interdisciplinaire à l'intelligence de la réflexion critique, *S'aimer la Terre* esquisse les voies d'une «politique d'amour» renouvelant la façon d'habiter le monde. YOUNESS BOUSENNA

**RÉPERTOIRE DES SUBVERSIONS.**  
**ART, ACTIVISME, MÉTHODES.**  
**MARTIN LE CHEVALLIER,**  
 La Découverte, 24 octobre 2024, 296 pages, 21,50 euros.



Leurrer les moteurs de recherche, enfouir un monument, pirater des concerts, organiser de fausses élections, saturer l'administration, détourner des publicités, jeter un sort à Wall Street ou encore cuisiner des sandwiches conflictuels... De l'Égypte antique à la France des Gilets jaunes, l'artiste et chercheur Martin Le Chevallier nous emmène à la découverte de ces petits gestes subversifs méconnus qui font parfois basculer le cours de l'Histoire. À mi-chemin entre Georges Perec et les Yes Men, cet abécédaire sous forme de micro-récits compile les méthodes créatives de militant-es et artistes pour saboter, tourner en dérision les autorités ou construire des alternatives insolites. Dans un contexte de criminalisation croissante des mouvements écologistes, l'ouvrage offre des pistes de détournements «pacifiques» qui n'en sont pas moins ingénieux. N'y cherchez cependant pas d'analyse ou de méthode toute prête pour mener la révolution. L'auteur assume d'ailleurs de mettre sur un même plan les actes symboliques et artistiques, et les actes de résistances. Ce répertoire est plutôt à apprécier comme un florilège de tactiques pour mieux éclairer nos stratégies et conjurer l'impuissance. À feuilleter au réveil avec son petit-déjeuner pour y picorer chaque jour deux ou trois subversions! ANNE-LOUISE NÈGRE



«**C'EST CHAUD**»,  
 podcast produit  
 par Flèches Sonores.  
 25 minutes, quinzomadaire,  
 disponible sur Spotify,  
 Deezer et Apple.

«Faut-il des coopératives partout?», «L'extrême droite se fout-elle de l'écologie?», «Comment recycler les travailleurs polluants?», «Les assurances vont-elles se défilier face à l'effondrement?... La plupart des thèmes de ce nouveau podcast touchent juste. Emmené par une équipe de journalistes et d'économistes, il aborde des thèmes clé de l'écologie avec finesse, tout en s'appuyant sur une solide documentation. P. V.-D.



**LE MONDE**  
**SELON MUSK,**  
 documentaire réalisé  
 par James Jacoby  
 pour Arte, 91 min,  
 disponible sur Youtube.

«*A star is born*», déclarait Donald Trump à propos d'Elon Musk, lors de sa victoire à la présidentielle de 2024. Si cela vous avait par miracle échappé, le patron de Tesla, Space X, Neuralink ou encore X (ex-Twitter), est passé en quelques années de figure iconoclaste de la *Green Tech* à tête de file de la réaction masculiniste et conservatrice aux États-Unis. Retour en image sur ces quelques années qui l'auront fait vriller «Dark Maga». P. V.-D.



«**LE CHANT DE L'EXTINCTION**»,  
 podcast produit par Arte radio,  
 réalisé par Jeanne-Marie Desnos, Arte radio,  
 3 épisodes de 27 minutes.

Le silence est profondément ambivalent. Le silence est un son mort, la trace d'une manifestation vivante qui a disparu – il marque l'absence. Mais faire silence, c'est aussi laisser la place aux autres sons, créer le vide nécessaire à l'expression de la vie. Bref: cesser de perturber, d'assourdir. D'un silence à l'autre, ce documentaire radiophonique en trois volets nous immerge magnifiquement dans la catastrophe écologique grâce à nos oreilles. À écouter les yeux fermés. P. V.-D.





**LA LUTTE DES CASTES (JEU DE SOCIÉTÉ DE 3 À 7 JOUEURS),  
BANDES DÉTOURNÉES,**  
17 janvier 2025, 72 cartes, 14 euros.

La lutte des castes est un jeu de cartes où vous devrez batailler pour le camp révolutionnaire, royaliste ou centriste. Autant dire qu'il va falloir «mettre vos convictions de côté», préviennent malicieusement les auteurs. À chaque début de tour, un camp est appelé, et la baston peut s'engager dans une ambiance «féodalo-marxiste»: Mestre Lordonus

l'emporte sur le Comte de Bolloray tandis que Sieur Jadaux, issu des rangs centristes, est la carte la plus faible du pli; mais bientôt la carte Cortège non-mixte – «seules les femmes comptent» – change totalement la donne! Un jeu idéal si vous êtes lassé du tarot, et qui déploie une mécanique de jeu impeccablement rodée. C.Q.



**FAIRE QUE! L'ENGAGEMENT  
POLITIQUE À L'ÈRE DE L'INOÛI**  
ALAIN DENEAULT,  
Lux, 25 octobre 2024,  
216 pages, 18 euros.

Comment s'orienter dans une époque marquée par des bouleversements écologiques sans précédent? Comment agir politiquement à l'ère de l'inoûi? Comment s'opposer à la grande lame montante, bientôt déferlante, de l'extrême droite? Bref: *que faire?* Cette question hante la pensée politique depuis plus d'un siècle. Le philosophe Alain Deneault nous propose, dans cet essai, de substituer à l'interrogation paralysante du «que faire?» l'exclamation libératrice, presque jubilatoire, du «faire que!» P. V.-D.



**RESSOURCES:  
UN DÉFI POUR L'HUMANITÉ,**  
VINCENT PERRIOT (DESSIN)  
& PHILIPPE BIHOUIX (SCÉNARIO),  
Casterman, 9 octobre 2024,  
176 pages, 28 euros.

Dans cette BD, l'ingénieur spécialiste des low-tech Philippe Bihouix et le dessinateur de science-fiction Vincent Perriot jouent leurs propres rôles et nous embarquent pour un voyage spatio-temporel, à dos d'abeilles géantes ou à bord d'un vaisseau spatial, à la rencontre de ceux qui ont cru à la toute-puissance des sciences et des techniques. Un périple instructif et plein d'humour, qui brise les fantasmes des cornuopiens et jette la lumière sur une industrie soi-disant immatérielle. I.L.D.

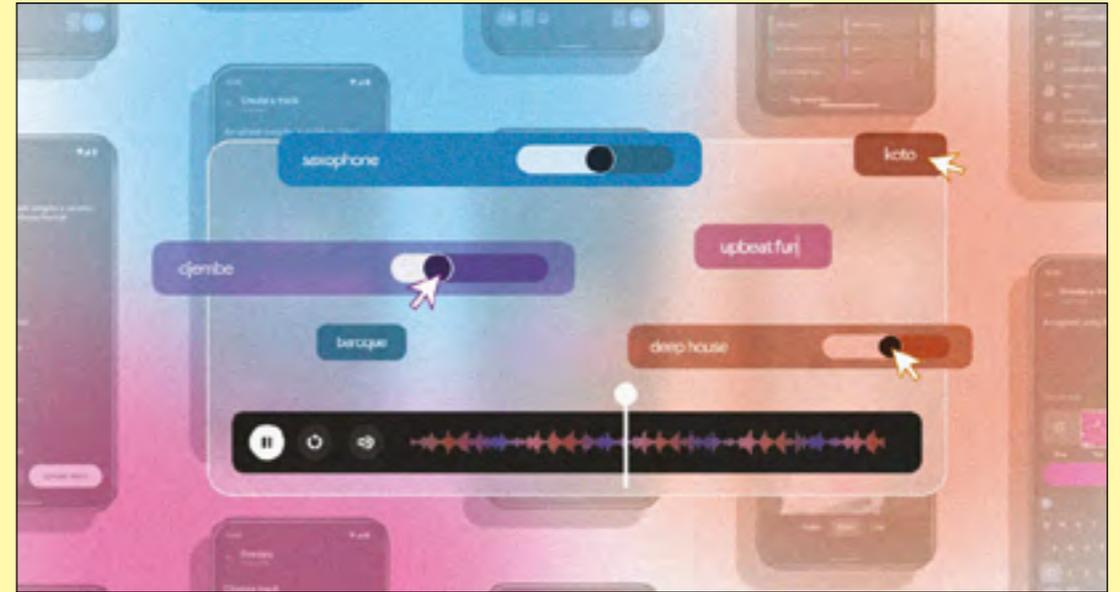
**BIO, LA CRISE DE FOI,**  
documentaire réalisé par Rémi Delescluse, 89 minutes,  
disponible sur arte.tv jusqu'au 24 février.



Au terme d'une décennie de progression des ventes, les productions estampillées AB n'ont plus la cote (lire p. 94). Près de 300 magasins spécialisés fermés, 54 000 hectares de terres cultivées en bio perdus: les chiffres hexagonaux de l'année 2023 égrainés par le journaliste Rémi Delescluse dans son documentaire témoignent de l'ampleur de la crise. Le cas de Simon Groot-Koerkamp en est une illustration étonnante. Cet éleveur de vaches limousines dans la Meuse en est venu à gommer le fameux label AB de sa viande bio pour éviter de voir les

consommateurs s'en détourner! Partant des facteurs conjoncturels évidents, à commencer par l'inflation, le réalisateur expose, à travers un tour d'Europe saisissant, les racines plus profondes du malaise dans ce secteur qui met toujours plus ses pas dans ceux de l'agriculture conventionnelle, sous la pression de la grande distribution. Face à ce dévoiement, Rémi Delescluse met en lumière ceux prônant un retour aux idéaux originels de l'agriculture biologique, au risque de rester cantonnés aux marges. VINCENT GAUTIER.

# GÉNÉRATIVE DÉSENCHANTÉE



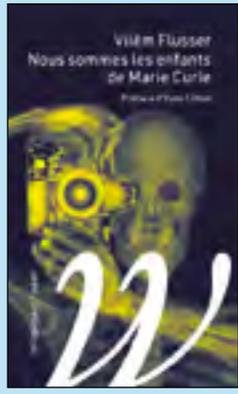
ChatGPT pour le texte, MidJourney pour l'image, Sora pour la vidéo... Les noms des intelligences artificielles (IA) génératives se sont imposés dans le paysage en une paire d'années. Nouvelle venue, et l'on s'étonne presque que ce soit la petite dernière, l'IA générative de musique. L'année 2024 aura marqué un tournant dans ce domaine avec la mise en ligne des versions bêta de Suno AI, Udio, et plus récemment MusicFX DJ (développé par Google). Toutes portent la même ambition: générer, en quelques secondes, en suivant les instructions textuelles de l'utilisateur, des morceaux de musique complètement «inédits» grâce à des Large Language Models (LLM) qui ont réalisé un apprentissage sur d'immenses bases de données musicales dont on ignore les contours précis. Tapez «*badass electro trash with female vocals*», et voilà qu'arrive dans vos oreilles, 20 secondes plus tard, un morceau qui ne vaut pas encore un tube de Sexy Sushi, mais qui ferait presque illusion. Et les mêmes arguments d'être inlassablement resservis: les IA génératives seront des «alliées», elles vont alléger la pénibilité du processus de production et l'accélérer, ouvrir de nouvelles voies créatives en libérant les artistes des tâches ingrates, et même pourquoi pas «démocratiser» la création en permettant à tout le monde de s'improviser musicien. Ce récit enchanté prend toutefois de moins en moins bien. Une première plainte n'a pas tardé, déposée par Sony Music, Universal Music Group et Warner Records. La Recording Industry Association of America (RIAA), le syndicat américain des éditeurs de musique, accuse les entreprises du secteur de créer «un tort irréparable aux artistes et aux labels» avec des contenus musicaux qui «pourraient saturer le marché» et concurrencer «directement les vrais enregistrements sonores sur lesquels ils sont basés, aboutissant à leur appauvrissement, puis à

leur noyade». Parallèlement, la star Billie Eilish et 200 artistes se fendent d'une tribune pour en appeler à empêcher l'usage de ces IA par les grandes firmes, leur banalisation signifiant la mort «pour de nombreux musiciens, artistes et compositeurs qui essaient simplement de joindre les deux bouts». On peut ajouter à la liste des inquiétudes: standardisation de la production artistique, marchandisation non rémunérée du travail des humains, réduction des tâches au seul «prompt» (une instruction donnée à l'IA)... Aura-on seulement encore envie de créer lorsqu'il est si facile de déléguer à des machines qui opèrent si vite, si bien?

À ceux qui objecteraient que le spectre de la standardisation a toujours plané sur la culture de masse, le politiste Henry Farrell, dans un article, pointe la structure même des LLM<sup>1</sup>. Le problème de ces grands modèles algorithmiques, c'est «qu'ils ont tendance à sélectionner les caractéristiques qui sont communes et à s'opposer à celles qui sont contraires, originales, épurées, étranges». La génération de productions culturelles, loin d'opérer des variations inédites de manière «centrifuge» en s'intéressant au rare, au marginal, va au contraire tout attirer vers le centre, vers le convenu, de façon «centripète», dans un immense mouvement de moyennisation. «Avec leur généralisation, le risque est qu'ils fassent disparaître certains aspects de notre culture plus rapidement que d'autres.» Voilà donc le modèle culturel profond de la civilisation numérique qui s'érige sous nos yeux: le conformisme assisté par algorithmes. PHILIPPE VION-DURY

1. Henry Farrell,  
«After software eats the world,  
what comes out on the other end?»,  
Programmable Mutter,  
3 octobre 2024.





**NOUS SOMMES LES ENFANTS DE MARIE CURIE,**  
**VILÉM FLUSSER,**  
Wildproject, 8 novembre 2024, 196 pages, 20 euros.

Le monde est un «sandwich bizarre». Cette métaphore – qui résume l'intrication de l'ordre et du chaos qui nous entoure – l'est tout autant. Et son auteur encore plus: il s'agit de l'inattendu et inventif Vilém Flusser (1920-1991). Ce touche-à-tout né à Prague, parti vivre au Brésil en 1940 après l'extermination de sa famille,

puis en France, écrivait en quatre langues et sur encore plus de sujets. À la fois philosophe et journaliste, il a réfléchi sur le design, la biologie, la photographie... Ce recueil de réflexions sur l'éthique de la technique, mais pas seulement, nous en offre un *reader's digest* particulièrement savoureux. **Y.B.**



**MAYOTTE.**  
**DÉPARTEMENT COLONIE,**  
**RÉMI CARAYOL,**  
La Fabrique, 18 octobre 2024,  
250 pages, 15 euros.

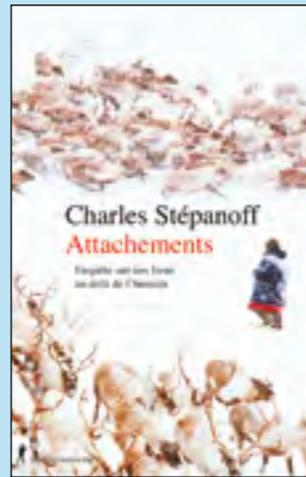
Il y a cinquante ans, la population des Comores était invitée à se prononcer sur le statut du territoire. Trois des îles actent leur indépendance. La dernière, Mayotte, devient en 2011 le 101<sup>e</sup> département français au terme d'un processus unique de «colonisation consentie». Dans cet ouvrage précis et accessible, Rémi Carayol raconte l'archipel, ses habitants et les déboires de cette départementalisation qui en dit autant du passé que du «présent colonial» de la France. **I.L.D.**



**DÉCOUVRIR GORZ,**  
**CÉLINE MARTY,**  
Éditions sociales, 17 janvier 2025,  
184 pages, 12 euros.

André Gorz (1923-2007) est l'une des figures emblématique de l'écosocialisme. Si ces écrits sur l'écologie sont les plus connus et méritent de s'y replonger régulièrement, d'autres pans de son œuvre restent parfois dans l'ombre. Le philosophe a pourtant été prolifique sur la réduction du temps de travail, l'aliénation, la bureaucratisation et l'autogestion... Une pensée riche qu'éclaire à merveille la philosophe Céline Marty dans cette dernière sortie de la collection «Découvrir» des Éditions sociales. **P. V.-D.**

**ATTACHEMENTS. ENQUÊTE SUR NOS LIENS**  
**AU-DELÀ DE L'HUMAIN, CHARLES STÉPANOFF,**  
La Découverte, 26 septembre 2025, 640 pages, 27 euros.



Charles Stépanoff multiplie les objets d'étude, du chamanisme (*Voyager dans l'invisible*, La Découverte, 2019) à la chasse (*L'Animal et la mort*, 2021) et, avec *Attachements*, aux liens «par-delà l'humain». Mais la dispersion n'est qu'apparente, car l'anthropologue creuse une seule et même question: le rapport à l'altérité d'*Homo sapiens*, ici exploré à travers une tension fondamentale. Car l'humain est un «prédateur empathique», qui noue des rapports affectifs et symboliques avec ses proies, ce qui le rend à la fois cruel mais capable d'attachements au-delà de ses

congénères. C'est sur cette base que Charles Stépanoff déploie d'abord une réflexion puissante déconstruisant le récit téléologique de la domestication pour montrer la multitude des formes de «coexistences intermittentes» avec les autres animaux. L'anthropologue relit ensuite la modernité comme un moment de rupture avec cette longue histoire, où l'exploitation massive des autres vivants a été rendue possible par le rejet inédit de toute forme de dette envers le monde animal. **Y.B.**

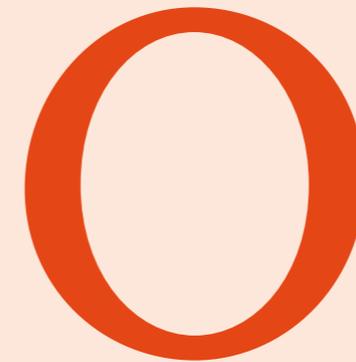
# DÉMANTELER L'ATTRACTIVITÉ



Le chercheur Bastien Marchand mène une thèse appliquant le concept de «redirection écologique» aux agences d'attractivité des métropoles françaises. Comment sortir de l'«attractivisme»

et réinventer le rapport au territoire?

texte YOUNESS BOUSENNA



On connaît l'extractivisme mais pas encore l'attractivisme, cette «obsession pour l'attractivité comme objectif stratégique», néologisme qui vient d'un doctorant de 32 ans, Bastien Marchand. Et les entreprises ne sont pas les seules droguées à l'attractivité. Séduire à tout prix des touristes, des investisseurs et des habitants est devenu, depuis une trentaine d'années, le mantra des collectivités qui créent même des agences consacrées à promouvoir leur territoire. Hello Lille, Toulouse a tout, Only Lyon, Destination Rennes: c'est dans l'une de ces curieuses créations que Bastien Marchand s'est immergé depuis mars 2024, et avec un mobile bien singulier. Car son enquête n'a d'autre but que... détricoter la raison d'être de ces agences. Ce qui renvoie, précisément, au concept de «redirection écologique», ce programme visant à «démanteler des entités qui sont obsolètes sur le plan écologique [industries polluantes, infrastructures énergivores, etc.] tout en n'étant pas des fermetures néolibérales mettant sur le carreau les personnes qui en dépendent». Bastien Marchand en a fait le cœur de sa thèse, lancée en septembre 2022 et hébergée au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (Lest), à Aix-Marseille Université. Avant d'être un concept, la redirection écologique pourrait décrire la trajectoire du chercheur lui-même. Diplômé d'une école de commerce, Bastien Marchand trouve un premier travail

dans la *tech* avant de devenir chef de projet au sein du média *Usbek & Rica*. Au contact des articles sur l'écologie et le féminisme, ce dernier vit «une forme d'effondrement intérieur» qui le conduit à une remise en cause radicale de son parcours. Il s'engage alors, en septembre 2020, dans le tout nouveau master «Stratégie et design pour l'Anthropocène» lancé par Alexandre Monnin, Emmanuel Bonnet et Diego Landivar (aujourd'hui son codirecteur de thèse), qui publieront quelques mois plus tard l'essai *Héritage et fermeture. Une écologie du démantèlement* (Divergences, 2021) théorisant leur programme de «redirection écologique».

## «Exister sans attirer»

Le choix de l'appliquer à l'attractivité territoriale répond à une préoccupation «scientifique mais aussi stratégique», explique le chercheur: cet objet lui apparaît comme un «bon ennemi», n'étant ni trop gros (donc insaisissable, comme le capitalisme), ni trop petit (donc insignifiant). Cette thèse, qu'il espère soutenir en 2026, entend montrer comment on «ferme concrètement un concept» dans ces agences dont l'action est orientée autour d'un unique mot d'ordre: «Attirer pour exister.» En s'appuyant sur des auteurs décoloniaux et l'anthropologie anarchiste, le chercheur recense des modes d'existence alternatifs échappant à cette logique, pour retrouver le sens de l'habiter *ici et maintenant*. Actuellement en phase d'analyse, il procède aussi à une «cartographie» des différentes perspectives possibles de redirection, avant de passer à l'expérimentation. Comment redéfinir un «design financier» pour des collectivités reposant essentiellement sur la taxe foncière versée par les entreprises? Comment émanciper les agents de l'injonction à «créer des emplois»? Voilà quelques-uns des enjeux d'un horizon plus vaste: «Exister sans attirer, exister pour ne pas attirer.» **📌**



# FRACAS

## ABONNEZ-VOUS!



Soutenez un média indépendant,  
en coopérative, sans pub,  
sans actionnaire et sans patron.



En vous abonnant, vous nous aidez  
à payer dignement nos journalistes,  
photographes et illustrateur·ices  
et à développer le média pour porter  
plus loin les voix de l'écologie!



### DÉCOUVREZ TOUTES NOS OFFRES D'ABONNEMENT:



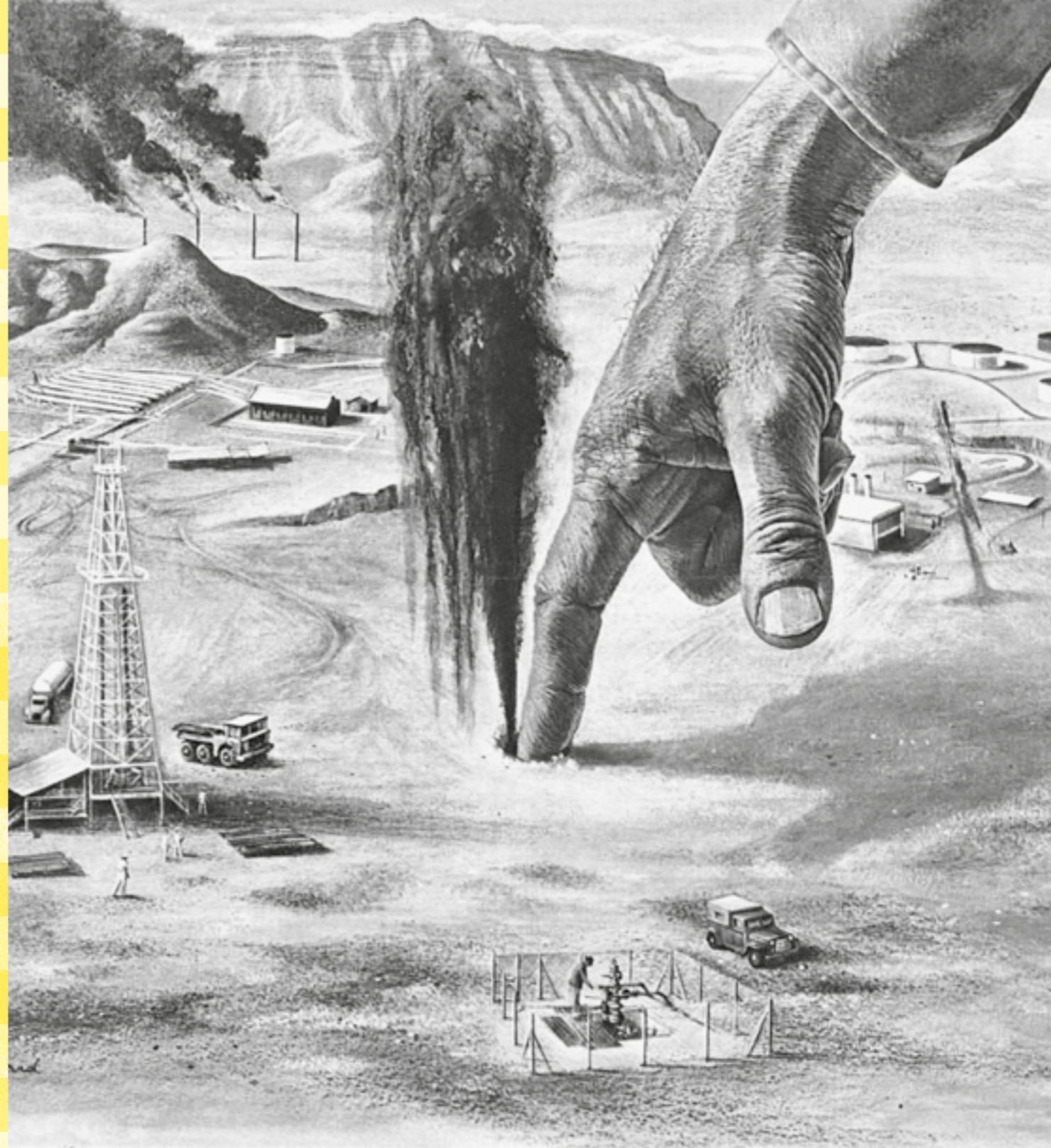
ABONNEMENT À DURÉE LIBRE  
sans engagement  
(15 € tous les trois mois au lieu de 17,50 €)



ABONNEMENT ANNUEL  
(65 € au lieu de 70 €).



fracas.media



## TOTAL se fait producteur... pour vous

TOTAL dispose annuellement d'une production de plus de 30 millions de tonnes de pétrole brut, provenant de 20 gisements répartis sur 4 continents : Proche et Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Nord, Europe.

# TOTAL... votre bon génie

dessins: J. Pecnard, campagne de publicité de Total, 1965. Archives mises en ligne par Nicolas Bergon.

**«LE RACISME,  
C'EST COMME  
UNE CADILLAC;  
ILS INVENTENT  
UN NOUVEAU  
MODÈLE CHAQUE  
ANNÉE»**

**MALCOLM X**



9 782487 599017